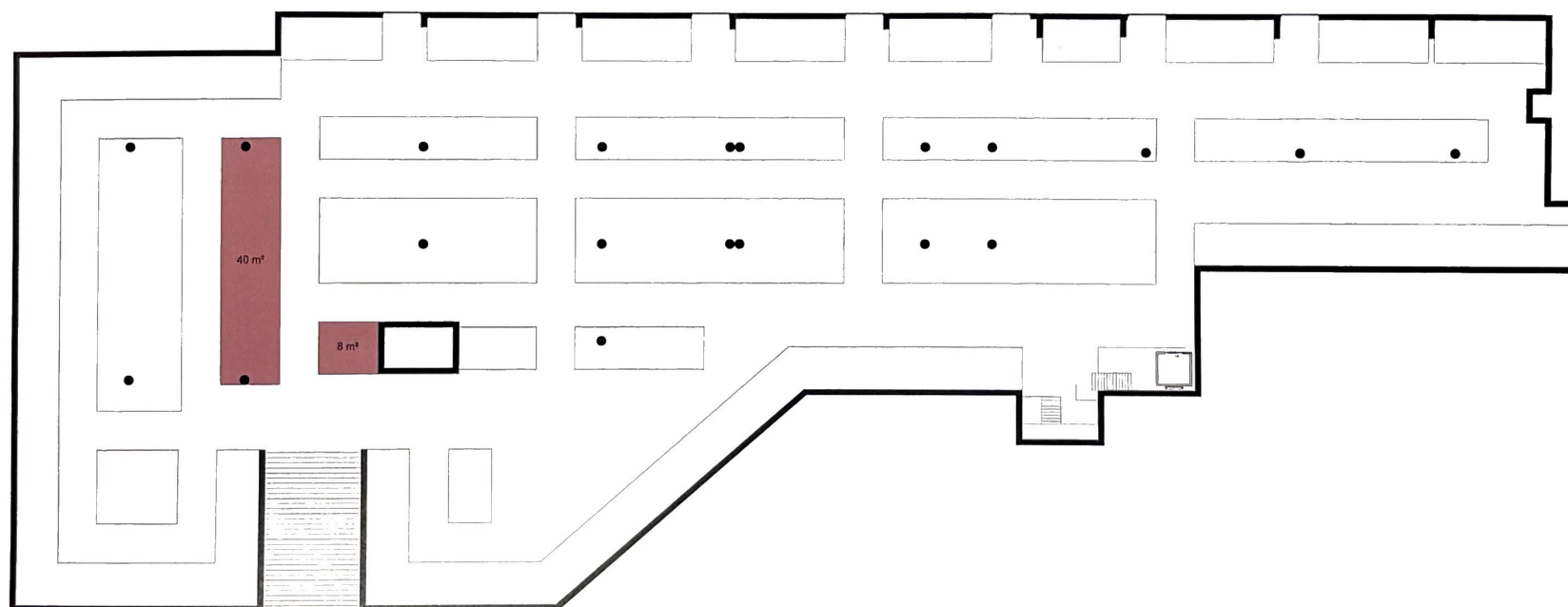
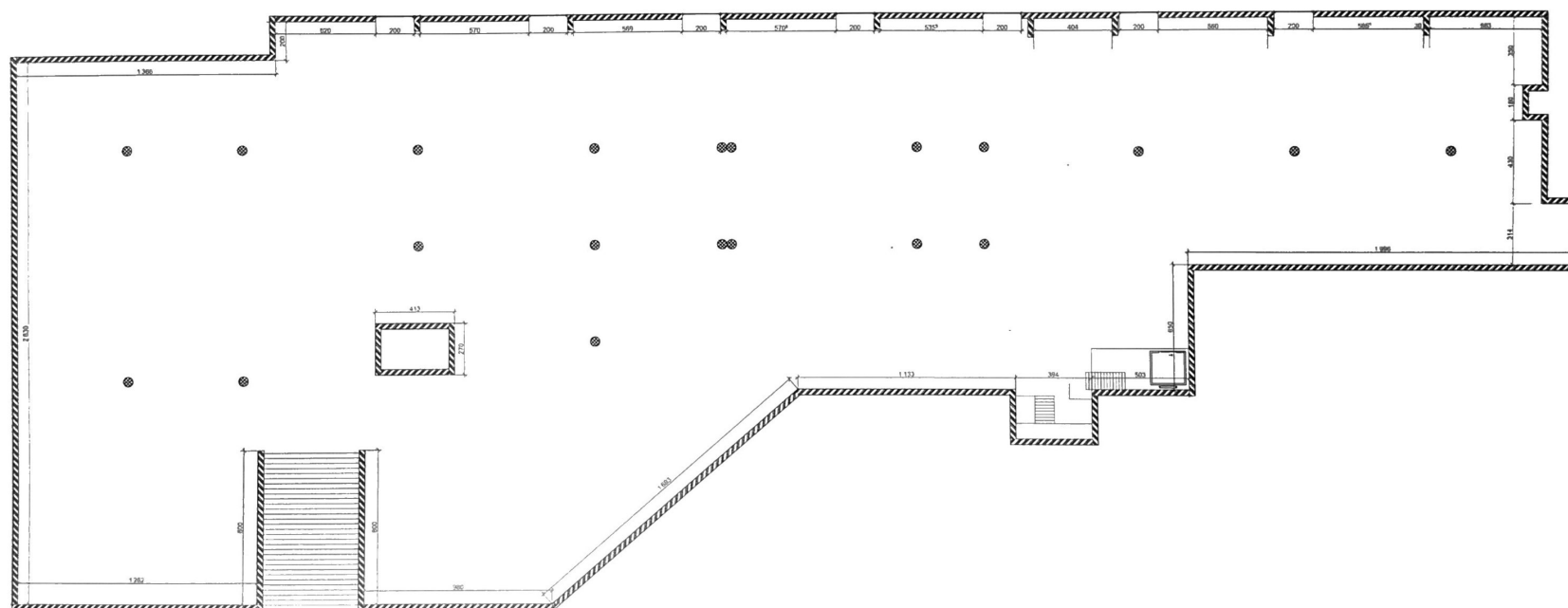


Villeneuve Saint-Georges



 Espace de convivialité



Les Stands par Semaco

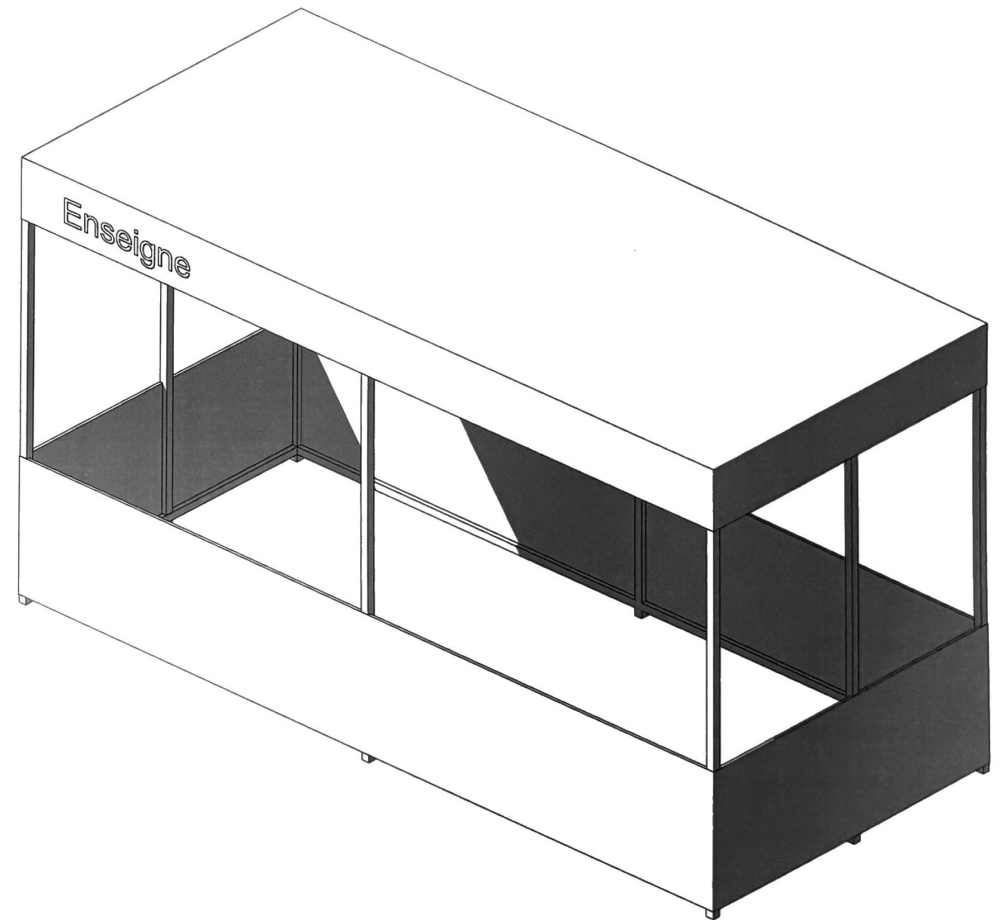
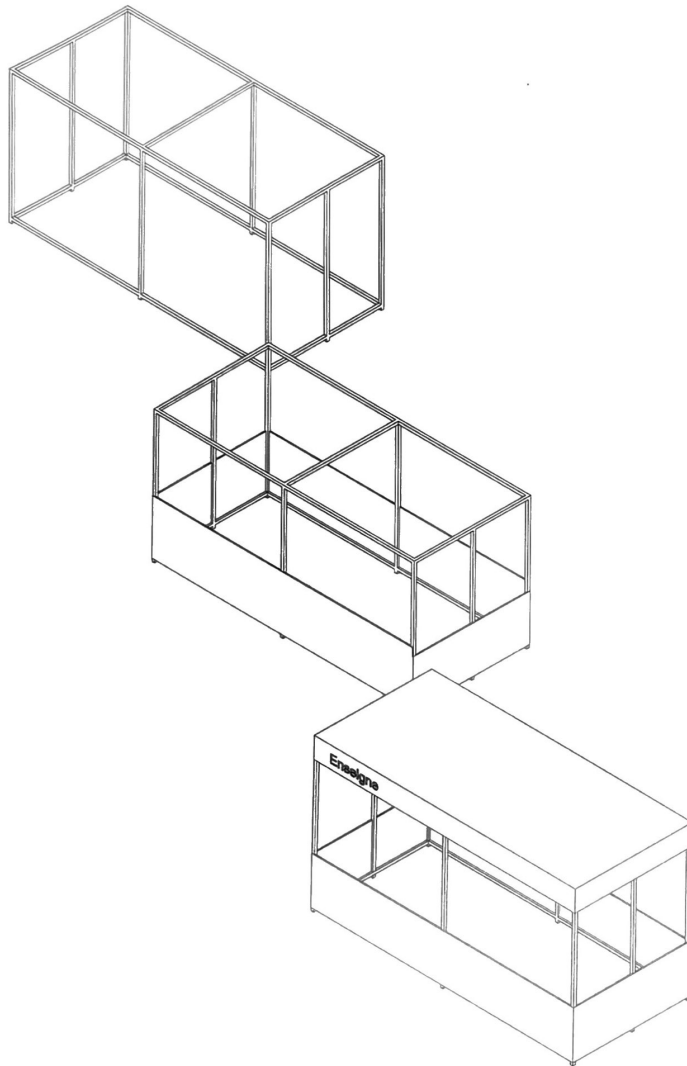
Villeneuve-Saint-Georges

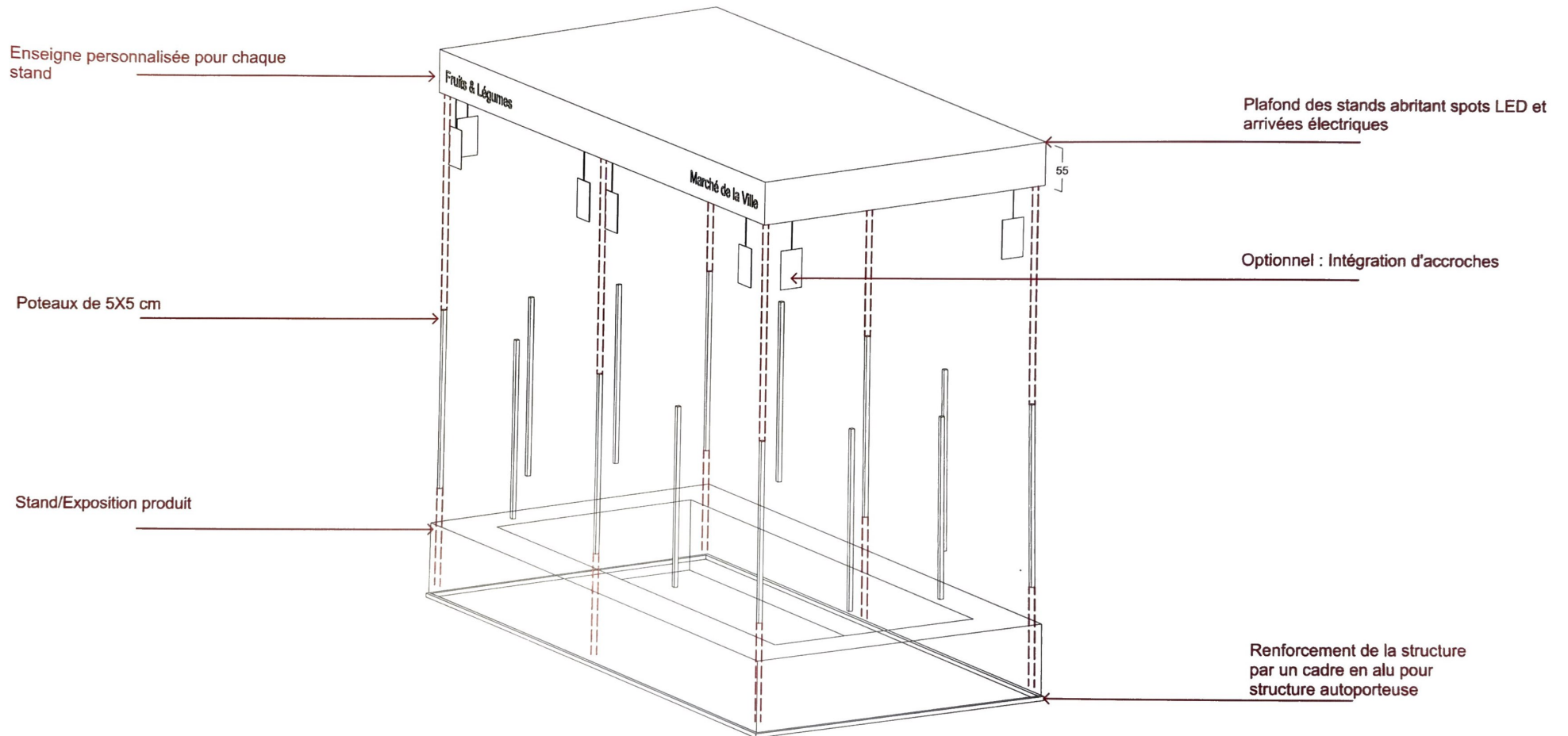


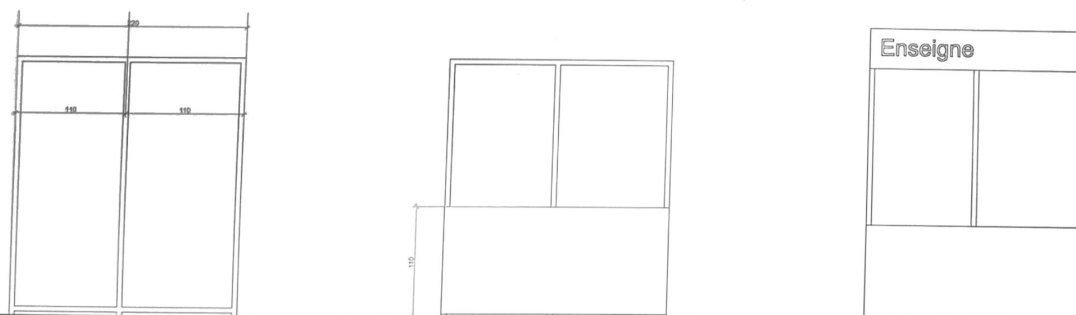
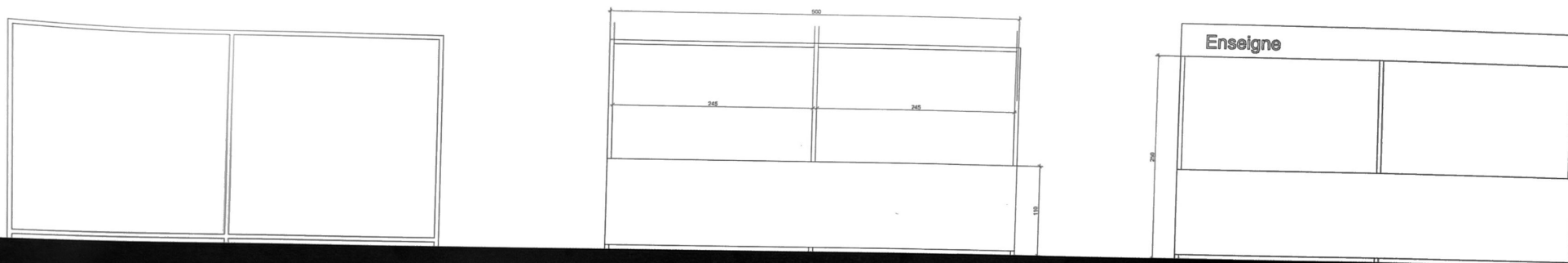


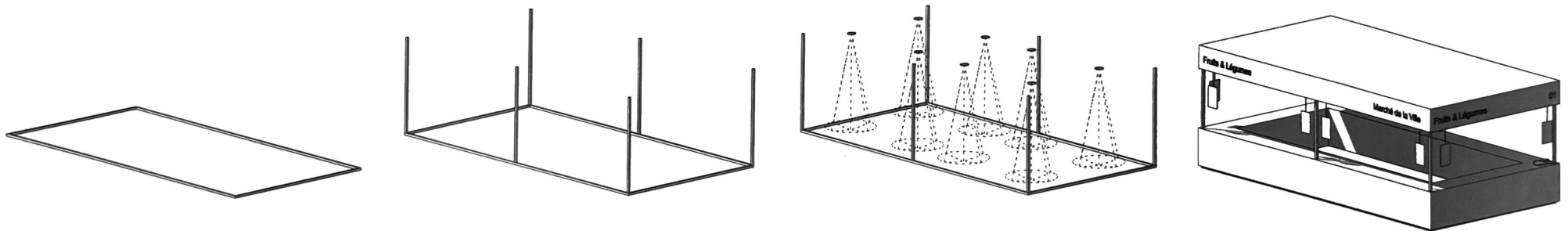
dagé
architecture
& design













REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE
VILLENEUVE ST GEORGES (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21940078500016

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE D'ORLY

M. 57

Décision modificative 3 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLENEUVE ST GEORGES (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	11
B2 - Présentation des AE votées	12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	16
D1 - Balance générale - Dépenses	18
D2 - Balance générale - Recettes	20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	34
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	35
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	38
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	41
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	46

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	49
A1.01 - Opérations non ventilables	52
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	53
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	56
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	57
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	58
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	61
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	65
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	68
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	69
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	72
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	74
A1.908 - Fonction 8 - Transports	77
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	81
A2.01 - Opérations non ventilables	83
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	84
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	90
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	91
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	92
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	97
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	103
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	106
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	107
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	108
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	112
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	114
A2.938 - Fonction 8 - Transports	117

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	121
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	122
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	131
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	133

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	134
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	136
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	137
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	138
B3.1 - Etat des provisions constituées	140
B3.2 - Etalement des provisions	142
B4 - Etat des charges transférées	143
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	144
B6 - Prêts	145
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	146
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	147
B7.3 - Etat des emprunts garantis	148
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	154
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	155
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	156
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	157
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	158
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	170
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	171
B11.2 - Liste des établissements publics créés	172
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	173
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	174
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	175
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	176
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	178
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	179

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	35596

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	29468062.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1699.05
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1644.41
3	Dépenses d'équipement brut / population	328.02
4	Encours de dette / population (2) (3)	889.83
5	DGF / population	384.07
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	55.19
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	109.22
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	19.95
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	54.11
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	-3.32

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

VILLE VILLENEUVE ST GEORGES - BUDGET PRINCIPAL VILLENEUVE ST GEORGES - DM - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3)	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4)	A3	0,00

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1		0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2		0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3		0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00

+

+

+

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

Total de la section d'investissement (3)		0,00	0,00
--	--	------	------

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00

+

+

+

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

Total de la section de fonctionnement (4)		0,00	0,00
---	--	------	------

TOTAL DU BUDGET (5)		0,00	0,00
---------------------	--	------	------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

- (4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
17003EQC3/2017	EQUIPEMENT DE PROXIMITE CARNOT 3	17003	3 177 040,00
17002PB/2017	EXTENTION PAUL BERT	17002	26 012 999,01
24001GS /2024	GS BERTHELOT TOITURES	24001	453 109,20
24002PPMS/2024	SECURITE ET APPLICATION PPMS ECOLES	24002	1 791 624,00
TOTAL			31 434 772,21

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	31 434 772,21
----------------------	----------------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
---------------	------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	656 370,48	0,00	-15 000,00	-15 000,00	641 370,48
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	873 218,00	0,00	0,00	0,00	873 218,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	8 487 105,67	0,00	-11 850,00	-11 850,00	8 475 255,67
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	1 334 660,62	0,00	0,00	0,00	1 334 660,62
Total des dépenses d'équipement		11 351 354,77	0,00	-26 850,00	-26 850,00	11 324 504,77
10	Dotations, fonds divers et réserves	134 397,68	0,00	0,00	0,00	134 397,68
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 456 729,20	0,00	0,00	0,00	3 456 729,20
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	26 850,00	26 850,00	26 850,00
Total des dépenses financières		3 591 126,88	0,00	26 850,00	26 850,00	3 617 976,88
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	351 633,80	0,00	0,00	0,00	351 633,80
Total des dépenses réelles d'investissement		15 294 115,45	0,00	0,00	0,00	15 294 115,45

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	14 492,28		0,00	0,00	14 492,28
Total des dépenses d'ordre d'investissement		14 492,28		0,00	0,00	14 492,28

TOTAL	15 308 607,73	0,00	0,00	0,00	15 308 607,73
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	3 049 170,67
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	18 357 778,40
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	8 960 410,09	0,00	0,00	0,00	8 960 410,09
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	3 200 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	41 094,28	0,00	0,00	0,00	41 094,28
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		12 201 504,37	0,00	0,00	0,00	12 201 504,37
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	870 049,41	0,00	0,00	0,00	870 049,41
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	728 881,33	0,00	0,00	0,00	728 881,33
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 100,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		1 603 030,74	0,00	0,00	0,00	1 603 030,74
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	351 633,80	0,00	0,00	0,00	351 633,80
Total des recettes réelles d'investissement		14 156 168,91	0,00	0,00	0,00	14 156 168,91

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	2 487 117,21		0,00	0,00	2 487 117,21
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	1 700 000,00		0,00	0,00	1 700 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	14 492,28		0,00	0,00	14 492,28
Total des recettes d'ordre d'investissement		4 201 609,49		0,00	0,00	4 201 609,49

TOTAL	18 357 778,40	0,00	0,00	0,00	18 357 778,40
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	18 357 778,40
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

4 187 117,21

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le 094-219400785-20251224-25-11-1-DE

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	12 848 361,33	0,00	0,00	0,00	12 848 361,33
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	33 379 100,00	0,00	0,00	0,00	33 379 100,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	12 794 766,03	0,00	0,00	0,00	12 794 766,03
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		59 022 227,36	0,00	0,00	0,00	59 022 227,36
66	Charges financières	1 059 101,30	0,00	0,00	0,00	1 059 101,30
67	Charges spécifiques (4)	60 075,00	0,00	0,00	0,00	60 075,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	337 952,96		0,00	0,00	337 952,96
Total des dépenses réelles de fonctionnement		60 479 356,62	0,00	0,00	0,00	60 479 356,62

023	Virement à la section d'investissement (5)	2 487 117,21		0,00	0,00	2 487 117,21
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	1 700 000,00		0,00	0,00	1 700 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		4 187 117,21		0,00	0,00	4 187 117,21

TOTAL	64 666 473,83	0,00	0,00	0,00	64 666 473,83
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	64 666 473,83
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 041 737,74	0,00	0,00	0,00	2 041 737,74
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 992 335,00	0,00	0,00	0,00	13 992 335,00
731	Fiscalité locale	22 838 962,00	0,00	0,00	0,00	22 838 962,00
74	Dotations et participations (4)	18 146 929,29	0,00	0,00	0,00	18 146 929,29
75	Autres produits de gestion courante (4)	734 292,26	0,00	0,00	0,00	734 292,26
Total des recettes de gestion courante		58 104 256,29	0,00	0,00	0,00	58 104 256,29
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	398 339,52	0,00	0,00	0,00	398 339,52
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	31 972,50		0,00	0,00	31 972,50
Total des recettes réelles de fonctionnement		58 534 568,31	0,00	0,00	0,00	58 534 568,31

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	58 534 568,31	0,00	0,00	0,00	58 534 568,31
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	6 131 905,52
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	64 666 473,83
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	4 187 117,21	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	---------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	-15 000,00	0,00	-15 000,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	-11 850,00	0,00	-11 850,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	26 850,00	0,00	26 850,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Hors chapitres opérations.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
--	------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00		0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception en préfecture : 24/12/2025

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00
				+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE				0,00
				=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I			II			III = I + II
TOTAL	15 308 607,73	0,00	31 434 772,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	639 258,48	0,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	873 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	6 744 296,81	0,00	0,00	-11 850,00	-11 850,00	0,00	-11 850,00	-11 850,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	797 562,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des opérations d'équipement (4)	2 297 019,34	0,00	31 434 772,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	11 351 354,77	0,00	31 434 772,21	-26 850,00	-26 850,00	0,00	-26 850,00	-26 850,00
10 Dotations, fonds divers et réserves	134 397,68	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 456 729,20	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	26 850,00	26 850,00	0,00	26 850,00	26 850,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières	3 591 126,88	0,00	0,00	26 850,00	26 850,00	0,00	26 850,00	26 850,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	351 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	15 294 115,45	0,00	31 434 772,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (8)	14 492,28			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	14 492,28			0,00	0,00		0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9) 0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219490785-20251224-25111-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
		I			II			

Total des dépenses d'investissement cumulées	0,00
--	------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
TOTAL	17 628 897,07	0,00	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	8 960 410,09	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	41 094,28	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement	12 201 504,37	0,00	0,00	0,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	870 049,41	0,00	0,00	0,00	0,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	4 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		874 149,41	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	351 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		13 427 287,58	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 487 117,21		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	1 700 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	14 492,28		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		4 201 609,49		0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	0,00
---	-------------

Affectation au compte 1068 (9)	0,00
---------------------------------------	-------------

Total des recettes d'investissement cumulées	0,00
---	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I			II			III = I + II
TOTAL	15 308 607,73	0,00	31 434 772,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	639 258,48	0,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
2031 Frais d'études	223 056,78	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051 Concessions, droits similaires	151 201,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088 Autres immobilisations incorporelles	265 000,00	0,00		-15 000,00	-15 000,00	0,00	-15 000,00	-15 000,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	873 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182 Autres org pub - Bât. et installations	873 218,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	6 744 296,81	0,00	0,00	-11 850,00	-11 850,00	0,00	-11 850,00	-11 850,00
2111 Terrains nus	51 973,33	0,00		-11 850,00	-11 850,00	0,00	-11 850,00	-11 850,00
2112 Terrains de voirie	17 601,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121 Plantations d'arbres et d'arbustes	53 601,98	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128 Autres agencements et aménagements	59 665,93	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311 Bâtiments administratifs	663 509,81	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312 Bâtiments scolaires	407 727,74	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318 Autres bâtiments publics	83 178,91	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321 Immeubles de rapport	1 958,92	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351 Bâtiments publics	1 742 269,94	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151 Réseaux de voirie	1 380 222,55	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152 Installations de voirie	201 701,28	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533 Réseaux câblés	6 628,45	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538 Autres réseaux	231 062,02	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568 Autre matériel, outillage incendie	171 398,77	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731 Matériel roulant	1 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-23-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
215738	Autre matériel et outillage de voirie	27 057,33	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	190 809,79	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	303 764,46	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	18 371,52	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	85 505,59	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	109 301,92	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	97 210,95	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	8 852,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2186	Cheptel	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	828 922,62	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	797 562,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	785 724,14	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	11 838,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	2 297 019,34	0,00	31 434 772,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		11 351 354,77	0,00	31 434 772,21	-26 850,00	-26 850,00	0,00	-26 850,00	-26 850,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	134 397,68	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	134 397,68	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	3 456 729,20	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 393 695,86	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 700,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	59 333,34	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	26 850,00	26 850,00	0,00	26 850,00	26 850,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00		26 850,00	26 850,00	0,00	26 850,00	26 850,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		3 591 126,88	0,00	0,00	26 850,00	26 850,00	0,00	26 850,00	26 850,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	351 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454110	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	313 233,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454120	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES TRAVAUX EFFECTUES D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIER	38 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		15 294 115,45	0,00	31 434 772,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	14 492,28			0,00	0,00		0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	14 492,28			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		14 492,28			0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
17002	17002 PB	17002PB	578 526,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17003	17003 EPCARNOT3	17003EQC3	131 659,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24001	24001GS BERTHELOT	24001GS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24002	24002PPMS ECOLES	24002PPMS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			710 186,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT					A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17002
LIBELLE : 17002 PB
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 17002PB

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		26 012 999,01	578 526,73	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	515 800,61	498 688,61	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	515 800,61	498 688,61	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	25 497 198,40	79 838,12	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	25 497 198,40	79 838,12	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17003
LIBELLE : 17003 EPCARNOT3
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 17003EQC3

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalizations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		3 177 040,00	131 659,50	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	13 059,50	13 059,50	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	13 059,50	13 059,50	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 045 380,50	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	3 045 380,50	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	118 600,00	118 600,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	118 600,00	118 600,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalizations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24001
LIBELLE : 24001GS BERTHELOT
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 24001GS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		453 109,20	0,00	a0,00	0,00	b0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	453 109,20	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	453 109,20	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24002
LIBELLE : 24002PPMS ECOLES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 24002PPMS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		1 791 624,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 791 624,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	1 769 475,53	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	22 148,47	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)					
Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		17 628 897,07	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	8 960 410,09	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	961 929,35	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	3 757,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	6 856,54	0,00	0,00	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	156 813,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	4 213 394,30	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	11 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	74 413,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 834 241,40	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	697 305,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	41 094,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	41 094,28	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		12 201 504,37	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	870 049,41	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	390 049,41	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	4 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400780-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		874 149,41	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	351 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		13 427 287,58	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 487 117,21		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	1 700 000,00		0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation de document	0,00		0,00	0,00	0,00
280415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00		0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	1 700 000,00		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00		0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00		0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
281533	Réseaux câblés	0,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	0,00		0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00		0,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	0,00		0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00		0,00	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00		0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		0,00	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	14 492,28		0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	14 492,28		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		4 201 609,49		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		64 666 473,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (4)	12 848 361,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	33 379 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	12 794 766,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		59 022 227,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 059 101,30	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	60 075,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	337 952,96			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		1 457 129,26	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		60 479 356,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	2 487 117,21			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	1 700 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		4 187 117,21			0,00	0,00		0,00	0,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	0,00
--	-------------

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
Total des dépenses de fonctionnement cumulées									0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		58 534 568,31	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 041 737,74	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 992 335,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	22 838 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	18 146 929,29	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	734 292,26	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		58 104 256,29	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	398 339,52	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	31 972,50		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		430 312,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		58 534 568,31	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	0,00
--	-------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	0,00
--	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		64 666 473,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (5)	12 848 361,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	2 684 162,34	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	323 727,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 868 752,19	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	508 676,67	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	100 646,56	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	218 005,14	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	282 795,97	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	245 430,51	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	68 775,35	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	399 143,14	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	53 264,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	116 612,17	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	71 204,52	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	758,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	6 585,77	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	208 987,93	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	78 755,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	769 184,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	203 052,17	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	232 918,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	165 878,99	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	121 296,91	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	33 902,77	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	94 822,95	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	2 073,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	324 427,42	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
2024-219400785-20251020-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
615232	Entretien, réparations réseaux	179 882,44	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	196 057,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	121 410,06	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	401 529,09	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	374 344,55	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	60 903,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	30 983,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	164 461,58	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	70,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	34 865,01	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	272 744,33	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	29 680,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	7 459,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	51 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	348 019,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	93 185,82	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	780,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	1 056,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	326 861,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	65 939,81	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	32 568,54	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	120 641,47	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	205 927,88	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	272 949,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	11 490,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	248,81	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	53 857,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	140 738,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	13 604,07	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251020-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6358	Autres droits	128,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	-12 891,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	46 425,73	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	33 379 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	261 220,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	594 880,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	93 050,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	277 750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	11 842 880,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	505 660,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	295 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 930 370,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	7 641 530,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	82 860,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 987 430,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	4 028 340,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	436 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	43 750,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	225 880,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	131 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739221	FNGIR	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	12 794 766,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	45 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	21 744,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
 094-219400785-20251224-25-11-1-DE
 Date de télétransmission : 24/12/2025
 Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65311	Indemnités de fonction	260 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 684,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	78 756,07	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	11 239,62	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	1 026 902,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	8 262 918,18	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	2 216,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	55 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	1 516 857,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	22 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	170 443,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	349 343,07	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	70,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	157 923,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	698 641,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	3 914,23	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	3 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	52 063,57	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		59 022 227,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 059 101,30	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 048 652,96	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-1 551,66	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	12 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	60 075,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	60 075,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	337 952,96			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	140 602,58			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	197 350,38			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		1 457 129,26	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		60 479 356,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	2 487 117,21			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	1 700 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	1 700 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		4 187 117,21			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	317 235,84
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-368 335,76
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 551,66

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		58 534 568,31	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (4)	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	342 956,63	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	7 043,37	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 041 737,74	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	183 244,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	13 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	74 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	214 943,74	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 992 335,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	7 658 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	1 728 384,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73331	Communes (FSRIF)	4 605 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	22 838 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	21 823 673,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	45 289,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73141	Accise sur l'électricité	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	18 146 929,29	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	4 398 541,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	8 324 048,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	948 615,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	34 881,23	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	226 682,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	564 323,54	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	46 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	71 363,07	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	107 517,45	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	1 694 329,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	76 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	474 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	1 107 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	6 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	734 292,26	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	204 749,50	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	152 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	377 542,76	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		58 104 256,29	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	398 339,52	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	398 339,52	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	31 972,50		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	31 972,50		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes réelles		58 534 568,31	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		4 638 394,92	1 247 291,20	0,00	266 236,06	4 611 589,70	371 878,69	53 694,84	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	134 397,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 393 695,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	136 969,70	0,00	0,00	179 518,00	23 847,78	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	758 667,58	1 110 321,50	0,00	254 398,06	3 894 973,22	279 542,19	53 694,84	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	11 838,00	537 098,48	68 488,72	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	351 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		5 150 564,54	3 229 869,97	0,00	90 484,98	3 481 167,99	175 261,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 598 930,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	3 229 869,97	0,00	90 484,98	3 440 073,71	175 261,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	41 094,28	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
004 210400785 20251224 25 41 4 DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
45	Opérations pour compte de tiers	351 633,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		609 601,16	278 808,92	1 003 069,48	2 213 550,48		15 294 115,45
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		134 397,68
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	63 033,34	0,00	0,00	0,00		3 456 729,20
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	10 740,00	250 000,00	29 880,00	10 415,00		641 370,48
204	Subventions d'équipement versées	34 000,00	0,00	839 218,00	0,00		873 218,00
21	Immobilisations corporelles	349 784,42	1 958,92	133 971,48	1 637 943,46		8 475 255,67
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	152 043,40	0,00	0,00	565 192,02		1 334 660,62
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	26 850,00	0,00	0,00		26 850,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		351 633,80
RECETTES		7 857,50	0,00	0,00	2 020 962,93		14 156 168,91
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 598 930,74
13	Subventions d'investissement	3 757,50	0,00	0,00	2 020 962,93		8 960 410,09
16	Emprunts et dettes assimilées	4 100,00	0,00	0,00	0,00		3 204 100,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		41 094,28
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		351 633,80

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		4 638 394,92
102	Dotations et fonds d'investissement	134 397,68
164	Emprunts auprès des états financiers	3 393 695,86
211	Terrains	50 401,00
213	Constructions	618 766,58
218	Autres immobilisations corporelles	89 500,00
454	Travaux effectués d'office	351 633,80
RECETTES		5 150 564,54
102	Dotations et fonds d'investissement	870 049,41
106	Réserves	728 881,33
164	Emprunts auprès des états financiers	3 200 000,00
454	Travaux effectués d'office	351 633,80

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		1 231 600,00	0,00	15 691,20	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	136 969,70	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	7 950,00	0,00	9 449,44	0,00	0,00
213	Constructions	332 871,80	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	3 422,98	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	750 385,52	0,00	6 241,76	0,00	0,00
RECETTES		3 229 869,97	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	26 517,54	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	2 506 047,43	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	697 305,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 247 291,20
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 969,70
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 399,44
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 871,80
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 422,98
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	756 627,28
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 229 869,97
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 517,54
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 506 047,43
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	697 305,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	252 636,06	0,00	13 600,00	0,00	266 236,06
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	171 398,77	0,00	12 000,00	0,00	183 398,77
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	69 399,29	0,00	1 600,00	0,00	70 999,29
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	11 838,00	0,00	0,00	0,00	11 838,00
RECETTES		11 700,00	78 784,98	0,00	0,00	0,00	90 484,98
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	78 784,98	0,00	0,00	0,00	78 784,98
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	11 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		45 442,78	1 072 411,21	59 380,71	3 425 929,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	28 320,00	32 694,00	0,00	118 504,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	14 131,83	943 314,14	4 880,16	2 473 565,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	371,15	1 424,35	48 772,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 990,95	96 031,92	53 076,20	212 989,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	537 098,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		102 485,00	465 254,00	74 900,00	2 838 528,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	436 252,00	0,00	551 058,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	102 485,00	29 002,00	74 900,00	2 246 375,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	41 094,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	8 425,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 611 589,70
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 518,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 435 891,22
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 568,37
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 425,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	373 513,63
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	537 098,48
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 481 167,99
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	987 310,84
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 452 762,87
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 094,28

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		3 215,68	0,00	88 844,50	5 912,19	6 187,76	800,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	20 355,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	5 912,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	3 215,68	0,00	0,00	0,00	6 187,76	800,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	68 488,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	149 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	149 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32								
		Sports (autres que scolaires)								
		321	322	323	324	325	326	327		
		Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives	Soutien aux sportifs		
								3271	3272	3273
								Soutien aux sportifs de haut niveau	Soutien aux clubs amateurs	Autres soutiens aux sportifs
	DEPENSES	91 501,79	76 266,97	0,00	0,00	3 706,38	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	57 149,54	76 266,97	0,00	0,00	3 706,38	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	34 352,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	32								
		Sports (autres que scolaires)								
		321	322	323	324	325	326	327		
		Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives	Soutien aux sportifs		
								3271	3272	3273
								Soutien aux sportifs de haut niveau	Soutien aux clubs amateurs	Autres soutiens aux sportifs
	RECETTES	26 036,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	26 036,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		66 637,64	0,00	28 805,78	0,00	0,00	0,00	371 878,69
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 355,78
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	3 492,00	0,00	0,00	0,00	3 492,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	3 588,00	0,00	0,00	0,00	3 588,00
213	Constructions	21 084,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 119,19
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	747,60	0,00	0,00	0,00	747,60
218	Autres immobilisations corporelles	45 553,53	0,00	20 978,18	0,00	0,00	0,00	111 087,40
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 488,72
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 261,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 261,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	20 596,12	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	5 802,90	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	14 793,22	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211	4212	4213	4214	4221	4222	4228
			Actions en faveur de la maternité	Aides à la famille	Aides sociales à l'enfance	Adolescence	Crèches et garderies	Multi accueil	Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 098,72	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 960,96	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 137,76	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	53 694,84
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 763,86
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	19 930,98
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	120 162,19	52 996,82	383 105,42	0,00	0,00	0,00	32 400,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	59 333,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	10 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	7 323,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	18 601,98	0,00	0,00	0,00	0,00	31 200,00
213	Constructions	0,00	0,00	13 497,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	8 765,52	6 658,49	231 062,02	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	14 238,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	152 043,40	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	3 757,50	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	3 757,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	18 436,73	2 500,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	18 436,73	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609 601,16
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 333,34
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 740,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 323,33
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 801,98
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 934,14
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 486,03
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 238,94
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 043,40
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 857,50
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 757,50
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	278 808,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 958,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	26 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 808,92
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 958,92
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 850,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	0,00	107 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 571,48
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	107 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 340,80
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 230,68
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	869 098,00	0,00	0,00	1 003 069,48
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 880,00	0,00	0,00	29 880,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 218,00	0,00	0,00	839 218,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 740,80
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 230,68
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						
		Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	2 139 496,44	0,00	24 580,44	0,00	49 473,60
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	10 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	7 478,49	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 526 161,60	0,00	24 580,44	0,00	49 473,60
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	30 249,33	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	565 192,02	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	2 020 962,93	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	32 985,53	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 987 977,40	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 213 550,48
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 415,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 478,49
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600 215,64
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 249,33
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	565 192,02
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 020 962,93
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 985,53
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 987 977,40

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		1 250 736,72	16 297 249,34	0,00	3 653 542,98	12 736 622,19	12 349 402,68	5 889 891,12	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	5 490 021,71	0,00	461 774,03	3 693 032,19	1 059 795,70	421 192,14	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 332 450,00	0,00	2 108 680,00	8 974 590,00	7 369 200,00	1 750 330,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 303 721,05	0,00	1 083 088,95	69 000,00	3 920 331,98	3 718 368,98	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 047 101,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	6 285,04	30 454,00	0,00	0,00	0,00	75,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	197 350,38	140 602,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		47 598 784,23	5 694 893,82	0,00	447 882,00	37 369,87	2 757 209,43	778 677,29	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	346 900,52	0,00	0,00	1 470,26	1 553,23	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	213 500,69	0,00	210 000,00	899,61	1 235 772,35	54 317,29	0,00
73	Impôts et taxes	9 386 919,00	4 605 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	22 838 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	15 372 903,23	183 796,61	0,00	237 882,00	20 000,00	1 454 800,00	688 230,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	313 307,50	0,00	0,00	15 000,00	0,00	36 130,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 083,85	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	31 972,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	4 141 909,88	291 177,04	2 498 767,44	1 370 057,23		60 479 356,62
011	Charges à caractère général	0,00	966 052,67	32 935,31	299 267,44	424 290,14		12 848 361,33
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 644 350,00	0,00	2 199 500,00	0,00		33 379 100,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	496 246,25	258 241,73	0,00	945 767,09		12 794 766,03
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00		1 059 101,30
67	Charges spécifiques	0,00	23 260,96	0,00	0,00	0,00		60 075,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		337 952,96
RECETTES		0,00	770 728,61	152 000,00	2 472,58	294 550,48		58 534 568,31
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	75,99	0,00		350 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	204 851,21	0,00	2 396,59	120 000,00		2 041 737,74
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 992 335,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		22 838 962,00
74	Dotations et participations	0,00	189 317,45	0,00	0,00	0,00		18 146 929,29
75	Autres produits de gestion courante	0,00	217 854,76	152 000,00	0,00	0,00		734 292,26
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	158 705,19	0,00	0,00	174 550,48		398 339,52
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		31 972,50

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		1 250 736,72
661	Charges d'intérêts	1 047 101,30
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 285,04
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	197 350,38
RECETTES		47 598 784,23
731	Fiscalité locale	22 838 962,00
732	Fiscalité reversée	9 386 919,00
741	D.G.F.	13 671 204,00
744	FCTVA	34 881,23
747	Participations	85 000,00
748	Autres attributions et participations	1 581 818,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		14 661 878,57	1 000,00	23 935,61	708 953,59	591 380,00
604	Achats d'études, prestations de services	7 445,80	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 408 802,83	0,00	0,00	5 525,75	0,00
611	Contrats de prestations de services	297 030,90	0,00	0,00	1 392,84	0,00
613	Locations	141 758,76	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	110 896,91	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	520 502,71	0,00	21 719,61	250,00	0,00
616	Primes d'assurances	374 344,55	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	23 795,32	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	185 784,56	0,00	0,00	2 167,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	219 627,10	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	469 858,57	0,00	0,00	5 918,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	44 793,40	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	290 569,35	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	267 799,06	0,00	0,00	210,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	182 560,00	0,00	0,00	18 700,00	19 870,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	57 937,31	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	341,19	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	4 616 930,00	0,00	0,00	502 810,00	422 250,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 984 240,00	0,00	0,00	171 980,00	149 260,00
647	Autres charges sociales	237 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	21 744,20	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	33 359,82	1 000,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	89 995,69	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	1 502 008,55	0,00	2 216,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	220 261,92	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	149 823,49	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 454,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	140 602,58	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		5 597 687,76	0,00	60 000,00	37 123,14	0,00
641	Rémunérations du personnel	340 281,96	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	6 535,64	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	153 500,69	0,00	0,00	0,00	0,00
733	Fisc. spécif. des coll. d'Ile-de-France	4 605 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	146 673,47	0,00	0,00	12 812,14	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	24 311,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	313 307,50	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	31 972,50	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		309 551,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	23 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	281 324,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 987,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		82,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	82,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
733	Fisc. spécif. des coll. d'Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 297 249,34
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 445,80
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 414 387,38
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 423,74
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 319,59
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 896,91
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	542 472,32
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 344,55
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 795,32
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 951,56
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 627,10
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 776,57
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 793,40
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 569,35
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268 009,06
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 020,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 937,31
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271,75
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 541 990,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 328 830,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 610,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 744,20
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 684,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 995,69
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 504 224,55
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 261,92

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-2511-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 810,69
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 454,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 602,58
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 694 893,82
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 364,88
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 535,64
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 500,69
733	Fisc. spécif. des coll. d'Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 605 416,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 485,61
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 311,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 307,50
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 972,50

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		30 000,00	2 120 635,78	1 053 434,00	434 992,05	14 481,15	3 653 542,98
604	Achats d'études, prestations de services	25 000,00	0,00	0,00	121 298,20	0,00	146 298,20
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	52 345,87	0,00	3 000,00	2 000,00	57 345,87
611	Contrats de prestations de services	5 000,00	25 182,25	0,00	29 672,00	0,00	59 854,25
613	Locations	0,00	24 792,96	0,00	0,00	0,00	24 792,96
615	Entretien et réparations	0,00	75 540,00	26 532,00	2 949,72	0,00	105 021,72
618	Divers	0,00	8 815,00	0,00	0,00	0,00	8 815,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	3 000,00	0,00	33 742,23	0,00	36 742,23
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	780,00	0,00	0,00	0,00	780,00
628	Divers	0,00	1 722,00	0,00	20 401,80	0,00	22 123,80
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	48 360,00	0,00	6 020,00	0,00	54 380,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 445 450,00	0,00	136 980,00	0,00	1 582 430,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	424 190,00	0,00	47 680,00	0,00	471 870,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	1 026 902,00	0,00	0,00	1 026 902,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	8 200,00	0,00	0,00	12 481,15	20 681,15
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 257,70	0,00	33 248,10	0,00	35 505,80
RECETTES		0,00	66 200,00	0,00	381 682,00	0,00	447 882,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	226 682,00	0,00	226 682,00
747	Participations	0,00	6 200,00	0,00	5 000,00	0,00	11 200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21			22			23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré				
		201	211	212	213	221	222	223		
		Services communs	Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés		
DEPENSES		68 445,36	3 868 394,85	416 874,45	696 265,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	32 784,61	205 368,17	337 777,52	434 507,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 492,00	4 020,00	12 152,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	67 429,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	27 282,20	10 114,06	14 525,27	73 770,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	2 371,95	3 693,00	3 451,00	601,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	261 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	2 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	6,60	28 337,62	55 928,22	8 804,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	1 172,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	105 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	2 348 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	899 210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	507,73	595,23	35 304,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	507,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	595,23	304,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CNFPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Subvent°													

094-219400785-20251224-25-11-1-DE

Accusé de réception en préfecture

0,00 0,00 0,00
Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	7 631 356,58	0,00	0,00	52 513,77	2 772,00	0,00	12 736 622,19
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	2 082 315,21	0,00	0,00	31 772,91	0,00	0,00	2 114 088,12
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	149 354,84	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 161 292,84
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 664,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 772,00	0,00	70 201,67
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	31 866,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 558,40
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 116,95
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 220,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 020,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 240,86	0,00	0,00	112 317,77
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
628	Divers	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 772,44
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	147 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 160,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	3 963 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 312 180,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	1 248 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 148 030,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
RECETTES		0,00	0,00	962,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 369,87
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	962,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962,53
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	507,73
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	899,61
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Accusé de réception en préfecture 004 319400789 00241234 25 11 1 000		20 000,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20241224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		1 059 150,17	1 189 802,96	16 452,80	1 184 008,17	14 745,83	110 316,12	5 645,53	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	20 467,80	11 500,00	14 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 457,57	7 715,11	0,00	33 268,06	5 745,83	4 407,08	5 645,53	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	26 638,63	13 655,00	0,00	0,00	0,00	1 333,84	0,00	0,00	0,00
613	Locations	43 559,62	537,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	345,77	344,80	0,00	5 000,00	145,20	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	2 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 075,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	2 568,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	850,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	27 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 360,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	733,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600,00	500,00	0,00	0,00	0,00	3 850,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	683 870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 250,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
004219400785-202512240511-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025

Accusé de réception en préfecture
004219400785-2025122405-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	247 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 920,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	1 154 550,08	0,00	1 150 740,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		6 000,00	37 080,04	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	6 000,00	16 000,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	10 580,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327		
								Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		1 662 562,80	12 660,72	0,00	0,00	55,86	1 418,74	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	1 557,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	23 163,60	535,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	180,00	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	45 469,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	16 591,85	11 945,52	0,00	0,00	55,86	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	5 059,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 398,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,74	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	1 447 341,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	122 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		13 846,03	0,00	53 430,13	0,00	0,00	0,00	Accuse de reception en prelecture 094-219400005 20251224-25-000-DE 0,00		

Accuse de réception en préfecture
094-219400005-20251224-25-000-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	32								
		Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	7 272,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 073,68	0,00	53 430,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		5 800 271,62	0,00	1 292 311,36	0,00	0,00	0,00	12 349 402,68
604	Achats d'études, prestations de services	123 526,30	0,00	145 982,32	0,00	0,00	0,00	320 033,42
606	Achats non stockés de matières et fourni	137 515,17	0,00	65 240,68	0,00	0,00	0,00	284 693,83
611	Contrats de prestations de services	14 065,00	0,00	7 593,53	0,00	0,00	0,00	63 646,00
613	Locations	0,00	0,00	5 988,71	0,00	0,00	0,00	95 554,69
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
615	Entretien et réparations	844,03	0,00	1 318,86	0,00	0,00	0,00	36 591,89
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 108,00
618	Divers	0,00	0,00	3 420,00	0,00	0,00	0,00	4 695,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 059,20
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 198,00
624	Transports biens, transports collectifs	210 607,31	0,00	18 582,26	0,00	0,00	0,00	230 189,57
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	4 168,54
628	Divers	768,81	0,00	135,00	0,00	0,00	0,00	2 753,81
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	178 400,00	0,00	27 720,00	0,00	0,00	0,00	237 140,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	733,01
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 970,74
641	Rémunérations du personnel	3 763 800,00	0,00	723 700,00	0,00	0,00	0,00	5 241 620,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 362 400,00	0,00	246 030,00	0,00	0,00	0,00	1 882 170,00
647	Autres charges sociales	8 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 270,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 752 631,98
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 700,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	75,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,00
RECETTES		2 419 953,23	0,00	213 400,00	0,00	0,00	0,00	2 757 209,43
641	Rémunérations du personnel	1 553,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 553,23
706	Prestations de services	1 200 000,00	0,00	13 800,00	0,00	0,00	0,00	1 228 500,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 272,35
747	Participations	1 218 400,00	0,00	199 600,00	0,00	0,00	0,00	1 454 800,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 083,85

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		237 520,00	69 445,57	8 548,27	1 502 870,58	860 060,57	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	69 445,57	8 548,27	0,00	17 288,38	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	21 080,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	373,11	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 778,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	169 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	60 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	1 502 870,58	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	698 641,08	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	36 288,67	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	158,67	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	36 130,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42							
		Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille		4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pou la petite enfance		
DEPENSES		2 073 244,06	0,00	0,00	0,00	0,00	1 101 831,95	0,00	2 400,00
604	Achats d'études, prestations de services	31 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	21 583,54	0,00	0,00	0,00	0,00	48 641,94	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 286,00	0,00	2 400,00
613	Locations	68 920,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	176,35	0,00	0,00	0,00	0,00	1 667,96	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 245,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 731,05	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	6 556,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	13 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 770,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	293 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	710 000,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	106 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 490,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 516 857,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		232 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	497 229,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	232 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	444 229,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	22 798,81	3 619,58	0,00	7 551,73	5 889 891,12
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 100,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 956,54	3 334,20	0,00	7 551,73	179 350,17
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	10 320,00	0,00	0,00	0,00	56 086,00
613	Locations	0,00	0,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	71 520,41
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	6 922,27	0,00	0,00	0,00	9 139,69
618	Divers	0,00	0,00	0,00	285,38	0,00	0,00	13 308,38
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 731,05
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 556,44
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 770,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 172 630,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 430,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 502 870,58
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 516 857,32
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698 641,08
RECETTES		0,00	0,00	0,00	12 001,00	0,00	1 158,62	778 677,29
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 158,62	1 317,29
747	Participations	0,00	0,00	0,00	12 001,00	0,00	0,00	688 230,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 130,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		327 998,00	1 161 294,15	1 803 051,54	583 640,07	0,00	0,00	0,00	185 887,68
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	10 850,16	85 664,18	141 547,63	0,00	0,00	0,00	41 191,84
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	12 286,13	0,00	0,00	0,00	0,00	87 466,88
613	Locations	0,00	0,00	4 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 200,00	12 485,20	160 525,99	179 882,44	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
618	Divers	0,00	930,54	304,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	15 000,00	2 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	1 050,00	8 325,60	0,00	0,00	0,00	0,00	9 768,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	9 080,00	16 190,00	45 440,00	8 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	225 970,00	387 180,00	1 081 860,00	186 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	83 300,00	133 010,00	400 110,00	67 090,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	301 398,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	5 443,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 005,00	6 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 200,00
661	Charges d'intérêts	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 260,96
RECETTES		65 000,00	158 705,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 394,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 244,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 300,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 800,00
752	Revenus des immeubles	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	158 705,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	78 457,06	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	74 156,46	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	4 300,60	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	153 111,97	0,00	0,00	107 517,45	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	307,21	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 517,45	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	128 619,50	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	24 185,26	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 141 909,88
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 410,27
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 753,01
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 700,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 975,61
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 235,18
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 835,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 143,60
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 900,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 881 940,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683 510,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301 398,25
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 443,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 405,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 260,96
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 728,61
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 244,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 300,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307,21
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 317,45
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 619,50
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 235,26
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 705,19

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	281 551,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	2 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	10 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	258 241,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	152 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	152 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		9 625,31	0,00	0,00	0,00	0,00	291 177,04
606	Achats non stockés de matières et fourni	9 625,31	0,00	0,00	0,00	0,00	9 875,31
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 400,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 241,73
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		489 143,96	85,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 003 280,00
604	Achats d'études, prestations de services	11 446,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	208,16	85,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 460,00
611	Contrats de prestations de services	12 859,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 900,00
615	Entretien et réparations	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	11 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	11 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	13 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 840,00
641	Rémunérations du personnel	291 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 274 070,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	108 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 010,00
RECETTES		0,00	635,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,99
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,99
708	Autres produits	0,00	635,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	1 761,49	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	1 761,49	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 257,77	2 498 767,44
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 446,80
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 753,87
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 859,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 257,77	6 257,77
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 400,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 310,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 565 710,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	565 480,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 472,58
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,99
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 396,59

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	934 967,09	0,00	100,00	0,00	10 800,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	934 967,09	0,00	0,00	0,00	10 800,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	174 550,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	174 550,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	410 247,80	0,00	13 942,34	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	18 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	63 913,04	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	158 898,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	140 395,42	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 942,34	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	28 291,34	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 370 057,23
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 750,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 013,04
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 898,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 395,42
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 942,34
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 291,34
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	945 767,09
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	294 550,48
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 550,48

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.
(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).
(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					63 865 803,30									
1641 Emprunts en euros (total)					63 865 803,30									
000504	DEXIA CL	01/05/2005	01/05/2005	01/05/2006	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	4,020	EUR	A	P	O	A-1
000701	DEXIA CL	01/04/2007	01/04/2007	01/04/2008	3 000 000,00	C	(Inflation INSEE hors tabac(Postfixé)-Floor 1.9 sur Inflation INSEE hors tabac(Postfixé)) + 1.54	4,340	4,400	EUR	A	C	O	B-2
000702	CREDIT MUTUEL	30/11/2007	30/11/2007	30/11/2008	1 369 000,00	F	Taux fixe à 4.008 %	4,010	4,010	EUR	A	P	O	A-1
006312	CREDIT AGRICOLE	18/12/2006	18/12/2006	25/03/2009	2 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.03 sur EONIA(Postfixé)) + 0.03	3,600	3,710	EUR	A	P	O	A-1
2009-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	20/02/2009	01/02/2010	2 200 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
2009-2	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	30/12/2009	30/03/2010	1 800 000,00	V	Euribor 3M-Floor -0.08 sur Euribor 3M + 0.08	0,790	0,800	EUR	T	P	O	A-1
2010-1	DEXIA CL	25/07/2010	25/07/2010	01/01/2011	75 000,00	F	Taux fixe à 2.61 %	2,610	2,640	EUR	T	P	O	A-1
2010-2	DEXIA CL	25/07/2010	25/07/2010	01/01/2011	250 000,00	F	Taux fixe à 2.61 %	2,610	2,640	EUR	T	P	O	A-1
2010-3	DEXIA CL	25/07/2010	25/07/2010	01/01/2011	300 000,00	F	Taux fixe à 2.61 %	2,610	2,640	EUR	T	P	O	A-1
2010-4	DEXIA CL	25/07/2010	25/07/2010	01/01/2011	125 000,00	F	Taux fixe à 2.61 %	2,610	2,640	EUR	T	P	O	A-1
2010-5	CREDIT MUTUEL	30/12/2010	30/12/2010	31/12/2011	2 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor 0 sur TAM(Postfixé)	0,920	0,920	EUR	A	X	O	A-1
2011-01	CAISSE D'EPARGNE	12/04/2011	12/04/2011	12/04/2012	1 200 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.49 sur Euribor 12M) + 0.49	2,550	2,580	EUR	A	C	O	A-1
2011-02	CAISSE D'EPARGNE	03/05/2011	03/05/2011	03/05/2012	1 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.85	1,660	1,660	EUR				A-1

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-2511-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2011-03	CAISSE D'EPARGNE	14/01/2010	04/11/2011	04/02/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,310	EUR	T	P	O	A-1
2011-04	CAISSE D'EPARGNE	14/01/2010	13/12/2011	13/03/2012	1 200 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,410	EUR	T	P	O	A-1
2011-05	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2010	27/12/2011	21/03/2013	3 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.64	1,020	1,060	EUR	T	P	O	A-1
2012-01	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/04/2012	30/04/2012	01/02/2013	800 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
2012-02	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/11/2011	01/04/2012	01/04/2013	760 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,850	2,850	EUR	A	C	O	A-1
2012-03	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/11/2011	01/04/2012	01/04/2013	747 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,850	2,850	EUR	A	C	O	A-1
2012-04	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/11/2011	19/01/2012	01/05/2013	552 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2012-05	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/11/2011	19/01/2012	01/05/2013	824 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2012-06	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/11/2011	19/01/2012	01/05/2013	536 600,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	2,850	EUR	A	P	O	A-1
2013-01	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/04/2013	12/04/2013	01/02/2014	1 600 000,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	3,920	EUR	A	P	O	A-1
2013-02	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/01/2013	23/01/2013	01/03/2014	150 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2013-03	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/01/2013	23/01/2013	01/03/2014	800 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2013-04	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/01/2013	23/01/2013	01/03/2014	220 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	2,850	EUR	A	P	O	A-1
2013-05	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/05/2013	30/07/2013	01/06/2014	1 300 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,350	2,350	EUR	A	P	O	A-1
2014-01	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/03/2014	18/04/2014	01/07/2014	635 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,250	2,250	EUR	T	C	O	A-1
2014-02	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/03/2014	25/03/2014	01/07/2014	760 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,250	2,250	EUR	T	C	O	A-1
2014-03	SFIL CAFFIL	22/07/2014	01/09/2014	01/05/2015	4 629 804,84	F	Taux fixe à 3.82 %	3,820	3,880	EUR	A	P	O	A-1
2014-04-	SFIL CAFFIL	31/07/2014	01/09/2014	01/07/2015	2 879 398,46	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,860	EUR	A	P	O	A-1
2015-01	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/10/2015	01/09/2016	01/11/2016	5 500 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,350	1,350	EUR	A	P	O	A-1
2017-01	CAISSE D'EPARGNE	12/12/2016	28/12/2016	28/03/2017	953 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR			O	A-1

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25111-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2018-01	CAISSE D'EPARGNE	20/12/2017	29/12/2017	05/04/2018	3 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.61)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,610	0,620	EUR	T	P	O	A-1
2019-01	SOCIETE GENERALE	20/12/2018	29/11/2019	29/02/2020	4 000 000,00	V	((Euribor 3M + 0.36)-Floor 0 sur Euribor 3M) + Cap 2.5 sur Euribor 3M	0,360	0,360	EUR	T	P	O	A-1
2021-01	ARKEA	15/07/2021	30/08/2021	30/11/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	0,940	EUR	T	P	O	A-1
E2025-01	ARKEA	19/08/2025	19/08/2025	01/10/2025	3 200 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	X	P	O	A-1
MON532324EUR	SFIL CAFFIL	13/12/2019	20/12/2019	01/04/2020	5 500 000,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	0,700	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					890 000,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					890 000,00									
2015-02	Agence de l'eau Seine Normandie	08/04/2014	08/04/2014	07/04/2015	103 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2015-03	Agence de l'eau Seine Normandie	08/04/2014	08/04/2014	07/04/2015	46 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2015-04	Agence de l'eau Seine Normandie	27/11/2014	27/11/2014	26/11/2015	110 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2016-01	Agence de l'eau Seine Normandie	05/03/2015	05/03/2015	04/03/2016	84 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2016-02	Agence de l'eau Seine Normandie	26/03/2015	26/03/2015	25/03/2016	45 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2016-03	Agence de l'eau Seine Normandie	28/05/2015	28/05/2015	27/05/2016	45 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2016-04	Agence de l'eau Seine Normandie	18/08/2015	18/05/2015	17/08/2016	28 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
2016-05	Agence de l'eau Seine Normandie	03/12/2015	03/12/2015	02/12/2016	64 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2016-06	Agence de l'eau Seine Normandie	03/12/2015	03/12/2015	02/12/2016	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2018-02	Agence de l'eau Seine Normandie	15/03/2017	15/03/2017	15/03/2018	34 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2018-03	Agence de l'eau Seine Normandie	15/03/2017	15/03/2017	15/03/2018	124 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2019-02	Agence de l'eau Seine Normandie	29/11/2018	29/11/2018	29/11/2019	18 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-01	Agence de l'eau Seine Normandie	22/02/2019	22/02/2019	22/02/2020	60 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-02	Agence de l'eau Seine Normandie	28/02/2019	28/02/2019	28/02/2020	56 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-03	Agence de l'eau Seine Normandie	07/05/2019	07/05/2019	07/05/2020	42 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					64 755 803,30									

Accusé de réception en préfecture
094-219400705-20251224-25111-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers(Total)		0,00		31 674 385,63					3 229 161,36	937 972,41	0,00	317 646,11
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		31 674 385,63					3 229 161,36	937 972,41	0,00	317 646,11
000504	N	0,00	A-1	70 863,44	0,33	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	70 863,44	2 848,71	0,00	0,00
000701	N	0,00	B-2	1 300 000,00	12,25	C	(Inflation INSEE hors tabac(Postfixé)-Floor 1.9 sur Inflation INSEE hors tabac(Postfixé)) + 1.54	3,490	100 000,00	45 341,11	0,00	31 418,66
000702	N	0,00	A-1	234 509,54	2,91	F	Taux fixe à 2.3 %	2,300	76 398,44	5 396,06	0,00	308,99
006312	N	0,00	A-1	1 210 756,50	13,23	V	(TAM(Postfixé)-Floor -0.04 sur TAM(Postfixé)) + 0.04	3,700	66 927,91	45 706,06	0,00	19 330,74
2009-1	N	0,00	A-1	741 156,54	4,08	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	135 558,45	33 129,70	0,00	24 739,18
2009-2	N	0,00	A-1	948 070,13	15,00	V	Euribor 3M-Floor -0.08 sur Euribor 3M + 0.08	2,870	53 307,46	22 075,36	0,00	51,70
2010-1	N	0,00	A-1	26 718,99	5,75	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	4 168,69	656,79	0,00	145,51
2010-2	N	0,00	A-1	89 064,08	5,75	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	13 895,58	2 189,30	0,00	485,02
2010-3	N	0,00	A-1	106 876,46	5,75	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	16 674,73	2 627,15	0,00	582,03
2010-4	N	0,00	A-1	44 532,03	5,75	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	6 947,79	1 094,65	0,00	242,52
2010-5	N	0,00	A-1	1 101 978,71	16,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor 0 sur TAM(Postfixé)	2,470	66 452,98	42 415,16	0,00	0,00
2011-01	N	0,00	A-1	420 000,00	6,28	V	TAM(Postfixé) + 0.85	4,510	60 000,00	18 942,00	0,00	7 807,86

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
2011-02	N	0,00	A-1	325 000,00	6,34	V	Euribor 3M-Floor -0.49 sur Euribor 3M + 0.49	3,650	50 000,00	9 205,95	0,00	1 125,36
2011-03	N	0,00	A-1	425 885,05	6,84	F	Taux fixe à 3.27 %	3,310	55 060,72	13 255,84	0,00	1 886,26
2011-04	N	0,00	A-1	513 878,10	6,95	F	Taux fixe à 3.37 %	3,410	66 230,89	16 486,55	0,00	712,38
2011-05	N	0,00	A-1	1 412 093,67	7,97	F	Taux fixe à 2.92 %	2,950	159 068,87	39 501,89	0,00	914,71
2012-01	N	0,00	A-1	204 875,35	2,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	65 302,39	9 239,88	0,00	5 752,69
2012-02	N	0,00	A-1	304 000,00	7,25	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	38 000,00	10 944,00	0,00	5 962,83
2012-03	N	0,00	A-1	149 400,00	2,25	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	49 800,00	5 378,40	0,00	2 232,70
2012-04	N	0,00	A-1	125 573,51	2,33	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	39 908,68	5 022,94	0,00	1 933,64
2012-05	N	0,00	A-1	374 014,85	7,33	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	39 274,69	14 960,59	0,00	7 555,83
2012-06	N	0,00	A-1	238 408,10	7,33	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	25 411,59	8 582,69	0,00	4 242,18
2013-01	N	0,00	A-1	520 425,80	3,08	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	122 701,24	20 400,69	0,00	14 248,26
2013-02	N	0,00	A-1	44 927,31	3,17	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	10 363,56	1 797,09	0,00	976,04
2013-03	N	0,00	A-1	239 612,31	3,17	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	55 272,30	9 584,49	0,00	5 205,56
2013-04	N	0,00	A-1	64 566,10	3,17	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	14 985,32	2 324,38	0,00	1 235,38
2013-05	N	0,00	A-1	381 527,06	3,42	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	88 549,67	13 734,97	0,00	5 102,69
2014-01	N	0,00	A-1	412 749,86	19,25	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	4,000	21 166,68	14 788,78	0,00	2 587,76
2014-02	N	0,00	A-1	361 000,00	9,25	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	4,000	38 000,00	12 682,11	0,00	2 134,54
2014-03	N	0,00	A-1	3 409 676,45	14,33	F	Taux fixe à 3.82 %	3,880	158 012,21	132 058,66	0,00	84 189,20
2014-04-	N	0,00	A-1	800 207,75	2,50	F	Taux fixe à 3.8 %	3,860	256 345,38	30 830,23	0,00	10 505,61
2015-01	N	0,00	A-1	3 249 246,29	10,83	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	245 967,92	116 972,86	0,00	17 719,34
Accusé de réception en préfecture 094-219400785-20251224-25-11-1-DE												

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N										
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice		
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)
2017-01	N	0,00	A-1	444 733,44	6,99	V	(Euribor 3M)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,500	63 533,32	12 636,09	0,00
2018-01	N	0,00	A-1	2 234 509,09	18,01	V	(Euribor 3M + 0.61)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,960	116 108,52	70 736,44	0,00
2019-01	N	0,00	A-1	2 773 191,71	9,91	V	((Euribor 3M + 0.36)-Floor 0 sur Euribor 3M) + Cap 2.5 sur Euribor 3M	2,890	257 568,60	74 166,41	0,00
2021-01	N	0,00	A-1	2 550 008,85	16,66	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	141 244,07	23 473,17	0,00
E2025-01	N	0,00	A-1	0,00	24,87	F	Taux fixe à 3.8 %	0,000	19 312,12	20 988,49	0,00
MON532324EUR	N	0,00	A-1	3 820 348,56	10,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	360 777,15	25 796,77	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		405 559,93					59 333,34	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		405 559,93					59 333,34	0,00	0,00
2015-02	N	0,00	A-1	34 333,30	4,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 866,67		0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
2015-03	N	0,00	A-1	15 333,30	4,27	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 066,67	0,00	0,00	0,00
2015-04	N	0,00	A-1	36 666,70	4,90	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 333,33	0,00	0,00	0,00
2016-01	N	0,00	A-1	33 759,97	5,17	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 626,67	0,00	0,00	0,00
2016-02	N	0,00	A-1	18 080,03	5,23	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 013,33	0,00	0,00	0,00
2016-03	N	0,00	A-1	18 080,03	5,40	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 013,33	0,00	0,00	0,00
2016-04	N	0,00	A-1	11 199,97	5,63	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 866,67	0,00	0,00	0,00
2016-05	N	0,00	A-1	25 599,97	5,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 266,67	0,00	0,00	0,00
2016-06	N	0,00	A-1	12 000,00	5,92	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 000,00	0,00	0,00	0,00
2018-02	N	0,00	A-1	18 240,00	7,21	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 280,00	0,00	0,00	0,00
2018-03	N	0,00	A-1	66 133,31	7,21	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 266,67	0,00	0,00	0,00
2019-02	N	0,00	A-1	10 800,00	8,91	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 200,00	0,00	0,00	0,00
2020-01	N	0,00	A-1	40 000,00	9,14	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 000,00	0,00	0,00	0,00
2020-02	N	0,00	A-1	37 333,35	9,16	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 733,33	0,00	0,00	0,00
2020-03	N	0,00	A-1	28 000,00	9,35	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 800,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		32 079 945,56					3 288 494,70	937 972,41	0,00	317 646,11

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
000701	DEXIA CL	3 000 000,00	1 300 000,00	2	30,00		(Inflation INSEE hors tabac(Postfixé))-Floor 1.9 sur Inflation INSEE hors tabac(Postfixé)) + 1.54	(Inflation INSEE hors tabac(Postfixé))-Floor 1.9 sur Inflation INSEE hors tabac(Postfixé)) + 1.54	0,00	(Inflation INSEE hors tabac(Postfixé))-Floor 1.9 sur Inflation INSEE hors tabac(Postfixé)) + 1.54	3,490	45 341,11	0,00	4,05
TOTAL (B)		3 000 000,00	1 300 000,00						0,00			45 341,11	0,00	4,05
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-202501024-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
TOTAL GENERAL		3 000 000,00	1 300 000,00						0,00			45 341,11	0,00	4,05

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (<i>cap</i>) ou encadré (<i>tunnel</i>)	Nombre de produits	52	0	0	0	0	
	% de l'encours	95,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	30 779 945,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	1	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	4,05	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (<i>swaption</i>)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

- (1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
- (2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
- (3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).
- (4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d’un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 600.00 €		2024-02-27
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	LOGICIELS	2	27/02/2024
L	INSTALLATIONS DE VOIRIE	30	27/02/2024
L	Autres outillag incendie défense	15	27/02/2024
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	15	27/02/2024
L	Autres installations, matériel technique	15	27/02/2024
L	MATERIEL DE TRANSPORT	7	27/02/2024
L	MATERIEL INFORMATIQUE ET BUREAU	5	27/02/2024
L	MOBILIER	10	27/02/2024
L	CHEPTEL	0	27/02/2024
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELS	10	27/02/2024
L	FRAIS LIES A LA REAL.DES DOCS D'URBANISME	10	27/02/2024
L	FRAIS ETUDES non SUIVIS DE TRAVAUX	5	27/02/2024
L	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPP	5	27/02/2024
L	FRAIS INSERTION	5	27/02/2024
L	SUB VERS ORGANISME PUBLIC DIVERS BATIMENT INSTALL	30	27/02/2024
L	SUB VERS EQPT DROIT PRIVE BATIMENTS, INSTALLATIONS	5	27/02/2024
L	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT	1	27/02/2024
L	LOGICIELS, BREVETS, LICENCES	2	27/02/2024
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5	27/02/2024
L	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTRES	20	27/02/2024
L	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENT	30	27/02/2024
L	INSTALLATIONS DE VOIRIE	20	27/02/2024
L	MATERIEL ROULANT (INCENDIE ET DEFENSE CIVILE)	15	27/02/2024
L	AUTRE MATERIEL, OUTILLAGE D'INCENDIE DEFENSE CIVI	15	27/02/2024
L	MATERIEL ROULANT	10	27/02/2024
L	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	10	27/02/2024
L	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL TECHNIQUE	10	27/02/2024
L	OEUVRES ET OBJETS D'ART IMMOBILIERS	10	27/02/2024
L	OEUVRES ET OBJETS D'ART MOBILIERS	10	27/02/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-2702-2024
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	TERRAINS NUS	15	27/02/2024
L	INSTALLATIONS GENERALES ET AMENAGEMENTS DIVERS	15	27/02/2024
L	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	7	27/02/2024
L	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	5	27/02/2024
L	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	5	27/02/2024
L	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRE	10	27/02/2024
L	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	10	27/02/2024
L	MATERIEL DE TELEPHONIE	5	27/02/2024
L	CHEPTEL	5	27/02/2024
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELS	10	27/02/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	140 602,58		147 592,57	288 195,15	0,00	288 195,15
Provisions pour litiges	140 602,58		147 592,57	288 195,15	0,00	288 195,15
LITIGE 021	0,00	01/01/2025	1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00
LITIGE 025	0,00	01/01/2025	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00
LITIGE 028	0,00	01/01/2025	600,00	600,00	0,00	600,00
LITIGE 032	0,00	01/01/2025	2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00
LITIGE 037	15 986,25	01/01/2025	15 986,25	31 972,50	0,00	31 972,50
LITIGE 041	18 300,00	01/01/2025	18 300,00	36 600,00	0,00	36 600,00
LITIGE 048	4 918,79	01/01/2025	4 918,79	9 837,58	0,00	9 837,58
LITIGE 049	1 260,00	01/01/2025	1 800,00	3 060,00	0,00	3 060,00
LITIGE 051	5 332,98	01/01/2025	5 332,98	10 665,96	0,00	10 665,96
LITIGE 054	70 505,27	01/01/2025	70 505,26	141 010,53	0,00	141 010,53
LITIGE 055	0,00	01/01/2025	750,00	750,00	0,00	750,00
LITIGE 056	12 351,25	01/01/2025	12 351,25	24 702,50	0,00	24 702,50
LITIGE 057	1 715,44	01/01/2025	1 715,45	3 430,89	0,00	3 430,89
LITIGE 058	2 829,84	01/01/2025	2 829,83	5 659,67	0,00	5 659,67
LITIGE 059	1 583,97	01/01/2025	1 583,97	3 167,94	0,00	3 167,94
LITIGE 060	0,00	01/01/2025	600,00	600,00	0,00	600,00
LITIGE 066	4 918,79	01/01/2025	4 918,79	9 837,58	0,00	9 837,58
LITIGE 067	900,00	01/01/2025	900,00	1 800,00	0,00	1 800,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	197 350,38		0,00	197 350,38	0,00	197 350,38
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
034-219400705-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	337 952,96		147 592,57	485 545,53	0,00	485 545,53
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	337 952,96		147 592,57	485 545,53	0,00	485 545,53

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	197 350,38	1	0,00	197 350,38	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 021	1 500,00	2	1 500,00	0,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 025	1 000,00	1	1 000,00	0,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 028	600,00	1	600,00	0,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 032	2 000,00	1	2 000,00	0,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 037	31 972,50	2	15 986,25	15 986,25	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 041	36 600,00	2	18 300,00	18 300,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 048	9 837,58	2	4 918,79	4 918,79	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 049	3 060,00	2	1 800,00	1 260,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 051	10 665,96	2	5 332,98	5 332,98	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 054	141 010,53	2	70 505,26	70 505,27	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 055	750,00	1	750,00	0,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 056	24 702,50	2	12 351,25	12 351,25	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 057	3 430,89	2	1 715,45	1 715,44	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 058	5 659,67	2	2 829,83	2 829,84	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 059	3 167,94	2	1 583,97	1 583,97	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 060	600,00	1	600,00	0,00	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 066	9 837,58	2	4 918,79	4 918,79	0,00
PROVISION POUR LITIGES	LITIGE 067	1 800,00	2	900,00	900,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 0	Intitulé de l'opération : TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE RECETTES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	0,00	13 233,80	338 400,00	351 633,80
45411 TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES (5)	0,00	13 233,80	300 000,00	313 233,80
45412 TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES (5)	0,00	0,00	38 400,00	38 400,00
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	13 233,80	338 400,00	351 633,80
RECETTES (b)	0,00	13 233,80	338 400,00	351 633,80
45412 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	13 233,80	338 400,00	351 633,80
<i>040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	13 233,80	338 400,00	351 633,80

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	97 291 920,48	64 313 051,31	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					97 291 920,48	64 313 051,31											1 765 346,29	2 336 780,19
ATHEGIEENNE	2009	P		CDC	3 173 016,00	2 386 883,85	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	58 799,46	36 250,94
ATHEGIEENNE	2009	P		CDC	542 344,00	390 009,07	24,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	6 349,92	7 207,11
HLM MOULIN VERT	2011	P		CDC	7 956 197,67	6 137 520,56	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	151 162,28	74 894,59
HLM MOULIN VERT	2011	P		CDC	2 601 510,66	2 194 584,85	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	53 994,51	4 848,68

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HLM MOULIN VERT	2011	P		CDC	412 510,71	304 317,26	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	4 954,20	4 707,08
HLM MOULIN VERT	2011	P		CDC	133 932,38	108 249,16	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	1 761,34	576,36
ICF LA SABLIERE	1998	P		CDC	76 224,51	18 532,17	5,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	704,22	2 764,94
ICF LA SABLIERE	2006	P		CDC	8 024 347,00	4 821 843,20	16,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	192 873,73	183 483,43
ICF LA SABLIERE	2006	P		CDC	271 208,00	157 258,71	16,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	2,750	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	3,500	A-1	EUR	5 504,05	6 286,50
ICF LA SABLIERE	2012	P		CDC	1 248 000,00	278 551,77	2,08	A	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	5 292,48	91 108,58
ICF LA SABLIERE	2012	P		CDC	979 553,00	219 325,76	2,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	5 278,05	68 862,67
IMMOBILIERE 3F	2016	P		CDC	1 937 000,00	1 589 628,17	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	21 459,98	44 566,07
IMMOBILIERE 3F	2016	P		CDC	1 073 000,00	922 571,33	41,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	12 454,71	19 227,44
LE LOGEMENT URBAIN	2014	P		CDC	5 017 312,00	4 437 042,84	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	159 733,54	11 498,47
LE LOGEMENT URBAIN	2014	P		CDC	5 840 597,00	5 552 106,25	52,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	150 612,26	0,00
LE LOGEMENT URBAIN	2014	P		CDC	809 421,19	687 109,24	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	19 239,06	4 096,92
LE LOGEMENT URBAIN	2014	P		CDC	656 341,27	596 389,66	52,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	13 293,94	0,00
LOGIREP	2009	P		CDC	1 005 000,00	723 051,24	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	26 029,84	9 000,57

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREP	2009	P		CDC	364 551,00	292 545,80	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 531,65	245,75
LOGIREP	2009	P		CDC	1 900 000,00	1 253 633,57	24,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	28 833,57	22 773,42
LOGIREP	2009	P		CDC	900 000,00	664 596,00	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	2,300	A-1	EUR	15 285,71	4 305,01
LOGIREP	2012	P		CDC	2 717 308,16	2 143 876,19	27,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	51 680,37	17 330,34
LOGIREP	2012	P		CDC	977 794,63	834 095,14	37,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	20 107,23	0,00
LOGIREP	2012	P		CDC	366 880,96	277 661,07	27,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	4 429,20	3 192,34
LOGIREP	2012	P		CDC	131 695,12	108 161,27	37,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	1 723,37	204,18
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	1994	P		CDC	2 945 847,19	269 227,89	1,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	5,800	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,050	A-1	EUR	13 718,08	134 585,01
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2007	P		CDC	56 529,00	38 061,14	22,00	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	1 141,83	706,38
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2007	P		CDC	13 057,00	9 964,55	32,00	A	V	Livret A(Préfixé)	2,750	V	Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	298,94	50,69
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2007	P		CDC	571 577,00	407 154,16	22,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	16 286,17	9 268,57
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2007	P		CDC	132 014,00	106 141,20	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	4 245,65	1 072,85
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2007	P		CDC	600 000,00	115 091,20	2,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	3 970,65	36 190,98

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2007	P		CDC	160 000,00	31 117,23	2,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,650	A-1	EUR	1 135,78	9 765,03
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2008	P		CDC	150 000,00	61 091,84	8,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	2 107,67	5 887,14
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2008	P		CDC	565 057,00	134 149,81	3,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	4 628,17	31 514,50
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2008	P		CDC	3 000 000,00	1 290 203,38	8,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	41 931,61	112 042,57
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2013	P		CDC	1 040 000,00	309 440,84	3,17	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	0,750	A-1	EUR	2 320,81	78 239,88
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2013	P		CDC	875 000,00	260 346,88	3,17	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	0,750	A-1	EUR	1 952,60	65 826,83
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2013	P		CDC	1 560 000,00	464 161,27	3,17	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	0,750	A-1	EUR	3 481,21	117 359,82
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2013	P		CDC	1 040 000,00	309 440,53	3,17	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	0,750	A-1	EUR	2 320,80	78 239,83
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2013	P		CDC	1 430 000,00	425 480,71	3,17	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	0,750	A-1	EUR	3 191,11	107 579,76
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2013	P		CDC	520 000,00	154 720,26	3,17	A	V	Livret A(Préfixé)	1,750	V	Livret A(Préfixé)	0,750	A-1	EUR	1 160,40	39 119,91
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2013	P		CDC	3 962 690,00	2 378 037,47	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	32 103,51	173 229,80
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2015	P		CDC	1 861 621,00	1 354 500,83	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	18 285,76	76 410,26
O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR	2015	P		CDC	1 176 000,00	547 514,41	5,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.5)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.5)	0,250	A-1	EUR	1 368,79	90 683,73

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA D'HLM TOIT ET JOIE	2014	P		CDC	2 585 000,00	1 658 957,80	14,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	22 395,93	100 519,24
SOFILOGIS SA	2007	P		CDC	2 447 314,24	1 236 363,05	10,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	51 927,25	82 853,33
SOGEMAC	2004	P		CDC	44 639,04	16 811,93	10,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	2,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	622,04	1 266,07
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2006	P		CDC	1 597 119,00	971 614,12	16,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,400	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	4,150	A-1	EUR	40 321,99	33 694,87
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2006	P		CDC	763 000,00	603 091,04	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,400	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	4,150	A-1	EUR	25 028,28	4 450,47
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2010	P		CDC	4 601 050,53	1 349 619,92	4,42	T	V	Euribor 3M + 0.58	1,490	V	Euribor 3M + 0.58	3,570	A-1	EUR	36 939,00	284 428,08
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	332 000,00	283 614,68	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	A-1	EUR	5 275,23	6 565,28
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	437 000,00	397 072,01	51,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.61	1,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.61	1,360	A-1	EUR	5 400,18	5 301,26
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	1 440 458,59	1 292 666,58	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 611,74	0,00
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	4 488 613,92	3 857 731,47	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	138 878,33	13 697,68
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	137 366,96	120 347,32	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 292,99	0,00
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	713 220,75	595 932,42	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 686,11	4 130,29
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	449 000,00	378 878,80	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 608,61	2 625,93

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	242 000,00	225 099,53	51,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.61	1,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.61	3,610	A-1	EUR	6 256,54	0,00
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	3 908 000,00	3 391 650,14	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	122 099,40	12 042,76
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC	2016	P		CDC	2 331 000,00	2 168 210,77	51,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.61	1,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.61	3,610	A-1	EUR	60 264,46	0,00
TOTAL GENERAL					97 291 920,48	64 313 051,31											1 765 346,29	2 336 780,19

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	0,00

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

									Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique
(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023
(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N
(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N
(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		156,90	0,00	156,90	98,30	35,40	133,70
Adjoint administratif pal 1 cl	C	22,00	0,00	22,00	29,80	0,00	29,80
Adjoint administratif pal 2 cl	C	36,60	0,00	36,60	20,80	2,00	22,80
Adjoint administratif terr.	C	36,30	0,00	36,30	21,10	5,60	26,70
Administrateur	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché	A	33,00	0,00	33,00	10,80	16,80	27,60
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	2,00	0,00	2,00
Attaché principal	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur	B	17,00	0,00	17,00	3,00	11,00	14,00
Rédacteur principal 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur principal 2 cl	B	5,00	0,00	5,00	6,80	0,00	6,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		363,90	2,86	366,76	273,67	85,00	358,67
Adjoint technique pal 1 cl	C	15,00	0,00	15,00	27,00	0,00	27,00
Adjoint technique pal 2 cl	C	70,00	0,00	70,00	81,00	0,00	81,00
Adjoint technique territorial	C	216,90	2,86	219,76	134,67	76,00	210,67
Agent de maîtrise	C	10,00	0,00	10,00	7,00	0,00	7,00
Agent de maîtrise principal	C	19,00	0,00	19,00	14,00	0,00	14,00
Ingénieur	A	13,00	0,00	13,00	3,00	2,00	5,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	2,00	0,00	2,00
Technicien	B	11,00	0,00	11,00	3,00	7,00	10,00
Technicien principal de 1 cl	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 2 cl	B	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SOCIALE (d)		28,50	0,00	28,50	14,50	5,00	19,50
Agent social principal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	6,50	0,00	6,50	2,50	0,00	2,50
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	19,00	0,00	19,00	9,00	5,00	14,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		19,80	2,54	22,34	6,80	5,00	11,80
Aide-soignant de cl. normale	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	3,80	0,00	3,80	3,80	4,00	7,80
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Infirmier de classe normale	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier en soins généraux	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier soins gén hors class	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Médecin Hcl.	A	3,00	2,36	5,36	0,00	0,00	0,00
Psychologue cl.N	A	1,00	0,18	1,18	0,00	1,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur territorial A.P.S	B	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Opérateur A.P.S. principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	1,00	0,00	1,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant conservation pal 1c	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 2c	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché cons.	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		141,90	0,00	141,90	100,20	72,41	172,61
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	8,00	0,00	8,00	12,00	0,00	12,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	15,90	0,00	15,90	15,80	0,00	15,80
Adjoint territorial animation	C	102,00	0,00	102,00	61,40	70,41	131,81
Animateur	B	9,00	0,00	9,00	7,00	2,00	9,00
Animateur principal de 1ère cl	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Animateur principal de 2ème cl	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		17,00	0,00	17,00	12,00	0,00	12,00
Brigadier-chef principal	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Chef de service de police	B	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Chef service de police pal 1cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	11,00	0,00	11,00	6,00	0,00	6,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		16,00	0,00	16,00	4,00	4,95	8,95
Animateur non diplômé centre d	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,25	0,25
Apprenti		6,00	0,00	6,00	0,00	0,00	0,00
Collaborateur de cabinet		1,00	0,00	1,00	0,00	2,70	2,70
Contrat Adulte Relais		0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00
D.G.A.S. 40 à 150.000 hab.		3,00	0,00	3,00	4,00	0,00	4,00
Médiateur local		2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Professeur		4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		755,00	5,40	760,40	516,47	208,76	725,23

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	446	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	381	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	387	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	A	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	371	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD

Accusé de réception en préfecture
094-2194007-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	419	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD

Accusé de réception en préfecture
094-21940765-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	387	0,00	A	CDI
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	A	A
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD

Accusé de réception en préfecture
094-219400765-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	A	A
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD

Accusé de réception en préfecture
094-219400765-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	A	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	A	A
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	381	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	381	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD

Accusé de réception en préfecture
094-219400765-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	452	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	415	0,00	332-14	CDD
Animateur non diplômé centre d		OTR	0	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	821	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	416	0,00	332-13	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	389	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	434	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	452	0,00	332-14	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	332-14	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	A	A
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	332-14	CDD
Contrat Adulte Relais		OTR	0	0,00	A	CDD
Contrat Adulte Relais		OTR	0	0,00	A	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	395	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	821	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	332-14	CDD
Psychologue cl.N	A	MS	444	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	326_352	CDD
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	332-14	CDD

Accusé de réception en préfecture
094-21940765-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

[illegible]

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	O.P.H.L.M. VILLENEUVE ST GEOR		OPH	8 665 845,59
-	HLM MOULIN VERT		SA HLM	8 744 671,83
-	SOFILOGIS SA		SA HLM	1 236 363,05
-	LE LOGEMENT URBAIN		SA HLM	11 272 647,99
-	SA D'HLM TOIT ET JOIE		SA HLM	1 658 957,80
-	ATHEGIENNE		SA HLM	2 776 892,92
-	SOGEMAC		SA HLM	16 811,93
-	LOGIREP		SA HLM	6 297 620,28
-	ICF LA SABLIERE		SA HLM	5 495 511,62
-	IMMOBILIERE 3F		SA HLM	2 512 199,50
-	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC		OPAC	15 635 528,79
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE	01/01/2016	FOND DE COMPENSATION DES CHARGES TERRITORIALES	8 262 918,18
GRAND PARIS SUD EST AVENIR	01/09/2024	FACTURATION SELON PRESTATIONS	0,00
Autres organismes de regroupement			
BSPP BRIGAGE SAPEURS POMPIERS	01/01/1900	CONTINGENT INCENDIE	1 027 902,00
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR EQUIPEMENT HOSPITALIER DU SUD EST REGION PARISIENNE	21/02/1963	EN FONCTION DE LA POPULATION 25% ET DU NOMBRE DE MALADES 75%	0,00
SYNDICAT MIXTE POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE CHALEUR A VILLENEUVE SAINT GEORGES	30/04/1985		0,00
ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT ORLY RUNGIS SEINE AMONT	01/01/2000	POPULAION ET POTENTIEL FINANCIER	0,00
SIFUREP SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE DE LA REGION PARISIENNE	01/01/2000	PROPORTIONNEL AU NOMBRE D'HABITANTS	2 300,00
SYNDICAT ACTION FONCIERES	16/12/2005		0,00
SIPPEREC	01/01/2009	POPULATION ET SELON BOUQUETS CHOISIS	14 000,00
SIGEIF	01/01/2014	POPULATION ET SELON BOUQUETS CHOISIS	7 500,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	CCAS			ACTION SOCIALE	

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CENTRE DE SANTE	CMS HENRI DRET	01/01/2020	26/09/2019	21940100000000	SANTE	

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-3 049 170,67	0,00	0,00	-3 049 170,67
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-3 049 170,67	0,00	0,00	-3 049 170,67

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	728 881,33	0,00	0,00	728 881,33
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-3 049 170,67	0,00	0,00	-3 049 170,67
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	-2 320 289,34	0,00	0,00	-2 320 289,34

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	3 454 326,43	0,00	0,00	3 454 326,43
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	5 057 166,62	0,00	0,00	5 057 166,62
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	1 602 840,19	0,00	0,00	1 602 840,19

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire -

Annexes de l'exercice N-1

094-219400785-20251224-25-11-1-DE

Date de télétransmission : 24/12/2025

Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 3 454 326,43	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		3 319 928,75	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 260 595,41	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	59 333,34	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		134 397,68	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	134 397,68	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 5 057 166,62	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		870 049,41	0,00	0,00
10222	FCTVA	390 049,41	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	480 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		4 187 117,21	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
2802	Frais liés à la réalisation de document	0,00	0,00	0,00
280415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	1 700 000,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00
281533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-21940085-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 487 117,21	0,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 39

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 16/12/2025

Présenté par Madame Le Maire Kristell NIASME (1),

A villeneuve saint georges, le 22/12/2025

Délibéré par l'assemblée le conseil municipal (2), réunie en session ordinaire

A villeneuve saint georges, le 22/12/2025

Les membres de l'assemblée délibérante le conseil municipal (2),(3).

AGILONU Eda	
ALBISTEANU Andrei	
ARROJO MARQUES Nadia	
BEN CHAOUCHA Zied	
BEN YAKHLEF Mohamed	
BOYARD Louis	
CABRAL Ana	
CAMARA Alpha	
CAULIER Nathalie	
CHEBAANE Insaf	
DA SILVA ALVES Bernardina	
DABO Amadi	
DOUNRAR Rachida	
EL MERNISSI Rajae	
FELLAH Rahma	
GAUDIN Philippe	
GBAGBO Juliette	
HADDOUM Rachid	
HASSOUNA Malik	

Accusé de réception en préfecture
004 240400785 20251224 25 11 1 DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

HILLION Anne-Valérie	
KADI Fadila	
KANTE Mamadou	
LECUYER Marc	
LEROI Bernard	
MARIE Anastasia	
METHO Bryan	
NGUYEN Caroline	
NIASME Kristell	
OHAROUN Bilale	
PEREIRA Coraline	
PEREIRA Sandrine	
SADAK Fadwa	
SOUSA Vitor	
SZMIDT Patrick	
TACIMOGLU Oktay	
THIRY Touary	
TRAORE Mamadou	
VIGNAUD Séverine	
YAHIAOUI Chaouki	

Certifié exécutoire par Madame Le Maire Kristell NIASME (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 24/12/2025, et de la publication le 24/12/2025

A villeneuve saint georges, le 24/12/2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Annexe

Le résultat de fonctionnement du SIRM (141.255,67 €) est réparti suivant la clé de répartition fixée dans le protocole financier, ce qui donne les résultats à reprendre par les communes indiquées dans l'annexe n°2 :

Boissy St Léger = 31.245,75 €

Bonneuil = 41.472,67 €

Villeneuve St Georges = 68.537,25 €

Le compte 12 du SIRM sera réparti dans les balances des communes pour les mêmes montants.

Les autres comptes de classe 1..., présents à l'actif et au passif du SIRM, sont repris suivant la clé de répartition fixée dans le protocole financier, ce qui donne les montants suivants :

Balance de sortie au 13/03/2025			Commune Boissy		Commune Bonneuil		Commune Villeneuve	
Com pte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1022		547		121		160		265
2	0,00	256,98		053,24		674,65		529,09
		817		180		240		396
1068	0,00	538,89		839,60		029,42		669,87
		141		31		41		68
110	0,00	255,67		245,75		472,67		537,25
192	0,00	93,29		20,64		27,39		45,26
	438		97		128		212	
193	800,87	0,00	062,75		831,94		906,18	
Tota ux	438	1 506	97	333	128	442	212	730
	800,87	144,83	062,75	159,23	831,94	204,13	906,18	781,47

Les comptes d'immobilisation (classe 2) sont répartis conformément à l'annexe n°1 du protocole financier, ce qui donne les montants suivants :

Balance de sortie au 13/03/2025			Commune Boissy		Commune Bonneuil		Commune Villeneuve	
Com pte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	830		568		262			
2181	172,95	0,00	139,52		033,43			
2183	175				175			
8	661,54	0,00			661,54			
2184	42				42			
8	341,33	0,00			341,33			
	2 406		3		1 071		1 331	
2188	482,57	0,00	864,00		477,80		140,77	
2818		620		392		227		
1	0,00	032,87		036,70		996,17		

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-3-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

2818		165				165		
38	0,00	108,05				108,05		
2818		41				41		
48	0,00	341,43				341,43		
2818		1 830		3		882		943
8	0,00	260,70		474,00		914,06		872,64
Tota	3 454	2 656	572	395	1 551	1 317	1 331	943
ux	658,39	743,05	003,52	510,70	514,10	359,71	140,77	872,64

Les comptes de classe 4 (comptes de tiers), qui sont pour l'essentiel des créances de faible montant, sont repris par la commune de Bonneuil, ce qui donne les montants suivants :

Balance de sortie au 13/03/2025			Commune Boissy		Commune Bonneuil		Commune Villeneuve	
Compt e	Débit	Crédi t	Débi t	Crédit	Débit	Crédi t	Débi t	Crédit
411	0,90	0,00			0,90			
	4				4			
4161	645,17	0,00			645,17			
4411	12,37	0,00			12,37			
466	0,00	0,30				0,30		
46721	829,14	0,00			829,14			
	1				1			
46726	879,84	0,00			879,84			
47171	0,00	0,80				0,80		
Tota	7				7			
x	367,42	1,10	0,00	0,00	367,42	1,10	0,00	0,00

Le solde de trésorerie du SIRM (262.062,30 €) est réparti entre les communes pour les montants indiqués dans l'annexe n°2 du protocole financier, à savoir :

Boissy St Léger = 59.603,66 €

Bonneuil = 71.851,48 €

Villeneuve St Georges = 130.607,16 €

Le résultat d'investissement du SIRM (128.172,95 €) est réparti conformément à l'annexe n°2 du protocole financier, ce qui donne les résultats à reprendre par les communes suivantes :

Boissy St Léger = 28.357,91 €

Bonneuil = 37.745,13 €

Villeneuve St Georges = 62.069,91 €

La totalité des éléments détaillés ci-dessus est repris dans le tableau joint à cette annexe, avec les soldes comptables à reprendre à l'actif et au passif de chaque commune.

ANNEXE 23

TRAVAUX OBLIGATOIRES – MARCHÉ DE LA GARE

Nature des travaux pour les marchés de la gare	Montant (HT)
Éclairage du marché de la gare avec 1 mat de 8 m et 1 massif tous les 30 ml équipés de 2 coffrets et une lanterne d'éclairage	48 350 €

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA GESTION DES
MARCHÉS D'APPROVISIONNEMENT DE LA VILLE
DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES**

AVENANT N°1

ENTRE :

La Ville de VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, sise 20 Place Pierre Sépard – 94190 Villeneuve-Saint-Georges, représentée par son Maire en exercice, Madame Kristell NIASME, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 2025

Ci-après dénommée l' « **Autorité Concédante** »,

D'UNE PART,

ET

La Société SEMACO, société à responsabilité limitée, au capital social de 138 000 euros, dont le siège social est situé 72 Boulevard des Corneilles – 94100 Saint-Maur-des-Fossés, immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 328 526 553, représentée par M. BENSIDOUN Rolland, président dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après dénommée le « **Concessionnaire** »,

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées ensemble les « **Parties** »

LESQUELS ONT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

A la suite de la délibération du Conseil municipal n°24.22.2, par une concession de service public conclue le 30 octobre 2024, l'Autorité Délégante a confié au Concessionnaire la gestion des marchés d'approvisionnement de la Ville de Villeneuve-Saint-Georges, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} novembre 2024 (ci-après la « **Concession** »).

La délibération susvisée n°24.2.2 approuvait également la nouvelle grille tarifaire des marchés d'approvisionnement de la Ville applicable au 1^{er} novembre 2024.

A la suite de difficultés d'application de cette nouvelle grille tarifaire par les commerçants du marché couvert, les Parties se sont rapprochées pour négocier les termes du présent avenant n°1 à la Concession.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les dispositions des articles L. 3135-1, R. 3135-1 à R. 3135-9 du Code de la commande publique, justifiant de la légalité d'un avenant sans procédure de mise en concurrence ;

Vu les dispositions de l'article L. 1411-6 alinéa 1^{er} du Code général des collectivités territoriales disposant que tout projet d'avenant à une concession ne peut intervenir qu'après un vote de l'Assemblée délibérante ;

Vu les dispositions de l'article L. 1411-6 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales disposant que seul un projet d'avenant à une concession entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5% est soumis pour avis à la Commission de Délégation de Service Public ;

Vu les dispositions de l'article L. 2224-18 du Code général des collectivités territoriales disposant que les délibération du Conseil municipal relatives à la création ou à la suppression de marchés sont prises après consultation des organisations professionnelles intéressées qui disposent d'un délai d'un mois pour émettre un avis ;

Vu l'avis de la Commissions des marchés forains en date du 24 novembre 2025 sur le nouveau périmètre et les nouveaux horaires des marchés, sur la nouvelle grille tarifaire et sur le nouveau règlement intérieur des marchés ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 2025 : **(i)** approuvant les termes de l'avenant n°1 au contrat de concession de service public relative à la gestion des marchés d'approvisionnement de la Ville ; **(ii)** approuvant le nouveau périmètre et les nouveaux horaires des marchés ; **(iii)** approuvant la nouvelle grille tarifaire des marchés applicable à compter du 1^{er} janvier 2026 ; **(iv)** et autorisant Mme le Maire à signer l'avenant n°1.

ARTICLE 1 – « MARCHÉ DE VILLENEUVE-TRIAGE »

Le « *marché de Villeneuve-Triage (plein air)* » est supprimé du périmètre contractuel de la Concession, tel que prévu à l'article 3.1 de la Concession.

En conséquence : **(i)** l'annexe 1.4 de la Concession est supprimée ; **(ii)** les références faites au « *marché de Villeneuve-Triage* » dans la Concession et ses annexes sont supprimées.

Cette suppression du marché est justifiée par la faible densité commerciale attendue et le déficit de rentabilité structurelle attendu.

Cette suppression du marché a pour conséquence de supprimer les charges correspondantes initialement imputées au Concessionnaire.

ARTICLE 2 – « MARCHÉ COUVERT DU CENTRE-VILLE »

ARTICLE 2.1. MODIFICATION DES TARIFS

Les tarifs du « *marché couvert du centre-ville* » sont modifiés à la baisse.

Cette modification emporte une modification de l'annexe 19 de la Concession (Grille tarifaire).

ARTICLE 2.2. PROLONGATION DES HORAIRES DE VENTE

Le « *marché couvert du centre-ville* » est prolongé le samedi après-midi, de 13h à 16h30.

En conséquence, l'article 14 de la Concession est modifié.

Cette prolongation des horaires de vente est justifiée par la volonté d'offrir aux commerçants une extension du créneau de vente, comprise dans la nouvelle tarification applicable.

Elle a pour conséquence d'imputer au Concessionnaire de nouvelles charges.

ARTICLE 2.3. ADAPTATION DES INVESTISSEMENTS INITIAUX

Les investissements initiaux mis à la charge du Concessionnaire sont adaptés à la marge.

Cette adaptation emporte une modification de l'annexe 15 à la Concession (Description, planning et coût des travaux obligatoires).

ARTICLE 3 – « MARCHÉ HBM »

ARTICLE 3.1. MODIFICATION DES TARIFS

Les tarifs du « *marché HBM* » sont modifiés à la baisse.

Cette modification emporte une modification de l'annexe 19 de la Concession (Grille tarifaire).

ARTICLE 4 – « MARCHÉ DE LA GARE »

ARTICLE 4.1. CREATION D'UNE NOUVELLE SEANCE

Le « *marché de la gare (plein air)* » fait l'objet d'une nouvelle séance, le samedi après-midi, de 15h à 18h.

En conséquence, l'article 14 de la Concession est modifié.

Cette création d'une nouvelle séance est justifiée par une volonté d'attractivité commerciale élargie, avec application d'une tarification supplémentaire.

Elle a pour conséquence d'imputer au Concessionnaire de nouvelles charges et de créer de nouveaux tarifs.

ARTICLE 4.2. NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Afin de permettre la tenue de cette nouvelle séance, de nouveaux investissements relatifs à la mise en éclairage du « marché de la gare » sont mis à la charge du Concessionnaire, dans les conditions prévues à la nouvelle annexe 23 à la Concession.

ARTICLE 4.3. RECTIFICATION DU PÉRIMÈTRE

En raison d'une erreur matérielle, le périmètre du « marché de la gare » est rectifié.

Cette rectification n'a aucune conséquence sur la Concession.

Cette rectification emporte une modification de l'annexe 1.2 de la Concession (Périmètre de la Concession – Marché de la Gare).

ARTICLE 5 – LEGALITE DE L'AVENANT

L'article L. 3135-1 du Code de la commande publique dispose que :

« Un contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État, lorsque :

1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;

2° Des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;

3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;

4° Un nouveau concessionnaire se substitue au concessionnaire initial ;

5° Les modifications ne sont pas substantielles ;

6° Les modifications sont de faible montant.

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou, lorsqu'il s'agit d'un contrat administratif , par l'acheteur unilatéralement, de telles modifications ne peuvent changer la nature globale du contrat de concession ».

En l'espèce, le présent avenant n'est pas soumis à une procédure de mise en concurrence préalable, dès lors que les modifications apportées à la Concession sont, soit prévues dans les documents contractuels initiaux par une clause de réexamen, soit dites de faibles montants.

En tout état de cause, ces modifications sont également justifiées par la survenance des circonstances imprévues visées au préambule et par leur caractère non-substantiel.

ARTICLE 5.1. MODIFICATIONS PREVUES PAR UNE CLAUSE DE REEXAMEN

L'article R. 3135-1 du Code de la commande publique dispose que :

« Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage ».

L'article 54.7 de la Concession (Clause de réexamen) dispose que :

« Conformément à l'article R.3135-1 du Code de la Commande Publique, les Parties pourront, afin d'améliorer les modalités d'exploitation des Marchés, se rencontrer en vue de discuter de l'éventuelle évolution des conditions d'exécution du Contrat dans les hypothèses suivantes :

- *S'il apparaît opportun de réaliser des Travaux et des travaux relatifs au Marchés non initialement prévus dans le cadre du Contrat en vue de favoriser la qualité du service proposé ;*
- *S'il apparaît opportun de modifier les jours et horaires des Marchés au regard des conditions initiales du Contrat ;*
- *S'il apparaît opportun ou nécessaire de modifier le périmètre des Marchés et notamment d'ajouter ou de supprimer un ou plusieurs Marchés en cours d'exécution du Contrat.*

Dans ces hypothèses, les Parties se rencontreront et discuteront afin d'adapter et de modifier le Contrat sans qu'il en découle automatiquement et de plein droit un droit à révision pour le Concessionnaire.

Ces modifications pourront notamment porter sur :

- *Le montant des travaux et des Travaux initialement mis à la charge du Concessionnaire ;*
- *La durée du Contrat ;*
- *Le périmètre géographique et matériel du Contrat et des Marchés ;*
- *Le compte d'exploitation prévisionnel.*

Si elles étaient décidées d'un commun accord, ces modifications feront nécessairement l'objet d'un avenant au Contrat ».

En l'espèce :

- La suppression du « *marché de Villeneuve-Triage* », prévue à l'article 1^{er} du présent avenant, est justifiée par la clause de réexamen susvisée tenant à la possibilité pour les Parties « *de modifier le périmètre des Marchés et notamment (...) de supprimer un ou plusieurs Marchés en cours d'exécution du Contrat* » ;
- La prolongation des horaires de vente du « *marché couvert du centre-ville* », prévue à l'article 2.3 du présent avenant, est justifiée par la clause de réexamen susvisée tenant à la possibilité pour les Parties « *de modifier les jours et horaires des Marchés au regard des conditions initiales du Contrat* » ;
- La création d'une nouvelle séance du « *marché de la gare* » le samedi après-midi, prévue à l'article 4.1 du présent avenant est justifiée par la clause de réexamen susvisée tenant à la possibilité pour les Parties « *de modifier les jours et horaires des Marchés au regard des conditions initiales du Contrat* » et « *de modifier le périmètre des Marchés et notamment d'ajouter (...) un ou plusieurs Marchés en cours d'exécution du Contrat* » ;
- Les nouveaux investissements mis à la charge du Concessionnaire relatifs à la mise en éclairage du « *marché de la gare* » prévus à l'article 4.2 du présent avenant sont justifiés par la clause de réexamen susvisée tenant à la possibilité pour les Parties « *de réaliser des travaux relatifs au Marchés non initialement prévus dans le cadre du Contrat en vue de favoriser la qualité du service proposé* ».

ARTICLE 5.2. MODIFICATION DITES « DE FAIBLES MONTANTS »

L'article R. 3135-8 du Code de la commande publique dispose que :

« Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies. Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article ».

L'article R. 3135-4 du Code de la commande publique dispose que :

« Pour le calcul du montant de la modification (...), le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne ».

L'article R. 3135-9 du Code de la commande publique dispose que :

« Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé ».

A ce titre :

« Il n'y a pas lieu, par conséquent, de prendre en compte le montant des modifications intervenues sur (un autre) fondement (...) pour apprécier la limite de modifications de faible montant » (Réponse à la question n°04407, en date du 30 mars 2023).

L'article R. 3121-1 du Code de la commande publique dispose que :

« La valeur estimée du contrat de concession est calculée selon une méthode objective, précisée dans les documents de la consultation (...). Elle correspond au chiffre d'affaires total hors taxes du concessionnaire pendant la durée du contrat. (...) »

L'article R. 3121-2 du Code de la commande publique dispose que :

« Pour estimer la valeur du contrat de concession, l'autorité concédante prend notamment en compte :

- 1° La valeur de toute forme d'option et les éventuelles prolongations de la durée du contrat de concession ;*
- 2° Les recettes perçues sur les usagers des ouvrages ou des services, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes ;*
- 3° Les paiements effectués par l'autorité concédante ou toute autre autorité publique ou tout avantage financier octroyé par l'une de celles-ci au concessionnaire ;*
- 4° La valeur des subventions ou de tout autre avantage financier octroyés par des tiers pour l'exploitation de la concession ;*
- 5° Les recettes tirées de toute vente d'actifs faisant partie de la concession ;*
- 6° La valeur de tous les fournitures et services mis à la disposition du concessionnaire par l'autorité concédante, à condition qu'ils soient nécessaires à l'exécution des travaux ou à la prestation des services ;*
- 7° Toutes primes ou tous paiements au profit des candidats ou des soumissionnaires ».*

En l'espèce,

- Le seuil européen applicable aux concessions est égal à 5.538.000 € HT ;
- La valeur initiale de la concession telle que figurant dans le CEP initial, comprenant en particulier le chiffre d'affaires total HT du Concessionnaire pendant la durée de la Concession est égale à 4.504.192 € HT, sans nécessité d'actualisation ;
- La valeur de la concession figurant dans le nouveau CEP est égale à 4.284.245 € HT ;
- Le montant des modifications intervenues – sans ventilation entre celles intervenues sur le fondement de l'article 5.1 et celles intervenues sur le fondement de l'article 5.2 – est égal à - 219.947 € HT ;

Dès lors, le montant des modifications intervenues au titre de l'article 5.2 du présent Avenant est bien inférieur au seuil européen et à 10% de la valeur initiale de la concession.

ARTICLE 6 – RENONCIATION

Le Concessionnaire se déclare intégralement rempli de ses droits nés de l'exécution de la Concession à date, et renonce par conséquent à l'encontre de l'Autorité Concédante, à toute action, recours et/ou réclamation ou demande d'indemnité de quelque nature que ce soit et dont le fait générateur serait antérieur à la date du présent avenant.

Cette clause a une portée générale et ne se limite pas à l'objet du présent avenant.

ARTICLE 7 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS FINALES

Les autres dispositions de la Concession et de ses annexes restent valables et demeurent inchangées, pour autant qu'elles ne s'opposent pas à l'exécution des dispositions prévues par le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence ou d'incompatibilité.

ARTICLE 9 – ANNEXES

Les annexes initiales de la Concession, modifiées par le présent avenant, sont les suivantes, lesquelles sont jointes au présent avenant :

- Annexe 1.2 : Périmètre de la Concession - Marché de la Gare ;
- Annexe 8 : Règlement Intérieur des Marchés – Novembre 2025 ;
- Annexe 15 : Description, planning et coût des travaux obligatoires – Marché couvert ;
- Annexe 18 : Compte d'exploitation prévisionnel ;
- Annexe 19 : Grille tarifaire ;
- Annexe 20 : Garantie à première demande.

La nouvelle annexe à la Concession, créée et jointe au présent avenant, est la suivante :

- Annexe 23 : Travaux obligatoires - Marché de la Gare.

Accusé de réception en préfecture 094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE Date de télétransmission : 24/12/2025 Date de réception préfecture : 24/12/2025
--

Fait à VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, le

Pour VILLENEUVE-SAINT-GEORGES,

Mme Kristell NIASME
Maire

Pour la SEMACO,

M. Roland BENSIDOUN
Gérant

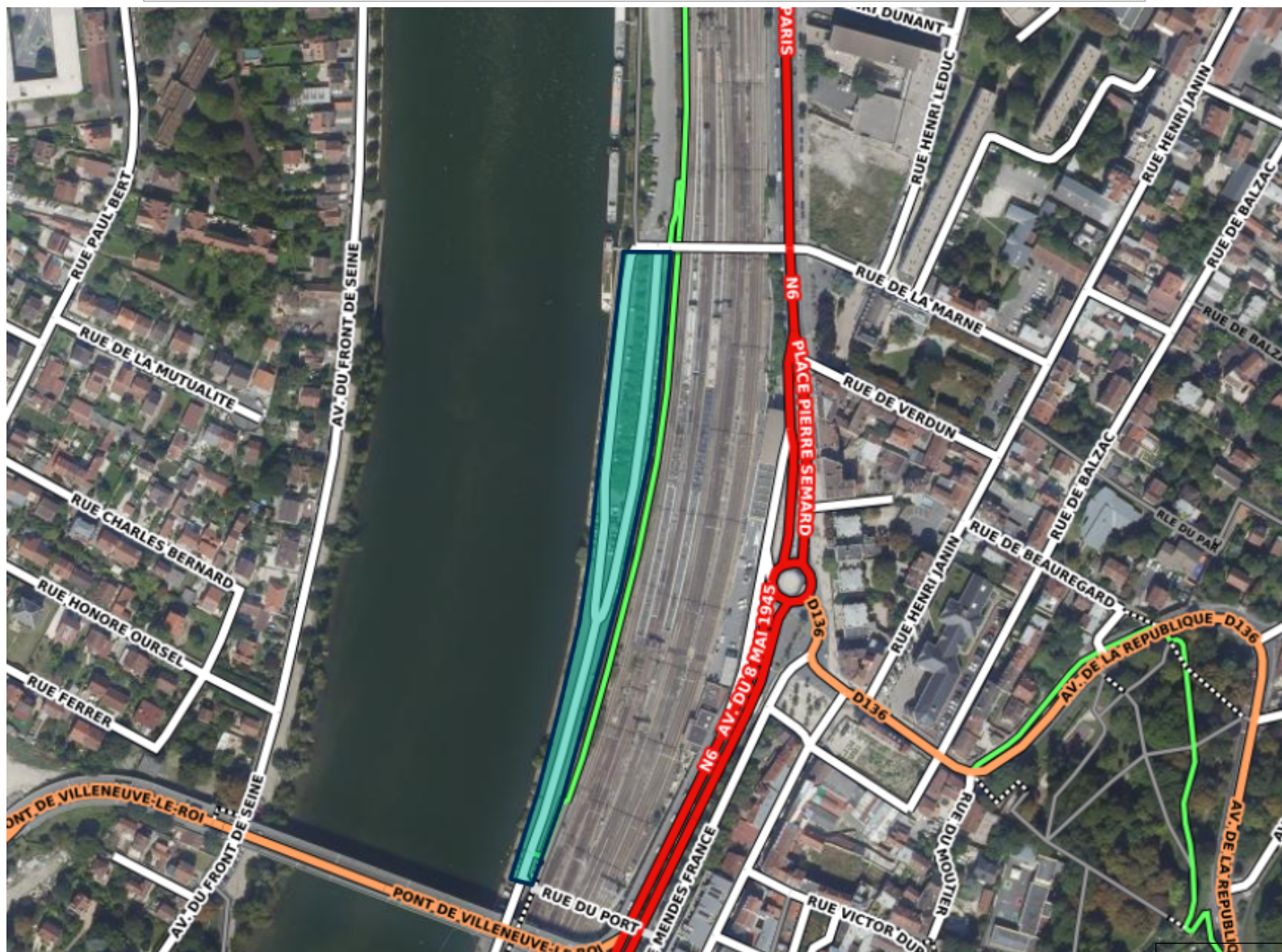


RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Commune de Villeneuve Saint Georges – n°49337

Parking de la gare



LOCALISATION

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025



RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES MARCHÉS COMMUNAUX DE LA VILLE DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Novembre 2025

TITRE 1^{ER} - DESCRIPTION GENERALE DES MARCHES	4
ARTICLE 1 : JOURS ET HEURES DE TENUE DES MARCHÉS	4
ARTICLE 2 : HORAIRES AUTORISÉS	4
ARTICLE 3 : INTERDICTION DE VENTE AUTOUR DES MARCHÉS	4
ARTICLE 4 : MODIFICATION DES LIEUX, JOURS OU HEURES DE TENUE DES MARCHÉS	4
TITRE 2 - REGIME D'ATTRIBUTION DES PLACES	4
ARTICLE 5 : PRINCIPE DE L'ABONNEMENT	4
ARTICLE 6 : ÉTABLISSEMENT ET ENREGISTREMENT DES DEMANDES DE PLACE A L'ABONNEMENT	5
ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DES PLACES	5
7.1 DECISIONS D'ATTRIBUTION	5
7.2 PERIODE PROBATOIRE	6
7.3 CONVOCATION DES COMMERCANTS	6
7.4 ANNULATION DES DEMANDES ET DES ATTRIBUTIONS :	6
ARTICLE 8 : REGLES D'ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS	6
ARTICLE 9 : REGIME D'ATTRIBUTION AUX COMMERCANTS SEDENTAIRES RIVERAINS DES MARCHÉS	6
TITRE 3 - ACCES, STATIONNEMENT DES VEHICULES ET CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION	7
ARTICLE 10 : DÉCHARGEMENT ET RECHARGEMENT DES VÉHICULES DES COMMERCANTS	7
ARTICLE 11 : STATIONNEMENT DES VEHICULES DES COMMERCANTS	7
ARTICLE 12 : CIRCULATION DES COMMERCANTS LORS DES SEANCES	7
ARTICLE 13 : INSTALLATION DES COMMERCANTS	7
ARTICLE 14 : CIRCULATION DU PUBLIC	8
TITRE 4 - PRESCRIPTIONS D'OCCUPATION	8
ARTICLE 15 : INTERDICTIONS GÉNÉRALES	8
ARTICLE 16 : JUSTIFICATIFS PROFESSIONNELS OBLIGATOIRES	9
ARTICLE 17 : CARTE DE SITUATION ADMINISTRATIVE DE COMMERCE	9
ARTICLE 18 : MISE A JOUR DES RENSEIGNEMENTS	10
ARTICLE 19 : IDENTITÉ DES COMMERCANTS	10
ARTICLE 20 : OBLIGATION D'ÉTALAGE	10
ARTICLE 21 : PLURALITÉ DES EMPLACEMENTS	10
ARTICLE 22 : PROPRETÉ ET HYGIÈNE DES MARCHÉS	10
ARTICLE 23 : RETARDS ET ABSENCES	11
ARTICLE 24 : SANCTION ET CAS DE FORCE MAJEURE	11
ARTICLE 25 : ASSURANCE DES COMMERCANTS	11
TITRE 5 - CHANGEMENTS AFFECTANT L'OCCUPATION	12
ARTICLE 26 : AGRANDISSEMENT OU MUTATION DES COMMERCANTS ABONNÉS	12
ARTICLE 27 : CHANGEMENT OU ADJONCTION DE COMMERCE	12
ARTICLE 28 : REPRISE D'ACTIVITÉ APRÈS UNE ABSENCE DE LONGUE DURÉE	12
ARTICLE 29 : DÉPLACEMENT OU SUPPRESSION D'EMPLACEMENT PAR SUITE DE TRAVAUX OU D'ÉVÉNEMENTS FORTUITS	13
ARTICLE 30 : DÉPART DU COMMERCE - DÉMISSION	13
TITRE 6 - INSTALLATIONS ET UTILISATION DES MATERIELS	13
ARTICLE 31 : MATÉRIEL DU DELEGATAIRE	13
1. REGIME DES LOCATIONS	13
2. RESPONSABILITES	13
ARTICLE 32 : MATÉRIEL DES COMMERCANTS	13
ARTICLE 33 : DEMANDES D'INSTALLATIONS PERMANENTES SOUS HALLE	14
ARTICLE 34 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DES COMMERCANTS	14
ARTICLE 35 : INSTALLATION D'APPAREILS DE CUISSON	15
ARTICLE 36 : CONDITIONS D'UTILISATION D'APPAREILS A GAZ	15
ARTICLE 37 : RÉPARTITION DES CHARGES DE FOURNITURE DES FLUIDES	16
TITRE 7 - REGIME TARIFAIRE	16
ARTICLE 38 : FORMATION DES TARIFS	16
ARTICLE 39 : PAIEMENT	16
TITRE 8- AUTRES DISPOSITIONS	17
ARTICLE 40 : RESPONSABILITÉS	17
ARTICLE 41 : SANCTION DES INFRACTIONS	17
1. Exercice des pouvoirs de police du Maire	17
2. Sanctions administratives	17

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

3.Dispositions communes aux sanctions	18
ARTICLE 42: ANIMATION PUBLICITÉ.....	18
ARTICLE 43 : REPRESENTATION DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES CONCERNEES ET CONSULTATIONS LEGALES	18
ARTICLE 44: APPLICATION DU RÈGLEMENT.....	19

TITRE 1^{er} - DESCRIPTION GÉNÉRALE DES MARCHÉS

Article 1 – LIEUX DE TENUE DES MARCHÉS

Les marchés se tiennent sur le territoire de la Ville de Villeneuve-Saint-Georges comme suit :

- Marché couvert du centre-ville, rue Henri Janin (Annexe 1.1) ;
- Marché de la Gare (Plein air), parking situé en rive droite de la Seine (Annexe 1.2) ;
- Marché HBM (Plein air), place Henri Barbusse (Annexe 1.3)

Un plan définissant le périmètre de chaque marché est annexé aux présentes.

Des séances supplémentaires peuvent se tenir les jours fériés ou la veille des grandes fêtes, dans le cadre et les limites fixés par la concession de service public et sur autorisation du Maire.

Article 2 – JOURS ET HEURES DE TENUE DES MARCHÉS

Les différents horaires autorisés sur les marchés sont les suivants :

Marché	Jour	Heure de déballage	Horaires de vente	Fin de vente	Fin du remballage	Horaires de nettoyage
Marché couvert du centre-ville	Mercredi	5h00	8h00 à 13h00	13h00	14h00	14h00 à 16h30
	Samedi	5h00	8h00 à 16h30	16h30	17h30	17h30 à 20h00
Marché de la Gare	Mercredi matin	7h00	8h30 à 13h00	13h00	14h00	14h00 à 15h00
	Samedi matin	7h00	8h30 à 13h00	13h00	14h00	14h00 à 15h00
	Samedi après-midi	14h00	15h00 à 18h00	18h00	19h00	19h00 à 21h30
Marché HBM	Mardi matin	6h00	8h30 à 13h00	13h00	13h30	13h30 à 16h00
	Vendredi matin	6h00	8h30 à 13h00	13h00	13h30	13h30 à 16h00

Article 3 – INTERDICTION DE VENTE AUTOUR DES MARCHÉS

Pendant les heures d'ouverture des marchés, la vente ambulante dans les rues ou sur les places est interdite dans un rayon de 500 mètres autour du périmètre des marchés.

Article 4 – MODIFICATION DES LIEUX, JOURS OU HEURES DE TENUE DU MARCHÉ

La Ville peut, après consultation des organisations professionnelles intéressées, modifier les lieux, jours et heures ci-dessus indiqués sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour les occupants des emplacements. Ces modifications interviennent dans le cadre et les limites fixées par la concession de service public.

TITRE 2 - RÉGIME D'ATTRIBUTION DES PLACES

Article 5 – PRINCIPE DE L'ABONNEMENT

Les places à l'abonnement sont attribuées aux commerçants désireux de s'assurer la disposition habituelle d'un même emplacement, conformément aux dispositions prévues au présent règlement.

L'abonnement donne seul le droit d'occuper d'une manière habituelle le même emplacement.

Il est consenti pour une durée minimale de deux semaines.

Il se renouvelle sous réserve d'être payé d'avance, le premier jour de sa période de validité.

La périodicité de l'abonnement peut être modifiée par le Concessionnaire après l'avoir notifiée aux commerçants abonnés.

L'abonnement est souscrit pour toutes les séances hebdomadaires de chaque marché et comporte l'obligation pour les commerçants d'exercer leur activité à chaque séance.

Le montant des droits dus pour chaque période d'abonnement est constitué par le tarif à la séance multiplié par le nombre moyen de séance au cours de la période, nombre déterminé par référence à 52 séances annuelles par 120 hebdomadaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-1-BP05
Date de télétransmission : 24/12/2023
Date de réception préfecture : 24/12/2023

d'ouverture. Pour les années comportant une séance supplémentaire, celle-ci est facturée au cours de la dernière période de validité de l'année civile.

Le titulaire, désireux de le faire cesser, doit en avertir le Concessionnaire ou son représentant, par écrit, deux semaines avant son expiration, s'il ne veut pas devoir acquitter l'abonnement suivant.

Dans tous les cas, le non-paiement à l'échéance, après mise en demeure, entraîne sa suppression ainsi que celle de la place habituellement occupée qui pourra être attribuée à un autre commerçant, sans préjudice des poursuites aux fins de recouvrement de l'abonnement impayé ou de celui dont la cessation n'aurait pas été demandée régulièrement dans les délais fixés, majoré des intérêts et sommes en application de l'Article 39 ci-dessous.

Article 6 – ÉTABLISSEMENT ET ENREGISTREMENT DES DEMANDES DE PLACE À L'ABONNEMENT

6.1 CADRE GENERAL

Les commerçants désirant être inscrits pour obtenir une place à l'abonnement, doivent en faire la demande par écrit au Maire.

La validité d'une demande de place est limitée à l'année civile en cours. Les commerçants désireux de maintenir leur demande en attente d'attribution doivent la renouveler pour chaque année civile.

A l'appui de la demande, ils doivent obligatoirement fournir pour qu'il en soit tenu compte, les renseignements suivants :

- Nom, prénom, adresse complète et coordonnées téléphoniques du demandeur ;
- Désignation du marché sollicité, nature précise du commerce souhaité y être exercé ;
- Métrage de façade demandé (couvert ou découvert, s'il y a lieu) ;
- Photocopie recto-verso des justificatifs professionnels (pièces renseignées à l'article 16) ;
- Photocopie du certificat de mutualité sociale agricole et de la carte d'exploitant (pour les producteurs uniquement).
- Le candidat appuie surtout sa demande d'un dossier économique et commercial précisant concrètement son projet et notamment :
- L'investissement envisagé sur le stand (aménagements techniques et/ou esthétiques, enveloppe financière prévisionnelle, moyens de financement, etc...).
- La présentation détaillée de son offre de produits (nature/prix/qualité, etc...).
- Un compte d'exploitation prévisionnel détaillé des deux premières années d'exploitation.

Seules les demandes répondant entièrement aux dispositions du présent Article, ainsi qu'à un éventuel questionnaire complémentaire qui pourra être adressé aux demandeurs, seront retenues et inscrites par ordre chronologique sur un registre spécial, tenu à cet effet par le Concessionnaire, consultable par la Ville.

6.2 PRESENTATION D'UN SUCCESEUR

Tout commerçant abonné exerçant sur le marché depuis une durée minimale de 3 ans, précédemment à la cessation définitive de son activité commerciale, peut solliciter l'agrément d'un successeur ayant toutes les qualités requises pour l'exercice d'une même activité sur l'emplacement qu'il envisage de quitter.

La demande d'agrément d'un successeur doit être formulée par écrit (lettre recommandée avec accusé de réception)

L'ancienneté du démissionnaire n'est, après attribution, pas transmise au successeur.

En cas de reprise de l'activité par le conjoint ou le descendant, ce dernier conserve l'ancienneté du titulaire de l'emplacement.

Le successeur proposé devra toujours présenter à l'agrément de la Ville le dossier de candidature précisé à l'article 6.1. Le dossier économique et commercial précise aussi tout accord onéreux entre les parties et son financement, accompagné des justificatifs de calcul de reprise de tout investissement. Toute transaction occulte rendra nulle de plein droit la candidature ou l'attribution opérée, dès sa révélation.

Le Maire dispose d'un pouvoir d'appréciation de la demande.

La décision du Maire est notifiée au commerçant titulaire du droit de présentation et à son successeur dans les deux mois. La décision de refus est motivée.

Article 7 – ATTRIBUTION DES PLACES

7.1 DECISIONS D'ATTRIBUTION

Les attributions d'emplacements sont assurées par le Maire dans le respect des critères de sélection des candidatures fixés par l'autorité municipale dans le cadre du présent règlement. Le Concessionnaire est chargé de l'exécution de ces dispositions et y procède après désignation des candidats inscrits sur le registre des demandes de places et pouvant être retenus pour l'occupation des emplacements libres.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Les décisions d'attributions aux places d'abonnés sont consignées par le Concessionnaire sur le registre spécialement réservé à cet effet et que la Ville se réserve le droit de consulter à tout moment pour vérifier la régularité des opérations de placement.

7.2 PÉRIODE PROBATOIRE

Chaque attribution d'abonnement est précédée d'une période probatoire de trois mois pour permettre de juger les réclamations qui peuvent se présenter, trancher les différends le cas échéant, mais aussi préciser la qualité du commerce, la discipline et l'assiduité du nouveau commerçant. En cas de besoin le Concessionnaire ou son représentant saisissent le Maire de ces réclamations afin de lui permettre de se prononcer sur l'attribution et l'abonnement du commerçant concerné. Le placement probatoire qui n'est pas maintenu à l'issue de la période d'essai, n'ouvre aucun droit à indemnité pour le commerçant évincé.

7.3 CONVOCATION DES COMMERCANTS

L'attribution des places est notifiée aux demandeurs qui disposent d'un délai de 8 jours pour accepter ou refuser l'emplacement désigné.

Le demandeur doit occuper l'emplacement à compter de la date mentionnée dans la notification.

Le postulant qui, en cas de force majeure ou raisons graves, ne peut occuper l'emplacement accordé pour y exercer dans le délai imparti, peut bénéficier du maintien de sa demande initiale sous réserve qu'il justifie de son empêchement avant l'expiration de ce délai.

Par le seul fait de son acceptation de l'emplacement attribué, tout postulant s'engage à exercer son activité à chaque jour de tenue du marché considéré et à payer les droits dus au tarif non abonné, pour ceux-ci, jusqu'à la date d'attribution et d'abonnement définitif.

Le demandeur refusant l'attribution mais souhaitant maintenir sa candidature à l'abonnement, doit en informer la Ville ou le Concessionnaire dans le même délai afin que sa demande soit à nouveau enregistrée à la date de sa confirmation de maintien.

7.4 ANNULATION DES DEMANDES ET DES ATTRIBUTIONS :

Il sera procédé à l'annulation des demandes d'emplacement et de toutes décisions d'attributions dans les cas suivants :

- refus d'occuper l'emplacement désigné, sans demande expresse de maintien sur le registre des demandes ;
- convocations restées sans réponse pour la date indiquée ;
- absence des documents justificatifs listés.

Article 8 – RÉGLES D'ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

Pour l'attribution des emplacements, il est tenu compte de la qualification des professionnels, de la nature des marchandises offertes à la vente, le choix de l'attributaire s'effectuant afin de compléter et diversifier l'offre commerciale déjà présente sur site et répondre ainsi à la demande d'approvisionnement de la clientèle.

Le linéaire de place occupée par un commerçant ne pourra être inférieur à 2 mètres ni dépasser 16 mètres (sauf autorisation exceptionnelle et particulière), afin d'éviter l'accaparement des places ou des commerces et permettre la plus grande diversité possible des commerces et des commerçants.

Les emplacements couverts seront réservés en priorité aux commerces d'alimentation.

Il ne sera pas attribué plusieurs emplacements distincts à un même commerçant.

Les emplacements libres d'abonnement ou les places d'abonnés non occupées par leurs titulaires à l'horaire « attribution des places libres » indiqué à l'Article 2 ci-dessus sont, dans les conditions prévues à l'Article 23 ci-dessous, attribuées par le Concessionnaire ou son représentant aux abonnés désireux de s'agrandir pour la journée seulement ou aux commerçants de passage.

Dans le but de préserver l'intérêt général et les conditions optimales de fonctionnement du marché, le Maire se réserve le droit, sur proposition du Concessionnaire, de déterminer les conditions de la reprise, modification, déplacement ou glissement d'un emplacement abonné dont l'implantation nuirait à l'hygiène, la sécurité ou la circulation, mais également à la répartition des activités professionnelles, au regroupement des emplacements ou à l'attribution des activités manquantes.

Article 9 – RÉGIME D'ATTRIBUTION AUX COMMERCANTS SÉDENTAIRES RIVERAINS DU MARCHÉ

Les droits d'occupation perçus par la Ville auprès des commerçants riverains, en dehors des jours et heures d'ouverture du marché, ne donnent aucun droit d'occupation formelle à l'occupation d'une partie des trottoirs, en dehors des jours et heures d'ouverture du marché, et ne donnent aucun

Accusé de réception en préfecture
Sous-Préfecture de la Haute-Normandie
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de dépôt en préfecture : 24/12/2025

droit particulier pour revendiquer ou occuper l'emplacement situé devant leur magasin pendant les heures du marché ou pour se soustraire au paiement des droits.

Les commerçants riverains du marché bénéficieront, à candidature égale, d'un droit de priorité pour obtenir l'emplacement situé devant leur magasin, lorsque celui-ci sera libre d'abonnement, à la condition :

- d'avoir établi une demande préalable,
- de souscrire l'abonnement,
- d'occuper effectivement l'emplacement par des marchandises,
- de payer les mêmes droits ou taxes que les autres commerçants,
- de respecter les dispositions du présent règlement et prescriptions de Police applicables aux marchés.

Il est interdit :

- de disposer de leur emplacement au profit d'un autre commerçant,
- d'y exercer un autre commerce que celui qu'ils exercent dans leur magasin.

L'entrée des boutiques, ainsi que les portes en service des propriétés riveraines, doivent être laissées libres d'accès par les commerçants du marché, partout où la circulation n'est pas possible sur les trottoirs entre les maisons et les étals des commerçants.

Sur les emplacements du marché, situés devant les magasins, il est interdit de faire obstacle à la vision des vitrines par des objets posés au sol ou suspendus de même que par des rideaux de fond sauf s'ils sont en matière transparente.

TITRE 3 - ACCÈS, STATIONNEMENT DES VÉHICULES ET CONDITIONS GÉNÉRALES D'OCCUPATION

Article 10 – DÉCHARGEMENT ET RECHARGEMENT DES VÉHICULES DES COMMERCANTS

Sauf autorisations de stationnement prévues à l'Article 11 ci-dessous, l'accès des véhicules ou remorques sur les emplacements n'est toléré que le temps strictement nécessaire aux seules opérations de déchargement et de rechargement des marchandises et matériels.

Immédiatement après le déchargement, les véhicules des commerçants non autorisés à stationner ainsi que ceux de leurs employés éventuels, doivent libérer le périmètre du marché conformément aux horaires fixés à l'Article 2 ci-dessus ainsi que leurs abords afin de faciliter l'accès au stationnement des véhicules de la clientèle et sont conduits sur les emplacements de stationnement définis et indiqués par Arrêté Municipal.

Article 11 – STATIONNEMENT DES VÉHICULES DES COMMERCANTS

Les camions liés à l'exercice du commerce sont autorisés à stationner sur l'emplacement du marché de la gare uniquement, à la condition de ne pas empiéter sur un autre emplacement de commerce, un passage de sécurité, une allée ou un passage réservé.

Pour les véhicules ainsi autorisés à stationner dans le périmètre du marché lors des séances les titulaires d'emplacement doivent prévoir un équipement de protection des sols à l'égard des salissures notamment par pertes d'huiles ou de gasoil, etc.

Comme pour le matériel, les véhicules ne doivent occasionner aucune dégradation aux revêtements, quelle que soit leur nature.

L'autorité dépositaire des pouvoirs de polices peut être conduite à prendre toutes dispositions susceptibles d'assurer la commodité et la sécurité de la circulation et du stationnement sur les marchés et leurs abords.

Article 12 – CIRCULATION DES COMMERCANTS LORS DES SÉANCES

Dans les allées réservées au public pendant les heures d'ouverture du marché, il est strictement interdit aux commerçants et à leur personnel de rester et de circuler avec des paquets, caisses ou fardeaux malpropres ou encombrants, comme de les traîner à même le sol ou d'utiliser pour transporter leurs marchandises et matériels, des chariots ou des voitures quelconques d'un modèle dont les roues ne seraient pas munies de bandages pneumatiques ou caoutchoutés et dont la largeur excéderait un mètre.

Article 13 – INSTALLATION DES COMMERCANTS

Les commerçants doivent respecter l'alignement des étals et en aucun cas les faire déborder sur l'allée réservée à la clientèle ou à la circulation des véhicules.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Les commerçants doivent se conformer aux injonctions qui leur sont données tant en ce qui concerne la largeur des allées que le rangement et l'alignement des étals, leur couverture ou les marchandises, de façon à permettre la libre circulation des acheteurs et impérativement celle des véhicules de sécurité et de secours.

Tout commerçant qui veut aménager un passage lui permettant l'accès derrière son étal doit le faire dans le métrage qui lui est accordé, après validation du Concessionnaire.

Les commerçants se présentant sur les marchés avant l'horaire d'arrivée indiqué à l'Article 2 ci-dessus, doivent prendre eux-mêmes ainsi que leurs employés, toutes dispositions pour respecter le repos des riverains du marché.

Article 14 – CIRCULATION DU PUBLIC

Pendant les heures d'ouverture des marchés, il est interdit de circuler dans les allées réservées au public, avec des bicyclettes, cyclomoteurs, rollers, trottinettes ou assimilées ainsi qu'avec des animaux, à l'exception des chiens guides d'aveugles.

Les allées doivent être laissées libres de tout obstacle. L'entreposage de tout objet encombrant est formellement prohibé. Les regroupements et attroupements de personnes sont interdits dans les allées et passages. Celles qui ne sont pas arrêtées aux étals en vue d'y faire des achats, ne peuvent en aucun cas former des groupes et rassemblements et sont tenues de circuler de manière à ne pas entraver ou gêner la circulation ou nuire au bon fonctionnement et à la sécurité du marché.

TITRE 4 - PRESCRIPTIONS D'OCCUPATION

Article 15 – INTERDICTIONS GÉNÉRALES

Sans préjudices des autres prescriptions spécifiques, pendant les heures d'ouverture du marché, il est strictement interdit :

- de venir sur les marchés avec des animaux autres que les chiens guides d'aveugles ;
- d'installer des étals ou déposer des marchandises contre ou sur les bouches d'incendie ou appareils de secours,
- d'aller au-devant des passants pour offrir ou proposer les marchandises, de leur barrer le chemin ou de les attirer par le bras ou les vêtements près des étalages,
- de procéder à des ventes en dehors de son emplacement,
- de faire fonctionner tout appareil ou instrument destiné à faire du bruit, transmettre ou amplifier les sons, dans des proportions troublant le commerce voisin et l'ordre public, sauf autorisation en cas d'animation du marché,
- d'annoncer par des cris abusifs et répétés, la nature, le prix ou la qualité des marchandises,
- de faire dépasser les étals, leur couverture, une enseigne ou de la marchandise en saillie au delà des limites d'alignement autorisées,
- de masquer les étalages voisins ou les vitrines des boutiques par des toiles, des emballages ou de la marchandise,
- de placer ou jeter des cageots ou emballages sur les toits des abris mobiles ou devant les bouches de ventilation,
- de faire du feu sur les emplacements,
- de disposer des étalages en sorte que les files d'acheteurs soient obligées de se former ou de stationner en dehors de la façade de leurs emplacements ou d'une manière qui gênerait la circulation ou le commerce voisin,
- de crayonner, afficher, planter des clous ou autres objets après le matériel, les installations fixes ou mobiles, les plantations ou les sols,
- d'employer des "compères" ou "barons" (personnes destinées à attirer la clientèle en achetant et en vantant les marchandises qu'elles rapportent ensuite aux vendeurs),
- de procéder à des ventes à "rideaux fermés",
- de distribuer en dehors de son point de vente sur les marchés des prospectus vantant son commerce ou un article, ou annoncer une vente publicitaire à une heure précise sur les marchés sauf autorisation en cas d'animation du marché,
- de vendre ou distribuer des journaux ou imprimés, sauf autorisation écrite expresse délivrée par la Municipalité,
- de tenir toute activité consistant à la diffusion de produits, messages ou comportements visant au prosélytisme ou présentant un risque de trouble à l'ordre public ou d'atteinte à la bonne moralité eu égard notamment aux circonstances locales.
- de bloquer l'accès aux pompiers ou aux services d'urgence,
- de bloquer l'accès aux entrées des commerces ou logements riverains,
- de circuler avec des transpalettes ou véhicules dans les allées du marché pendant les heures de vente.
- D'utiliser des transpalettes non équipés de roues en caoutchouc

L'entrée du marché est interdite aux musiciens, chanteurs ambulants non programmés par le Concessionnaire, etc. comme à tous les jeux de hasard ou d'argent et tous autres commerces où le prix demandé ne correspond pas à la valeur commerciale échangée.

Sur les marchés, toute publicité n'émanant pas de ses propres commerçants est interdite.

Accusé de réception en préfecture
00785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Conformément à la réglementation nationale ainsi qu'aux engagements de la Ville de Villeneuve-Saint-Georges, seule l'utilisation des sacs suivants est autorisée :

- Les sacs en plastique biosourcé compostable avec les mentions suivantes obligatoirement apparentes :
- La phrase « sac fabriqué avec plus de 50% de matières biosourcées », mention à réactualiser en fonction des normes en vigueur
- La norme ISO 16620-2, mention à réactualiser en fonction des normes en vigueur
- Le label « OK COMPOST HOME »
- Les sacs en papier compostables certifiés FSC
- Les sacs réutilisables

La distribution de pailles en plastique à usage unique est totalement interdite. La vente et la mise à disposition des produits en plastique jetable suivants sont interdites : les couverts, les assiettes jetables cartonnées comportant un film plastique ainsi que les assiettes en plastique compostable, les boîtes en polystyrène expansé pour la nourriture à emporter ou à consommer sur le lieu de vente, les gobelets même compostables, les couvercles et bouchons pour boissons, les touillettes pour boissons, les piques à steak.

Les commerçants s'engagent à respecter les prescriptions de la loi AGEC en vigueur relatives au tri des déchets alimentaires, notamment à collecter les biodéchets, et à lutter ainsi contre le gaspillage alimentaire.

Article 16 – JUSTIFICATIFS PROFESSIONNELS OBLIGATOIRES

Il est rappelé que tous les commerçants, abonnés et non abonnés, doivent être en mesure de justifier à tout moment auprès des autorités administratives compétentes en matière de contrôles ou en cas de vérification des services de police, de la régularité de leur situation eu égard à l'exercice de leur profession. Pour cela, ils doivent être en mesure de présenter les justificatifs en cours de validité et notamment :

1. Pour les commerçants résidant hors du territoire communal :

- « Carte de commerçant ou artisan ambulant », en cours de validité. Elle est délivrée par les Centres de Formalité des Entreprises (CFE) placés auprès des CCI et des Chambres de Métiers et de l'Artisanat. Elle doit être renouvelée tous les 4 ans.

Pour les nouveaux déclarants, fournir l'attestation provisoire (valable 1 mois) remise préalablement à la délivrance de la carte.

- Préposés, salariés, conjoints (collaborateurs, salariés ou associés) ou personnes liées au titulaire de la carte précitée par un pacte civil de solidarité, et exerçant pour le compte du titulaire de la carte :

- Copie certifiée par le titulaire de l'emplacement et sous sa responsabilité de la « Carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante » ;
- Document établissant le lien avec le titulaire de la carte précitée ;
- Extrait k (ou k-bis) attestant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou attestation d'inscription au répertoire des métiers, délivrés depuis moins de 3 mois, ou récépissé de déclaration auprès du centre de formalité des entreprises (CFE) pour les auto-entrepreneurs ;
- Pièce d'identité avec photographie ;
- Bulletin de paie original datant de moins de trois mois (pour les salariés) ;
- Titre de séjour ou autorisation de travail (pour les étrangers).

2. Pour les commerçants sédentaires résidant à Villeneuve-Saint-Georges

- Extrait k (ou k-bis) attestant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou attestation d'inscription au répertoire des métiers, délivrés depuis moins de 3 mois, ou récépissé de déclaration auprès du centre de formalité des entreprises (CFE) pour les auto-entrepreneurs ;
- En cas d'habitation : tous documents officiels émanant d'une autorité administrative prouvant l'adresse de l'habitation ;
- Si le déclarant n'est pas ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen (Islande, Norvège et Liechtenstein), il doit justifier qu'il dispose d'un titre de séjour en cours de validité et autorisant l'exercice d'une activité commerciale.

3. Pour les exploitants agricoles, pêcheurs professionnels :

- Copie des documents justifiant de leur qualité de producteur (carte d'exploitant agricole, extrait de relevé parcellaire, certificat de mutualité agricole) ou de pêcheur (livret professionnel maritime et récépissé du rôle d'équipage) ;
- Pour les producteurs-bio : copie du dernier certificat « agriculture biologique » établi par un organisme agréé sur le territoire français (actualisé annuellement) ;
- Pour les revendeurs-bio : copie du certificat d'origine de leurs producteurs ou photocopie des factures portant la mention « biologique ».

4. Pour tout occupant d'emplacement :

- a) Document d'identité avec photographie (y compris préposés, salariés et conjoints) ;
- b) Photocopie de l'attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » pour les commerçants en cours de validité.

094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article 17 – OBLIGATION D'OCCUPATION PERSONNELLE

Les emplacements accordés à l'abonnement sont strictement personnels et ne peuvent en aucun cas être prêtés, sous-loués ni vendus.

L'occupation habituelle d'un même emplacement sur le domaine public, ne confère au titulaire aucun droit de propriété ou titre quelconque sur celui-ci.

Seuls le conjoint, les enfants ou les employés salariés déclarés du titulaire ont la possibilité de le remplacer occasionnellement à condition que ce dernier en fasse la demande et justifie à tout moment de la qualité de ses remplaçants.

Toute autorisation donnée au titulaire à cette occasion n'interrompt pas le paiement de l'abonnement établi à son nom et dont il reste personnellement responsable.

L'utilisation de la qualité de « gérant » est interdite tout comme toute entente ou association postérieure à l'attribution d'une place qui aurait pour but dissimulé d'en transférer l'utilisation à une autre personne que celle à laquelle elle a été attribuée.

En cas d'infraction constatée, l'autorisation d'occuper l'emplacement est résiliée.

En cas de décès du commerçant abonné, le conjoint survivant ou l'un de ses enfants pourra continuer à bénéficier de l'abonnement à la condition d'en faire la demande par écrit avec toutes justifications. Dans ce cas, le nouveau bénéficiaire de l'emplacement ne conservera pas l'ancienneté du titulaire initial.

Cependant, les titulaires payant régulièrement leurs abonnements ne peuvent être dépossédés de leurs emplacements à moins d'être exclus du marché pour infraction au règlement comme à tous arrêtés, décrets, lois ou ordonnances se rapportant à la Police, à la tenue ou à l'hygiène du marché.

Article 18 – MISE À JOUR DES RENSEIGNEMENTS

Les commerçants doivent communiquer toute modification des renseignements les concernant, auprès des services de la Ville, du Concessionnaire ou de ses représentants.

Tous les ans au cours du mois de janvier ou à une autre période spécialement indiquée, chaque commerçant abonné remet à la Ville, au Concessionnaire ou à ses représentants copie de l'ensemble des documents en cours de validité l'autorisant à exercer son activité commerciale.

L'absence de transmission des informations ou des documents ci-dessus sera considérée comme infraction au présent règlement comme définie à l'Article 41 ci-dessous.

Article 19 – IDENTITÉ DES COMMERCANTS

Les commerçants doivent bien placer en évidence à leur place, une plaque indiquant leur nom, prénom, commerce et numéro d'inscription au Registre du Commerce ou des Métiers.

Article 20 – OBLIGATION D'ÉTALAGE

Tous les emplacements doivent servir à l'exposition, à l'étalage et à la vente des marchandises pour lesquels ils ont été attribués.

En aucun cas, ils ne peuvent servir de dépôt, de passage ou rester inoccupés même partiellement.

Article 21 – PLURALITÉ DES EMPLACEMENTS

Chaque commerçant ne peut occuper qu'un seul emplacement sur un même marché.

Tout changement de place au cours d'une même journée, entraîne le paiement des droits dus pour la nouvelle place occupée.

Article 22 – PROPRETÉ ET HYGIÈNE DU MARCHÉ

Les commerçants doivent toujours maintenir et laisser leur emplacement personnel en parfait état de propreté en procédant si nécessaire aux lavages et désinfections de celui-ci. Ils doivent respecter en tout temps les dispositions du règlement Sanitaire Départemental.

Statut de l'Établissement en Préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Procédure de transmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Les commerçants doivent recueillir et entreposer dans des récipients personnels, dès le déballage et en cours de vente, au fur et à mesure de leur production, tous les déchets, détritiques, ainsi que tous les papiers, frises, débris, sacs et emballages légers, afin d'éviter leur dispersion. A la fin de la séance de marché et pour permettre l'enlèvement des immondices, ils déposent tous les déchets exclusivement aux endroits de regroupement indiqués, tout abandon sur les emplacements et dans les allées étant interdit.

Il en est de même de tous les emballages vides tels que cageots, caisses (en bois ou polystyrène), cartons, etc. qui doivent être déposés par eux aux endroits indiqués, dans les conditions qui leurs sont prescrites, séparément des ordures afin d'organiser les opérations de tri et de valorisation des déchets.

L'apport et le dépôt d'emballages ou de marchandises avariées, autres que ceux en provenance de la vente du jour sur le marché, sont interdits.

Les bio déchets devront être versés dans les conteneurs prévus à cet effet. Les huiles usagées de cuisson devront être versées dans les récipients prévus à cet effet.

Les règles de tri devront être respectées avec une parfaite rigueur, par les commerçants.

Article 23 – RETARDS ET ABSENCES

Le titulaire d'un abonnement, ou son remplaçant dans les conditions du présent règlement, se présentant sur les marchés après l'horaire « attribution des places libres » indiqué à l'Article 2 ci-dessus, ne peut réclamer son emplacement si ce dernier a déjà été attribué pour la séance selon les dispositions de l'Article 8 ci-dessus, ni demander le remboursement des droits payés d'avance. Dans ce cas, il reçoit, dans la limite des disponibilités et pour la séance de marché en cours, une place pourvue ou non de matériel et ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

Un commerçant présent dans le marché couvert du centre, qui n'assure pas une ou plusieurs séances consécutives, sans justificatif, se verra appliquer les pénalités suivantes :

Nombre d'absence	Sanction
Une absence	Un avertissement
Deux absences	Une pénalité de 300 €
Trois absences	Une exclusion temporaire de 15 jours
Quatre absences	Exclusion définitive

Article 24 – SANCTION ET CAS DE FORCE MAJEURE

Les titulaires d'un abonnement sont tenus d'exercer leur activité chaque jour de tenue du marché.

Sauf cas de force majeure ou raisons graves dûment justifiées et acceptés par le Maire, toute absence répétée sans motif reconnu valable sera sanctionnée conformément à l'article 5.

Les commerçants désireux d'interrompre leur activité pour une période maximale d'un mois et demi doivent en informer à l'avance et par écrit le représentant du Concessionnaire, en précisant la date de leur reprise d'activité. Ils doivent payer d'avance le ou les abonnements venant à échéance pendant leur absence.

Lorsque l'interruption d'activité dépasse la durée autorisée, le Concessionnaire ou son représentant, afin d'assurer l'achalandage des emplacements, adresse au titulaire une mise en demeure d'exercer. Sans réponse ou reprise d'activité dans un délai de huit jours par le titulaire de l'emplacement, sa déchéance est effective et son emplacement réattribué.

Cependant, si ce dernier justifie d'une impossibilité d'exercer pour raison de force majeure, de maladie ou accident, il pourra bénéficier des conditions prévues à l'Article 28 ci-dessous.

Pendant la période des congés annuels, les titulaires exerçant le même commerce, doivent s'organiser afin qu'un minimum d'étals suffisant reste à la disposition de la clientèle. En cas de litige, l'Administration Municipale se réserve le droit d'intervenir pour faire en sorte de maintenir pendant la période considérée, un nombre d'étals suffisant de même commerce. A cet effet, elle peut autoriser l'appel à des commerçants de commerce identique sur d'autres marchés ou ayant formulé une demande et ce, à titre provisoire pour assurer l'approvisionnement.

Article 25 – ASSURANCE DES COMMERCANTS

Pour la halle

Le titulaire d'un emplacement doit contracter une assurance qui couvre sa responsabilité civile et occupant notamment professionnelle, pour les dommages corporels ou matériels causés à quiconque :

Accusé de réception en préfecture
n° 2025-06-01-2-00000000
Date de télétransmission : 24/12/2025
par le représentant des personnes

remplacent ou l'assistent, par son personnel ou par le matériel, véhicules ou marchandises dont il est propriétaire, ou dont il a la garde. Le risque incendie doit être inclus dans le contrat d'assurance. Outre l'assurance responsabilité civile professionnelle, une assurance couvrant le risque d'intoxication alimentaire est demandée des professionnels vendant des produits alimentaires.

En outre, ce contrat doit couvrir de manière suffisante les risques locatifs en rapport avec les lieux et l'activité exercée au cas où la responsabilité de l'occupant serait engagée à l'égard de la Ville ou du Concessionnaire, pour des dommages causés à des biens appartenant à ceux-ci. La justification de l'exécution de cette obligation doit être fournie à la Ville ou au Concessionnaire.

A défaut d'une couverture suffisante auprès d'une Compagnie notoirement solvable, les titulaires d'emplacement sont tenus de rembourser eux-mêmes à la Ville ou au Concessionnaire, le préjudice consécutif à tout dommage provoqué par leur présence sur les marchés.

Pour le marché extérieur

Le titulaire d'un emplacement doit contracter une assurance qui couvre sa responsabilité civile d'occupant notamment professionnelle, pour les dommages corporels ou matériels causés à quiconque : par lui-même, par les personnes qui le remplacent ou l'assistent, par son personnel ou par le matériel, véhicules ou marchandises dont il est propriétaire, ou dont il a la garde.

Outre l'assurance responsabilité civile professionnelle, une assurance couvrant le risque d'intoxication alimentaire est demandée des professionnels vendant des produits alimentaires.

A défaut d'une couverture suffisante, les titulaires d'emplacement sont tenus de rembourser eux-mêmes à la Ville ou au Concessionnaire, le préjudice consécutif à tout dommage provoqué de leur fait ou de celui des personnes ou des choses dont il a la garde ou dont il doit répondre sur les marchés.

TITRE 5 - CHANGEMENTS AFFECTANT L'OCCUPATION

Article 26 – AGRANDISSEMENT OU MUTATION DES COMMERCANTS ABONNÉS

Les commerçants abonnés désireux de s'agrandir, de réduire ou de changer d'emplacement, doivent en faire la demande par écrit.

Les autorisations d'agrandissement sont accordées sous réserve des dispositions de l'Article 8.

Dans tous les cas, aucun emplacement restant disponible ne peut être inférieur à deux mètres de façade sur l'allée principale.

S'il en est autrement, le commerçant concerné est obligé de prendre la totalité de la place libre qui lui est offerte.

Si un commerçant dont la place a été agrandie désire réduire l'importance de celle-ci, l'abandon de l'agrandissement dont il a bénéficié peut lui être imposé en priorité.

Dans tous les cas, les commerçants désireux de réduire l'importance de leur emplacement, peuvent se voir obligés d'abandonner ou de conserver au moins quatre mètres de façade, pour faciliter l'attribution de l'emplacement abandonné, étant entendu que l'attribution d'emplacements inférieurs à quatre mètres de façade sur allée principale ne se fera éventuellement que sur ceux physiquement distincts et isolés rentrant dans cette catégorie.

Article 27 – CHANGEMENT OU ADJONCTION DE COMMERCE

Il est interdit aux commerçants de changer la nature de leur commerce ou des articles autorisés pour lesquels un emplacement leur a été attribué, comme d'y adjoindre la vente d'articles nouveaux.

Toute modification ou adjonction doit faire l'objet d'une demande écrite. Au cas où celle-ci serait acceptée, le changement d'emplacement pourra être exigé.

Toute modification ou adjonction non autorisée entraîne le retrait de la place et la résiliation de l'abonnement.

Article 28 – REPRISE D'ACTIVITÉ APRÈS UNE ABSENCE DE LONGUE DURÉE

Les commerçants qui seraient dans l'impossibilité de tenir ou faire tenir leur emplacement selon les dispositions de l'Article 24 ci-dessus, pendant plus de deux mois, verront leur abonnement résilié et leur place réattribuée.

Cependant, si cette impossibilité d'exercer était le fait de raison grave ou de force majeure, justifiée, reconnue et acceptée, il pourra être accordé au titulaire une priorité pour obtenir un nouvel emplacement lors des attributions de places futures, au moment de sa reprise d'activité en fonction des possibilités et à la condition expresse de ne pas avoir changé la nature de son commerce entre-temps.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

A cet effet, le titulaire pourra adresser une demande accompagnée de toutes justifications au Maire qui reste seul juge de la suite à donner.

Article 29 – DÉPLACEMENT OU SUPPRESSION D'EMPLACEMENT PAR SUITE DE TRAVAUX OU D'ÉVÉNEMENTS FORTUITS

En cas de modifications dans la disposition du marché, les commerçants ne pourront prétendre à aucune indemnité, pour quelque motif que ce soit, même si la surface qu'ils occupaient précédemment s'en trouvait réduite.

Si par suite de travaux ou d'événements fortuits, des commerçants abonnés se trouvaient momentanément ou définitivement privés de leur emplacement, il leur en serait attribué un autre, pourvu ou non de matériel d'abris suivant les possibilités ou en fonction des éventuelles décisions prises par le Maire en matière de modifications sur les autres emplacements ou les métrages. En tout état de cause, ils ne pourront prétendre à une quelconque indemnité.

Les commerçants dont la place aurait été définitivement supprimée, pourront s'ils le désirent et s'ils en font la demande, bénéficier d'un droit de priorité pour obtenir l'attribution d'une place devenant libre par la suite, sous réserve des dispositions de l'Article 8 ci-dessus.

Article 30 – DÉPART DU COMMERÇANT- DÉMISSION

Si un commerçant est exclu, ou démissionnaire d'office en cas de non-paiement, de son abonnement à échéance, après mise en demeure, son emplacement devra être libre de toute installation et matériel dans un délai maximum de 15 jours. A défaut d'y procéder dans ce délai, le Concessionnaire ou la Ville pourra faire évacuer aux frais de l'intéressé les dits matériels et installations pour mise en décharge.

TITRE 6 - INSTALLATIONS ET UTILISATION DES MATÉRIELS

Article 31 – MATÉRIEL DU CONCESSIONNAIRE

RÉGIME DES LOCATIONS

Le Concessionnaire a l'exclusivité de la mise en place d'abris fixes ou mobiles et le cas échéant, de leurs accessoires tels que bâches de protection, toiles de fond, gouttières, etc.

Les commerçants désireux de tels matériels doivent en faire la demande écrite auprès du Concessionnaire ou son représentant, en y joignant un descriptif détaillé.

Sur les parties du marché ainsi équipées, les commerçants ont l'obligation d'acquitter les droits afférents même s'ils sont tolérés à utiliser leur matériel personnel.

Le Concessionnaire peut éventuellement fournir aux commerçants un matériel complémentaire de tables et tréteaux, sans que cela constitue une obligation ni pour lui ni pour les commerçants. Dans cette éventualité, il fait son affaire personnelle des modalités de fourniture, de garde et de location auprès des commerçants qui lui en feront la demande.

RESPONSABILITÉS

Le matériel d'abris pouvant être fourni par le Concessionnaire ou la Ville, est attaché aux marchés. Tout commerçant qui s'empare de ce matériel pour une utilisation personnelle autre, s'expose aux dispositions prévues à l'Article 41 ci-dessous sans préjuger des poursuites que le Concessionnaire ou la Ville sont en droit d'engager à son encontre.

Lorsque cette fourniture est mise en place, le Concessionnaire est responsable des dommages occasionnés par le matériel lui appartenant lors des opérations de manutention qu'il effectue.

La Ville ne peut être rendue responsable des accidents survenant à ces occasions.

Les commerçants doivent respecter l'alignement des étals et en aucun cas les faire déborder sur l'allée réservée à la clientèle ou à la circulation.

Article 32 – MATÉRIEL DES COMMERCANTS

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, ainsi que l'intérêt des consommateurs, la présentation des étals sur les marchés ne doit pas nuire à la bonne tenue générale de ceux-ci.

Pour les installations, chaque commerçant doit respecter les dispositions réglementaires en matière d'hygiène pour ce qui se rapporte à son activité.

A cet égard, il est rappelé que sont interdits :

- la vente à même le sol ou sur des toiles ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

- l'utilisation d'emballages posés à même le sol pour soutenir l'étal ;
- la vente à même les étals ;
- l'usage d'un matériel d'étal ou de couverture non conforme aux normes de sécurité ou pouvant présenter un danger pour le public ou pour les autres commerçants.

La façade des étals sous le plateau de vente doit être fermée jusqu'à 0,10 m du sol par tous panneaux de tissus, plastique ou autre matière propre et en bon état.

Les étals, stands ou camions magasin doivent respecter les limites autorisées de l'emplacement attribué, ainsi que les alignements.

Ils doivent également ne pas empiéter ou déborder sur les passages, allées ou sur les éventuels appareillages de sécurité ou de secours qui doivent rester dégagés.

Article 33 – DEMANDES D'INSTALLATIONS PERMANENTES DANS LE MARCHÉ COUVERT DU CENTRE

Pour le marché couvert du centre, les commerçants désireux d'aménager des installations personnelles permanentes d'étals ou de stands, doivent en faire la demande par écrit au Maire qui, sur avis des Services concernés et du Concessionnaire, décide d'accorder une autorisation. Le dossier à déposer doit s'appuyer et respecter l'ensemble des clauses du cahier des charges et de prescriptions élaboré pour l'aménagement et l'agencement des étals du marché couvert du centre.

Sont d'autre part interdits :

- l'emploi de ficelles ou fils de fer apparents,
- la réalisation de trous, scellements, saignées, soudures, etc., dans les sols, murs, cloisons, poteaux, charpente, etc. du marché,
- les surcharges aux charpentes, poutres, toiture du marché,
- les dégradations aux revêtements intérieurs éventuels,
- l'usage de colliers de serrage, dans des conditions pouvant dégrader les surfaces ou empêcher les dilatations,
- l'obstruction des accès aux appareillages des bâtiments (câblages, canalisations, vannes, robinets, regards de visite, bouches de lavage, boîtiers, armoires, etc., ainsi que tous appareils éventuels de sécurité ou de secours (robinets d'incendie armés, boîtiers bris de glace d'alarme incendie, commandes de désenfumage, extincteurs, etc.),
- l'éclairage d'enseignes par des sources lumineuses fixées hors des limites de l'étal,
- la pose de tout plancher dont l'objectif est de surélever l'étal, même si l'installation est sommaire et éphémère.
- l'usage d'enseignes par caissons lumineux, clignotant ou diffusant une couleur ou une intensité lumineuse de nature à gêner les occupants et les étals des commerçants voisins de même que la clientèle.

Toutes les installations personnelles faites sans autorisation ou non conformes, doivent être retirées ou modifiées (après autorisation municipale) selon le cas, aux frais du commerçant concerné et ce, dans un délai maximum d'un mois.

En cas de mutation ou de départ définitif, les commerçants doivent remettre leur emplacement en état à leurs frais, et procéder au démontage et à l'évacuation totale de leurs agencements et matériels personnels. Si cette demande de retrait ou de démontage n'était pas exécutée dans le délai imparti, le Concessionnaire ou la ville se chargera de l'enlèvement des éléments. Les coûts afférents à cette prestation devront être supportés par le commerçant concerné.

A la fin de chaque marché, les commerçants doivent débarrasser complètement leurs places de toutes marchandises et emballages de toute nature. Il en sera de même pour le matériel d'étal ou stand personnel, à moins de payer pour ces derniers les droits de resserre, éventuellement prévus au tarif général.

Article 34 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DES COMMERCANTS

Le marché couvert du centre :

Les étals des commerçants sont équipés d'une installation électrique.

L'ensemble des installations électriques personnelles des commerçants (raccordements, câblages, appareillages, machines, etc.) doivent être et rester en conformité aux normes de sécurité en vigueur. Les commerçants doivent pouvoir attester de cette conformité et faire procéder aux contrôles annuels de leurs installations, par un organisme agréé. A défaut, leur raccordement sur les points de livraison pourra être supprimé.

La propriété d'un matériel de raccordement personnel sur le réseau de distribution électrique entraîne la responsabilité entière du commerçant concerné. En conséquence, seul le titulaire du branchement est autorisé à en faire usage.

Toutes les installations personnelles, faites sans autorisation ou non conformes doivent être retirées ou selon le cas modifiées (après autorisation municipale), aux frais du commerçant concerné dans les délais qui lui seront prescrits.

L'usage de chauffage électrique est rigoureusement interdit ainsi que le fonctionnement de tout appareil ou éclairage qui n'aurait pas été déclaré ou autorisé.

Le marché HBM :

Les commerçants désirant disposer d'énergie électrique pour leurs besoins strictement personnels doivent en faire la demande au Maire ou au Concessionnaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Les demandes doivent désigner les équipements envisagés (éclairage et appareillages : nature, puissance unitaire, nombre, etc.).

Une priorité est accordée aux commerçants vendant des denrées périssables pour le fonctionnement de leur moyen de conservation de leur marchandise, selon les dispositions réglementaires.

Tout branchement personnel des commerçants sur les points de livraison est réalisé à leurs frais et sous leur responsabilité, dans le respect des prescriptions indiquées.

Toutes les installations personnelles faites sans autorisation ou non conformes doivent être retirées ou modifiées (après autorisation municipales) selon le cas, après autorisation aux frais du commerçant concerné, dans un délai d'un mois maximum.

Article 35 – INSTALLATION D'APPAREILS DE CUISSON

Les commerçants désirant faire cuire des denrées sur les marchés doivent obligatoirement et préalablement solliciter par écrit l'autorisation du Concessionnaire en fournissant toutes indications sur les caractéristiques techniques de leur projet d'installation, lesquelles doivent répondre aux normes en vigueur notamment en matière d'usage du gaz ou éventuellement ne pas dépasser la puissance électrique pouvant être autorisée.

Leur installation doit en outre assurer une protection contre les nuisances dues :

- aux fumées et odeurs,
- aux projections et écoulement au sol,
- aux rayonnements dangereux de chaleur.

Ils doivent être aussi en mesure de justifier :

- du maintien en conformité de leurs installations et appareillages,
- de leur assurance en cours de validité couvrant les risques encourus,
- de leurs précautions prises pour garantir la sécurité du public, des autres commerçants et de leurs biens, ainsi que ceux appartenant à la Ville ou au Concessionnaire.

Toute infraction entraînera l'application des mesures prévues par le présent règlement.

Article 36 – CONDITIONS D'UTILISATION D'APPAREILS A GAZ

Les commerçants ont l'obligation de respecter et faire respecter par leur personnel, les dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public entre autre l'article GC 17. Les appareils de cuissons utilisant un combustible gazeux doivent être installés à un poste fixe.

Tout appareil doit être agréé, homologué, conformément aux normes et règlements en vigueur et être tenu en parfait état de fonctionnement.

L'utilisation des matériels de cuisson à gaz dans le marché couvert du centre est interdite.

Elle est autorisée uniquement sur les marchés découverts et aux abords du marché couvert du centre.

En outre, par mesure de sécurité, les appareils autorisés doivent respecter les mesures suivantes :

- les installations doivent être placées hors d'atteinte du public, en poste fixe, avec les écrans de protection nécessaires,
- une bouteille de gaz ne peut alimenter qu'un seul appareil,
- les bouteilles de gaz en service sont obligatoirement munies d'un ou plusieurs appareils détendeurs de pression solidement fixés,
- les bouteilles de gaz en réserve restent coiffées du bouchon métallique recouvrant le robinet,
- les bouteilles doivent être protégées contre les chocs. Dans le cas où la protection est assurée par des récipients clos, ceux-ci doivent être dotés d'ouvertures assurant une parfaite ventilation,
- les tuyaux de raccordement doivent toujours être en parfait état et ne jamais atteindre la date de péremption, la longueur flottante devant être aussi réduite que possible,
- le stockage de bouteille de gaz sur les marchés entre les séances d'ouverture est interdit,
- l'espace de sortie des stands doit permettre une circulation rapide,
- les commerçants utilisateurs du gaz doivent avoir un extincteur personnel, à poudre polyvalente, et adéquat à portée immédiate,
- Pour les cas autorisés, l'usage du gaz est strictement limité à l'alimentation d'appareils absolument nécessaires à la confection des marchandises vendues lors des séances.

ROTISSERIES SUR REMORQUE :

Les règles de sécurité édictées ci-dessus doivent être respectées pour toute utilisation d'une rôtisserie sur remorque.

Les matériels seront conformes à la réglementation sanitaire existante et agréées par le service des Mines.

Par mesure de sécurité et dans la mesure du possible, ces rôtisseries sur remorque doivent être en retrait possible de l'alignement des autres étals.

Service des Mines et Préfecture
084 2194 00788-26251224-25114-B-5E
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Ils seront placés séparément des autres installations, qui nécessitent du froid. Devront également disposer d'un revêtement amovible permettant de protéger les sols.

Article 37 – RÉPARTITION DES CHARGES DE FOURNITURE DES FLUIDES

Les charges se rapportant aux consommations, abonnements, taxes diverses et frais de gestion se rapportant à la fourniture des fluides nécessaires au marché sont réparties auprès des commerçants, sur relevé individuel ou selon une clef de répartition définie selon les moyens techniques disponibles.

Le cas échéant, le Concessionnaire est conventionnellement autorisé par la Ville à répartir également les frais d'entretien ou de réparation des réseaux de distribution du marché, la mise en conformité aux normes, l'augmentation de puissance du branchement pouvant être nécessaires ou obligatoires.

Les commerçants remboursent au Concessionnaire, à première réquisition conformément aux dispositions de l'Article 39 ci-dessous, leur quote-part de ces charges et frais ainsi avancés.

Le défaut de paiement dans un délai d'un mois entraîne la coupure du branchement individuel, nonobstant toute poursuite en recouvrement des sommes dues et intérêts de retard.

TITRE 7 -RÉGIME TARIFAIRE

Article 38 – FORMATION DES TARIFS

L'autorisation d'occupation du domaine public est assujettie au paiement de droits de place. Le montant des droits de place est fixé et peut être actualisé chaque année par délibération du conseil Municipal de la ville de Villeneuve-Saint-Georges et après consultation des représentants des commerçants des marchés de Villeneuve-Saint-Georges. La ville confie leur perception au Concessionnaire. L'application de la taxe de droit de place est basée sur le mètre linéaire de façade marchande de toute nature.

Les sommes dues par les commerçants abonnés ou non, comprennent les différents droits, redevances ou taxes, correspondant aux emplacements retenus ou occupés, leurs matériels, accessoires et dépendances, comme ceux pouvant être créés par la Ville.

Pour les abonnements, le montant des droits dus est constitué par le prix d'une séance multiplié par le nombre et la nature de séances de marché compris dans la période de validité.

Un décompte détaillé des droits à payer, sera remis à tous les commerçants abonnés, par le Concessionnaire ou son représentant, à l'occasion de chaque modification des droits ou taxes.

Les droits dus pour les marchés supplémentaires qui pourraient se tenir dans le courant d'un abonnement seront perçus en supplément.

Article 39 – PAIEMENT

Toutes les sommes sont à régler comptant au représentant qualifié du Concessionnaire, à première réquisition le jour même de la séance pour les non abonnés et le 1^{er} jour de la période de validité de l'abonnement pour les abonnés, en monnaie ou billets de la Banque Centrale Européenne, à l'exclusion de tout autre mode libératoire qui pourra être refusé par celui-ci, et contre remise de justificatifs, d'un montant égal à la somme réclamée.

Les commerçants abonnés du marché couvert du centre verseront en outre un dépôt de garantie non productif d'intérêts et égal à deux mois de droits de place pour leur emplacement afin de garantir la bonne exécution de leurs obligations de toutes natures résultant du Règlement du marché. A chaque prélèvement sur le dépôt de garantie, les commerçants ont l'obligation de le reconstituer intégralement, l'ajustement de son montant étant par ailleurs opéré tous les 5 ans à hauteur de l'évolution des droits de place.

Les agents chargés du recouvrement des tarifs sont toujours porteurs d'un exemplaire ou d'un extrait de celui-ci. Ils le produisent à la demande des redevables ou en cas de contestation.

Article 40 – RESPONSABILITÉS

La Ville et le Concessionnaire déclinent toute responsabilité pour les accidents, vols, incendies ou dégradations du fait de ou causés aux marchandises, matériels et véhicules des commerçants se trouvant sur les marchés ou à leur proximité, avant, pendant ou après les heures d'ouverture.

La Ville et le Concessionnaire rejettent formellement toute responsabilité en cas d'indisponibilité totale ou partielle des emplacements du marché qui serait la conséquence d'évènements fortuits ou travaux cités ci-avant.

Il est précisé que le versement des droits d'occupation, de déchargement ou éventuellement de resserre, n'implique aucun droit de garde ou responsabilité quelconque, les propriétaires n'étant pas dispensés de veiller sur leurs biens.

Article 41 – SANCTION DES INFRACTIONS

1. Exercice des pouvoirs de police du Maire

Indépendamment des sanctions administratives décrites ci-dessous et notamment lorsque celles-ci se révèlent inadaptées ou insuffisantes, le maire prend en vertu des articles L2122-24 et L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, toutes sanctions pour assurer dans les meilleurs conditions le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique sur les marchés.

Il en est ainsi notamment lorsque les infractions constatées impliquent des sanctions immédiates allant jusqu'à l'expulsion du marché dans les cas où, sans que cette liste soit limitative, les commerçants :

- ne présentent pas les documents en cours de validité les autorisant personnellement à exercer leur activité,
- n'attestent pas de la conformité aux normes en vigueur de leurs installations personnelles ;
- n'attestent pas de leur situation régulière eu égard à leur obligation d'assurances professionnelles en produisant des attestations en cours de validité ;
- font l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire sans autorisation de poursuivre l'activité ;
- sont frappés pénalement d'une incapacité d'exercer une profession commerciale ou industrielle ayant fait l'objet d'une condamnation définitive depuis moins de 10 ans ;
- sont à l'origine de manquements graves aux obligations générales de conformité des produits exposés à la vente, eu égard aux exigences légales et réglementaires de sécurité, de santé des personnes, de loyauté des transactions commerciales et de protection des consommateurs ; comme en cas avéré de fraudes, falsifications et délits connexes ;
- causent du scandale, troublent l'ordre public par des insultes, menaces ou violences, envers toute personne physique ou morale.

2. Sanctions administratives

En dehors des cas où le maire prend des sanctions dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs de police comme indiqué ci-dessus, le maire ou son représentant, après avoir examiné les infractions relevées au présent règlement (hormis les sanctions prévues à l'article 24 relatives à l'assiduité) et mis les contrevenants à même de présenter leurs moyens de défense, se réserve le droit de prononcer, sans aucune indemnité, soit la suspension soit la résiliation avec interdiction de présenter une nouvelle demande de place dans un délai adapté à l'infraction, de l'autorisation d'occuper tout emplacement précédemment accordée.

Dans ce cas, les infractions constatées entraînent les sanctions suivantes :

Premier constat d'infraction :	Mise en demeure de se conformer au règlement ou à la législation
Deuxième constat d'infraction : (dans les 24 mois suivant la première infraction)	Exclusion temporaire du marché durant deux semaines, après invitation à présenter les moyens de défense
Troisième constat d'infraction : (dans les 24 mois suivant la deuxième infraction)	Exclusion définitive : retrait de l'emplacement et interdiction de candidature, après invitation à présenter les moyens de défense

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Le premier constat d'infraction est effectué par le Concessionnaire qui le transmet à la Ville.

Les mesures d'exclusion sont prononcées et notifiées par le Maire.

L'exclusion provisoire entraîne la suspension de l'autorisation d'occuper l'emplacement attribué pour la durée prévue au présent règlement. Elle n'interrompt pas le paiement de l'abonnement et les commerçants faisant l'objet de cette sanction et désireux de conserver leur emplacement doivent donc obligatoirement acquitter le montant de l'abonnement selon les modalités habituelles.

L'exclusion définitive entraîne la perte de la place attribuée et l'interdiction de présenter toute candidature à l'attribution d'une place.

3. Dispositions communes aux sanctions

Le titulaire d'un emplacement faisant l'objet d'une mesure d'exclusion ne peut se présenter sur le marché pour y exercer directement ou par personne interposée, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, notamment avec le statut de conjoint collaborateur, d'associé ou de salarié ou encore dans le cadre de l'entraide familiale.

Sans préjudice des autres recours possibles à leur encontre, les commerçants n'obtempérant pas à une mesure d'exclusion sont redevables auprès du Concessionnaire d'une indemnité journalière établie par référence aux tarifs en vigueur applicables à l'emplacement et ce, jusqu'à la libération complète de celui-ci.

En outre, toute occupation d'un emplacement, même disponible à l'attribution, en violation des dispositions réglementaires, en vue d'offrir, de mettre en vente ou d'exposer des marchandises sur le marché est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe. Les personnes coupables de cette contravention encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi à commettre l'infraction (article R644-3 du code pénal).

Article 42 – ANIMATION ET PUBLICITÉ

Compte tenu de la nécessité de promouvoir le développement commercial du marché et renforcer l'activité personnelle des commerçants, après consultation des représentants des commerçants, un budget spécifique permettant le financement des opérations d'animation et de publicité est institué au bénéfice exclusif desdits marchés.

Les dépenses incluant les frais de gestion de ce compte spécifique sont engagées annuellement par le Concessionnaire après consultation des représentants des commerçants et de la Ville, et ce dans la limite du produit de la redevance d'animation et de publicité prévue au tarif général voté par le Conseil Municipal.

Cette redevance est revue régulièrement chaque année d'un commun accord entre les parties en fonction du budget de dépenses envisagé.

Lorsque les dépenses portent sur l'achat de petits matériels, pour la décoration ou la sonorisation par exemple, ceux-ci sont remis en toute propriété à la Ville dès leur acquisition par le Concessionnaire.

Dans le trimestre suivant la fin de chaque exercice, le Concessionnaire présente à la Ville le récapitulatif comptable des opérations et dépenses de l'exercice écoulé.

Article 43 – REPRÉSENTATION DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES CONCERNÉES ET CONSULTATIONS LÉGALES

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-18 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a procédé à la constitution d'une commission des marchés forains.

La commission est présidée par le Maire ou son représentant.

Elle comprend :

- Le Maire
- Trois représentants de la Ville,
- Un représentant du Concessionnaire,
- Quatre représentants des commerçants abonnés sur les marchés de la commune, désignés par l'ensemble des commerçants abonnés présents sur les marchés communaux.

La commission est consultée dans le cadre du dispositif prévu à l'article L.2224-18 du Code général des collectivités territoriales et selon les besoins et sur proposition d'une des parties. Elle soumet toutes questions ou propositions ayant trait à l'organisation, au fonctionnement ou à l'animation du marché, dans la limite et le respect de la présente réglementation et des attributions de chaque partie.

Pour l'élection du collège des représentants des commerçants, les candidats et électeurs commerçants doivent être en situation régulière avec une année d'ancienneté sur l'un des marchés de Villeneuve-Saint-Georges, tant par la possession des documents en cours de validité les autorisant à exercer, qu'à l'égard des conditions du présent règlement.

Les avis rendus par la commission sont consultatifs et ne peuvent en aucun cas lier le Maire ou le Conseil municipal.

Accusé de réception en préfecture
N° 44-000150003-2025-12-24
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article 44 – APPLICATION DU RÈGLEMENT

Tout commerçant installé ou sollicitant une place sur le marché, accepte sans aucune restriction ni réserve toutes les clauses et conditions du présent règlement et doit se conformer aux prescriptions de la législation et de la réglementation relative à la tenue du marché.

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le ... novembre 2025

Le Maire,

Kristell Niasme

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

ANNEXE 15

DESCRIPTION, PLANNING ET COÛT DES TRAVAUX OBLIGATOIRES – MARCHÉ COUVERT

Travaux obligatoires et complémentaires pour conforter l'attractivité des marchés

Travaux initiaux		Travaux modifiés	
Nature des travaux pour les marchés du centre et HBM	Montant (HT)	Nature des travaux modifiés (suppression / ajout)	Montant (HT)
Aménagement des stands et de l'espace de convivialité : <ul style="list-style-type: none"> - Fourniture et pose de ciels d'étal sur structure acier. Plafond en placo BA 13 hydrofuge, mis en peinture, - Pose de spots Led 4 000K, prises au plafond, structures équipées de patères pour recevoir les supports d'affichage des prix et provenances des produits ainsi que les sacs plastique homologués - Fabrication et pose d'un comptoir éclairé pour l'espace de convivialité - Signalétique et jalonnement des étals - Fourniture et pose de lavabo inox à commande fémorale 	225 000 €	Aménagement des stands et de l'espace de convivialité : <ul style="list-style-type: none"> - Fourniture et pose de l'ensemble des étals constitués d'une structure métallique en tube de 50x50x2 comprenant une casquette en placo hydrofuge BA13 mis peinture et doté d'un éclairage Led et un bandeau de finition de contour en bois médium hydrofuge de 200 mm. Structure autoportée et consolidée par la création de jupes en planche brut de sciage lasurées de 2 hauteurs différente suivant la nature de l'activité et des équipements du commerçant. Mise en peinture antirouille noire des structures métalliques. - Pose de spots Led 2600 LM, tableau électrique avec interrupteur différentiel 40 A, 3 disjoncteurs de 20 A, un disjoncteur de 16A et une prise de contrôle et un équipement de télérelevé structures équipées de patères pour recevoir les supports d'affichage des prix et provenances des produits ainsi que les sacs plastique homologués - Fabrication et pose d'un stand aménagé éclairé pour l'espace de convivialité - Fourniture et pose de lavabo inox à commande fémorale sur les stands traiteurs - Démontage et retrait des installations commerciales existantes 	225 000 €

Fourniture et pose de trois écrans de communication et de bornes wifi pour garantir une parfaite couverture	9 800 €	Supprimés	/
Installation d'un système sonore pour annoncer la fin de vente	1 100 €	Inchangé	1 100 €
Mise en peinture de la halle, y compris la structure métallique ainsi que des menuiseries	70 200 €	Mise en peinture de la halle et des menuiseries	40 000 €
Rénovation des sanitaires et du local technique	28 000 €	Inchangé	28 000 €
Fourniture et pose d'une sonorisation avec équipements de diffusion (projecteurs de son, une baie équipée d'ampli tuner, d'un lecteur de cd et usb, ainsi qu'un micro hf pour les animations et la diffusion de messages)	5 800 €	Supprimés	/
Acquisition de deux presses à balle Sacria SAM 150	25 500 €	Acquisition d'une presse à balle Sacria	11 800 €
Rénovation du réseau électrique du marché HBM et dotation de coffrets	13 000 €	Supprimés	/
Mise en œuvre d'un revêtement de sol en résine antidérapant PC>20 dans les allées de circulation du marché couvert avec le traitement de l'escalier et du palier de l'ascenseur soit une surface d'environ 810 m²	58 000 €	Mise en œuvre d'un revêtement de sol en résine antidérapant époxy autolissante haute résistance au passage intensif et anti-dérapante (30% de silice sur l'ensemble de la surface des allées du marché (couche de 2 mm), travaux préalables : reprise de l'étanchéité au niveau des joints de dilatation, des grilles d'évacuation, et de points de percement occasionnés par l'installation des étaux existants. Reprise des syphons de cours par des éléments en fonte diam 30x30 pour les 35 évacuations avec une sortie de diam 80 verticale en PVC	95 300 €
Fourniture et pose de 6 portes en accordéon de 4 vantaux, avec détecteur de présence. Remplacement des tabliers de 8 rideaux et fourniture et pose d'un rideau motorisé en entrée principale	60 000 €	Rénovation des 2 façades du marché en lien avec le cabinet d'architecte conseil de la ville. (provision pour travaux) Suppression de la fourniture et la pose de 6 portes en accordéon de 4 vantaux, avec détecteur de présence.	114 000 €
Travaux de maçonnerie, serrurerie, habillage des ouvertures et des impostes en tôle perforée décoratives, ravalement des façades, mise en peinture de la cage d'escalier et de la montée d'escalier avec réalisation d'une fresque sur les contremarches et les montées. Rénovation de la façade avec démontage des	86 300 €		

deux colonnes et reprise du revêtement de sol. Réalisation de deux murs en briques de verre colorées, démontage et montage des lettres métalliques de l'enseigne sur l'arc, sur la façade			
Installation de 38 compteurs pour mesurer les consommations en eau par télérelevé	16 200 €	Supprimés	/
Fabrication de 16 barnums type parisiens pour le marché HBM : bâches et structures à savoir pieds, pignons, pannes et chariots de transport	10 300 €	Inchangé	10 300 €
Assurance dommage ouvrage	28 000 €	Inchangé	28 000 €
Assistance à maîtrise d'ouvrage	27 500 €	Inchangé	27 500 €
Total Travaux initiaux	664 700 €	Total Travaux modifiés	581.000 €

Au regard du besoin et de la nécessité de renvoyer une image attractive et accueillante du marché central de Villeneuve-Saint-Georges, la Semaco propose une série d'interventions sur les deux façades du bâti, rue Balzac et rue Janin. La proposition consiste à rompre avec la trop grande diversité de couleurs et de matériaux. Il s'agit aussi d'ouvrir une nouvelle page du marché en proposant des entrées embellies.

L'idée est aussi de réduire, au maximum, les capacités de rassemblement d'individus, en dehors des séances du marché, en repositionnant le rideau métallique au pied de l'escalier central situé rue Janin.

Pour la façade Balzac, la Semaco a étudié un dispositif au service de l'uniformité, tout en maintenant les nécessaires prises d'air. C'est pourquoi, les ouvertures sont habillées de plaques de tôles perforées décoratives peintes, en appui des ferronneries ou des impostes situées au-dessus des rideaux métalliques. La fabrication sur mesure des plaques permettra d'épouser les différentes formes. Là aussi, il est proposé de privilégier le même Ral pour tendre vers une plus grande homogénéité.

Un nettoyage en profondeur des façades avec un lavage à l'eau chaude haute pression et l'application d'un traitement fongicide seul ou d'une peinture de ravalement seront apposés. Bien entendu, la ville de Villeneuve-Saint-Georges sera invitée à choisir la couleur suivant le nuancier Ral, tant pour le ravalement que pour la ferronnerie.

Descriptifs des travaux et des interventions esthétiques pour mettre en valeur les entrées de la halle couverte feront l'objet d'un dossier technique détaillé et présenté pour obtenir les différentes validations et autorisations. Il est fort probable que les interventions sur le bâti soient réajustées afin de prendre en compte les recommandations en cours d'expression de l'architecte conseil de la ville de Villeneuve-Saint-Georges.

Ceci étant précisé, nous conseillons de retenir pour l'ensemble des ferronneries, la référence Ral 8004-C brun cuivré. Ce ton appuie une signification positive comme la luminosité, l'énergie et la brillance. Il est aussi un petit clin d'œil, telle une représentation, aux casseroles et ustensiles de cuisine autrefois utilisés. On dit de cette couleur, qu'elle réchauffe et qu'elle attire immanquablement la lumière.

Façade avant, rue Janin

- Mise en peinture de l'enseigne (référence RAL à préciser)
- Remplacement du rideau métallique avec mailles par une structure pleine peinte motorisée. Rideau repositionné pour affleurer la façade, enveloppé dans un coffrage. Proposition suggérée pour empêcher les rassemblements d'individus en dehors des séances du marché et surtout les souillures que laissent ces regroupements.
- Lavage haute pression des marches et reprises des joints entre dalles.
- Réalisation d'une fresque sur les contremarches de l'escalier afin de colorer l'entrée et lui donner une ambiance plus chaude et plus accueillante.
- Mise en couleur des murs de la montée d'escalier.
- Retrait des deux colonnes, sur proposition de la ville, pour éclaircir la façade et la rendre plus légère.

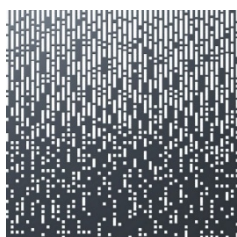


- Création de deux murs dotés de parements métalliques. La construction de ces deux murets permet d'assurer une fermeture efficace du bâti, tout en proposant de part et d'autre de l'escalier central, un assemblage esthétique. Rappelons que la fermeture serait constituée d'un rideau métallique plein, en respectant la référence Ral retenue pour le projet d'ensemble. Les parois métalliques seraient aussi soulignées par un éclairage par Led traversant depuis l'intérieur, afin de proposer une ambiance chaleureuse. Rappelons qu'il est proposé de démolir les deux colonnes et de conserver l'une des trois arches métalliques, notamment celle qui supporte les lettres composant l'enseigne. Il s'agira ensuite de plaquer l'arche conservée contre la façade. Une façon aussi de recycler cet ouvrage dans un souci d'économie et de réemploi.
- Reprise des sols à l'entrée de la halle avec le retrait des pavés et application d'un enrobé pour éviter l'association de plusieurs matériaux après la démolition des colonnes.
- Lavage haute pression de la façade avec application d'un traitement fongicide pour garantir un bon vieillissement du revêtement.
- Renforcement de l'éclairage de l'entrée avec la pose de nouveaux luminaires.
- Mise en peinture des ferronneries situées à droite du bâti.
- Mise en peinture de la cage d'escalier.
- Pose d'une enseigne au niveau des deux entrées, en soulignant également l'accès à l'ascenseur.

Façade arrière, rue Balzac



- Nettoyage de la façade et application d'une peinture avec traitement fongicide afin de lutter contre la prolifération de pollutions vertes et protéger le revêtement.
- Pose de plaques de tôles perforées peintes en appui des ferronneries au niveau des ouvertures et des impostes des rideaux métalliques.
- Remplacement des 8 rideaux métalliques pleins.
- Reprise des éléments de maçonnerie endommagée.
- Pose d'une enseigne sur les impostes en arrondis, afin de leur conférer un rôle de réelles entrées au marché.



Prototype de la plaque perforée décorative en acier, prête à peindre.

Ces modifications apportées au calendrier remettent en question le planning prévisionnel des travaux.

Nature des travaux qui seront réalisés à l'intérieur du marché couvert

Force est de constater que le marché couvert de Villeneuve-Saint-Georges demande aujourd'hui un agencement et un embellissement pour renforcer son attractivité et renvoyer une plus belle image. Pour atteindre cet objectif, il est proposé de revisiter le rythme des étals, ses hauteurs, ses matériaux, son éclairage et surtout son esthétique. C'est pourquoi, il a été confié à un architecte, Ilan Dagé, une mission pour proposer une nouvelle organisation des emplacements, en dessinant des allées de deux mètres de largeur afin de garantir une ambiance et des déplacements et circulations sécurisés y compris pour les personnes à mobilité réduite.

Les travaux consistent à démonter et à évacuer les étals actuels, à fabriquer de nouvelles structures constituées de tube sur-mesure, pour mieux prendre en compte les spécificités spatiales du marché, suivant un gabarit et des hauteurs identiques, en employant des matériaux de même nature et suivant une trame commune. Les structures seront recouvertes d'une peinture antirouille et recevront un ciel de toit, en placo-plâtre hydrofuge, enduit et peint en blanc, qui sera équipé d'un éclairage par Led pour offrir une belle ambiance chaleureuse et lumineuse.

Le ciel de toit sera bordé d'un bandeau d'une hauteur de 40 cm pour recevoir une enseigne adhésive qui devra respecter un cahier des charges (format du lettrage et code couleurs). Les étals seront dotés d'un tableau électrique équipé d'appareillages et de dispositifs de disjonction et de protection. Un lavabo à commande fémorale sera agencé dans les étals des métiers de bouche.

Les jupes des commerçants sont intégrées dans la prestation, d'une hauteur différente suivant les équipements du commerçant, notamment pour prendre en compte certains aménagements comme ceux qui comptent des vitrines. Ces jupes seront constituées de planche de bois, brute de sciage avec un léger jour entre chacune d'elles. Afin de protéger ce support, elles recevront une lasure, teinte pin d'Oregon.

Cet agencement obligera le commerçant à respecter la manière d'exploiter sur le marché. En exemple, il ne sera plus possible de surélever les planchers des stands, à l'aide de palettes. Cette obligation permettra par la même occasion de faciliter l'entretien quotidien des stands et de retrouver des postures de vente raisonnables.

Sera également repositionné, sur une emprise plus stratégique, l'espace de convivialité pour offrir, dès l'entrée dans le marché, des assises confortables afin d'inviter la clientèle à se poser, à se reposer, à se retrouver... A échanger, à vivre ensemble tout simplement. Cet espace est une zone où l'on pourra également déguster les produits du marché ou déjeuner entre amis, à partir des plats confectionnés par les traiteurs du marché. Une buvette sera en appui de cet espace. Il a été convenu également d'organiser un stand de la ville de Villeneuve-Saint-Georges, afin de rapprocher les services publics au plus près des habitants. La ville et ses services pourront ainsi, dans l'esprit d'un guichet de proximité, être à l'écoute et surtout dans la première réponse aux attentes des administrés. Le traitement de cet espace sera différent de celui retenu pour les étals afin de mettre en scène cette belle proposition et lui conférer une place singulière et particulière, sans être pour autant trop institutionnelle.

Précisons que l'ensemble de la halle sera repeinte afin de retrouver un éclat qui souligne encore mieux le nouvel agencement des étals et des allées de déambulation. Les différents accès au marché seront libérés.

Pour les commerces en fruits et légumes, il sera fabriqué et posé des réglettes métalliques suspendues afin d'accueillir les ardoises qui renseignent l'affichage des prix et des origines des produits à la vente. Le souci d'homogénéisation a été recherché pour affirmer avec force cette intention esthétique. Ces travaux concourent à construire une véritable unité au service de l'esthétique et surtout dans une plus grande facilité d'entretien pour assurer un meilleur vieillissement des installations.

Un revêtement au sol en résine antidérapante époxy auto lissante haute résistance au passage intensif et antidérapante sera appliqué sur l'ensemble des allées. Un échantillon sera testé pour affiner et choisir la couleur retenue. Un ton sable sera proposé pour validation. Préalablement à

cette application, les étanchéités des sols et évacuations seront remises en ordre avec un changement des siphons et de ses grilles.

L'installation d'une presse à balle, dans le local technique rénové et situé à proximité des sanitaires, permettra de constituer des balles de carton ou de bois afin de s'engager dans une dynamique opérationnelle de tri avec des résultats évaluable. En effet, la Semaco transmettra chaque année les tonnages de ces deux flux et la marge de progression attendue.

Incontestablement, ces travaux vont provoquer un changement complet des ambiances vers une dynamique beaucoup plus qualitative, beaucoup plus lumineuse, beaucoup plus soignée. Ils obligent par la même occasion à ajuster et à actualiser le règlement intérieur pour s'assurer d'un plein respect des équipements mis en place et mieux prendre en compte les pratiques commerciales qui vont s'imposer. Cet élément permet de concourir à garantir un parfait vieillissement des ouvrages mis en œuvre.

Par ailleurs, la Semaco a rencontré des difficultés dans le remplacement de l'ascenseur, pour mémoire, endommagé par les infiltrations des eaux de la copropriété. La défaillance et les difficultés financières du fournisseur que nous avons mandaté, après accord de notre assureur, expliquent cette carence aujourd'hui. C'est pourquoi, au-delà de la procédure devant les tribunaux engagés contre ce fournisseur, il a été décidé l'acquisition d'un nouvel ascenseur auprès de la société Otis. Sa mise en service est programmée fin février 2026. L'inondation récurrente du précédent équipement a amené la Semaco à choisir, malgré le surcoût, un nouvel appareil sans machinerie, alimenté au niveau du premier étage. Rappelons que le risque d'inondation et d'infiltration des eaux est toujours présent. Cet ascenseur permettra une charge de 630 kg soit le transport de 8 personnes.

Marchés de Villeneuve-Saint-Georges

Planning des études et de l'exécution des travaux d'investissement réalisés par la Semaco

	Oct 2025	Nov 2025	Déc 2025	Jan 2026	Fév 2026	Mars 2026	Avril 2026	Mai 2026	Juin 2026
Biens de retour (pose de l'ascenseur, remise en état de la distribution électrique et des dispositifs de sécurité et d'incendie...)									
Validation du projet de rénovation et de l'agencement du marché couvert (couleurs, mise en œuvre...) par la ville									
Constitution des dossiers d'autorisation de travaux du marché couvert, dépôt et instruction. Préparation commission sécurité									
Fourniture et mise en place des barnums du marché HBM (réalisée)									
Rénovation des espaces techniques, de tri et des sanitaires (en cours)									
Mise en place de la presse à balle									

Marchés de Villeneuve-Saint-Georges

Planning des études et de l'exécution des travaux d'investissement réalisés par la Semaco

Réfection des peintures intérieures									
Agencement progressif des étals (ciels de toit supportés par des tubes posés sur platine pour éviter les percements, support des enseignes, aménagement des jupes en bois recouvert d'une lasure, luminaires et lave-main à commande fémorale. Avec démontage des installations existantes et enlèvement des structures.									
Validation et application du règlement intérieur actualisé des marchés de Villeneuve-Saint-Georges									
Rénovation et embellissement des façades rue Janin et rue Balzac (maçonnerie, peinture, fresque, menuiseries, rideaux métalliques, ferronnerie, démolition des colonnes, reprise des revêtements de sol extérieur, dépose et pose de l'enseigne...). Travaux à confirmer après retour du cabinet d'architecture conseil de la ville.									
Etanchéité des regards, des siphons et des joints de dilatation (en cours d'achèvement).									
Mise en résine antidérapante des allées du marché couvert et traitement de l'escalier. Agencement de l'espace de convivialité.									

Marchés de Villeneuve-Saint-Georges

Planning des études et de l'exécution des travaux d'investissement réalisés par la Semaco

Actualisé au 1^{er} octobre 2025

Déploiement d'un éclairage sur le marché de la gare composé d'un mat de 8 mètres et d'un massif tous les 30ml équipé de deux coffrets de distribution électrique et d'une lanterne d'éclairage.									
Pré réception des travaux du marché couvert									
Réception des travaux du marché couvert									

VILLE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES

Projet Annexe financière

OPTION

Notice

La réponse financière du candidat comprend un mémoire explicatif ainsi qu'une annexe Excel (la présente annexe)

La composition du mémoire explicatif est détaillée au règlement de consultation

La présente annexe financière sera remise par le candidat sous format papier, sous format Excel et sous format PDF.

Les formules ainsi que les renvois entre onglets devront être apparents et les cellules non verrouillées.

Les montants seront exprimés en euros hors taxes valeur **1er juin 2023** et hors actualisation.

Rappel: la durée d'exploitation est fixée à 6 ans.

Attention : CEP à établir en euros constants

COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION

Durée d'exploitation du contrat : 6 ans

1) COMPTE DE RESULTAT							
Années	1	2	3	4	5	6	Cumul

Chiffres d'Affaires	1	2	3	4	5	6	Cumul
CENTRE VILLE COUVERT	290 237	290 237	290 237	290 237	290 237	290 237	1 741 425
CENTRE VILLE PARKING GARE matin	397 838	397 838	397 838	397 838	272 438	272 438	2 136 228
CENTRE VILLE PARKING GARE journée	39 480	39 480	39 480	39 480	39 480	39 480	236 880
CENTRE VILLE PARKING GARE après midi	15 852	15 852	15 852	15 852	15 852	15 852	95 110
HBM	12 434	12 434	12 434	12 434	12 434	12 434	74 602
TRIAGE	0	0	0	0	0	0	0
Total Produits d'exploitation	755 841	755 841	755 841	755 841	630 441	630 441	4 284 245

Charges d'exploitation	1	2	3	4	5	6	Cumul
CENTRE VILLE COUVERT	216 089	216 089	216 089	216 089	216 089	216 089	1 296 535
CENTRE VILLE PARKING GARE matin	262 002	262 002	262 002	262 002	262 002	262 002	1 572 011
CENTRE VILLE PARKING GARE apres midi	22 841	22 841	22 841	22 841	22 841	22 841	137 043
HBM	34 696	34 696	34 696	34 696	34 696	34 696	208 177
TRIAGE	0	0	0	0	0	0	0
Charges liées au GER	6 852	8 352	7 978	5 215	3 808	3 903	36 109
Impôt et taxes à détailler hors IS							0
Total charges d'exploitation	542 480	543 980	543 606	540 843	539 436	539 531	3 249 875

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	213 361	211 861	212 235	214 998	91 005	90 910	1 034 370
------------------------------------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	-----------

Dotations aux amortissements	104 892	104 892	104 892	104 892	104 892	104 892	629 350
------------------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

Résultat d'exploitation	108 469	106 969	107 343	110 106	-13 887	-13 982	405 020
-------------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

Produits financiers							
Frais financiers	23 640	20 072	16 361	12 504	8 496	4 330	85 403
Résultat financier	23 640	20 072	16 361	12 504	8 496	4 330	85 403
Résultat courant avant impôt	84 829	86 898	90 983	97 602	-22 383	-18 312	319 617
RCAI cumulé							
Produits exceptionnels (IFC)							0
Charges exceptionnelles (VNC des invest en fin de contrat déduite des sub non amorties)							
Résultat Exceptionnel							
IS	21 207	21 724	22 746	24 401	-5 596	-4 578	79 904
Taux d'IS	25%	25%	25%	25%	25%	25%	0
Résultat net	63 622	65 173	68 237	73 202	-16 787	-13 734	239 713
Résultat net cumulé							
Rentabilité Commerciale (Résultat Net / Produits d'exploitation)	8%	9%	9%	10%	-3%	-2%	6%

2) TABLEAUX DE FINANCEMENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Années	1	2	3	4	5	6	Cumul
Investissements	600 000						
Equipements de renouvellement							
Dividendes							
Δ BFR							
Frais financiers en construction							
TOTAL EMPLOIS	600 000	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital							
Augmentation des dettes financières	600 000						
Financement participatif							
Subventions							
Avance compte courant							
TOTAL RESSOURCES	600 000	0	0	0	0	0	0

3) TAUX DES FLUX DE TRESORERIE (TRI)

Années	1	2	3	4	5	6	Cumul
EBE	213 361	211 861	212 235	214 998	91 005	90 910	1 034 370
- IS sur ROC hors résultat financier	-21 207	-21 724	-22 746	-24 401	5 596	4 578	
- investissements	-600 000						
+ subventions							
+ apport en cc							
+ emprunts	600 000						
- rembt emprunt	90 594	94 163	97 873	101 729	105 737	109 903	599 999
- rembt emprunt intérêt	23 640	20 071	16 361	12 504	8 496	4 330	85 402
- Δ BFR							0
+ Indemnité de Fin de Contrat							0
TOTAL CASHFLOWS D'EXPLOITATION	93 027	92 510	91 488	89 832	119 829	118 811	605 497

RENTABILITE OPERATIONNELLE INDICATIVE (*)	
TRI Projet	

4) BILAN

Années	1	2	3	4	5	6	
Immobilisations brutes	629 350	629 350	629 350	629 350	629 350	629 350	3 776 100
Amortissements cumulés	-104 892	-209 783	-314 675	-419 567	-524 458	-629 350	-2 202 725
Immobilisations nettes							0
Stocks							0
Créances (dont crédit TVA)							0
Trésorerie							0
TOTAL ACTIF	524 458	419 567	314 675	209 783	104 892	0	1 573 375

Capital social							0
Report à nouveau	435	6 140	71 313	139 550	212 752	195 965	626 156
Résultat de l'exercice	63 622	65 173	68 237	73 202	-16 787	-13 734	239 713
Capitaux Propres	64 057	71 313	139 550	212 752	195 965	182 231	865 868
Subventions d'investissement							0
Quasi Fonds Propres	99 600	39 384	39 384	39 384	39 384	39 384	296 520
Dettes financières long terme	509 406	415 243	317 370	215 641	109 904	1	1 567 565
Fournisseurs, dont produits constatés d'avance							0
Dettes fiscales et sociales							0
TOTAL PASSIF	673 063	525 940	496 304	467 777	345 253	221 616	2 729 953

(*) Définition du TRI opérationnel :
Taux d'actualisation des flux annuels de trésorerie pris en compte sur la durée totale de la délégation, de façon à obtenir une valeur actuelle nette (VAN) nulle. Ces flux de trésorerie sont définis pour chaque année N comme : L'excédent brut d'exploitation (EBE) N – Impôt sur les Sociétés hors résultat financier N - Investissements N + participation publique éventuelle N - la variation du Besoin en Fonds de Roulement N (soit la somme

Attention : CEP à établir en euros constants

Marché COUVERT						
RECETTES ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché						
Nombre d'abonnés par jour de marché	26	26	26	26	26	26
Nombre de marchés par semaine	2	2	2	2	2	2
Nombre de marchés par an	104	104	104	104	104	104
Nombre d'emplacements couverts potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché	216	216	216	216	216	216
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade,avec profondeur 2 m	3,00 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €	3,00 €
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Supplément pour place d'angle	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €
REDEVANCE dechets par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,60 €	0,60 €	0,60 €	0,60 €	0,60 €	0,60 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	2,20 €	2,20 €	2,20 €	2,20 €	2,20 €	2,20 €
Recettes annuelles resultantes par mètre linéaire de facade avec profondeur de 2 m	134 784,00 €	134 784,00 €	134 784,00 €	134 784,00 €	134 784,00 €	134 784,00 €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire		- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle	12 472,72 €	12 472,72 €	12 472,72 €	12 472,72 €	12 472,72 €	12 472,72 €
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €
Recettes annuelles de la redevance pour collecte déchets	26 956,80 €	26 956,80 €	26 956,80 €	26 956,80 €	26 956,80 €	26 956,80 €
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage	98 841,60 €	98 841,60 €	98 841,60 €	98 841,60 €	98 841,60 €	98 841,60 €
Recettes totales abonnés	278 463,12 €	278 463,12 €	278 463,12 €	278 463,12 €	278 463,12 €	278 463,12 €
RECETTES NON ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché						
Nombre de non abonnés par jour de marché						
Nombre de marchés par semaine						
Nombre de marchés par an						
Nombre d'emplacements couverts potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché						
Tarif Emplacement de 2m de façade,avec profondeur 2 m						
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur						

Acusé de réception en préfecture
094219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

tarifaire
pouvant être
adaptée par
le candidat

Supplément pour place d'angle						
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant						
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)						
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m de facade avec profondeur de 2 m						
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire						
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle						
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation						
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage						
Recettes totales non abonnés	- €					
RECETTES TOTALES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Tarification des fluides au réel pour les commerçants	11 774,31 €	11 774,31 €	11 774,31 €	11 774,31 €	11 774,31 €	11 774,31 €
Eau	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €
Electricite	8 480,77 €	8 480,77 €	8 480,77 €	8 480,77 €	8 480,77 €	8 480,77 €
Recettes totales	290 237,43 €	290 237,43 €	290 237,43 €	290 237,43 €	290 237,43 €	290 237,43 €

CHARGES TOTALES en HT et en Euros						
Charges						
Nettoyage						
dont charges liées aux équipements	55 026,68 €	55 026,68 €	55 026,68 €	55 026,68 €	55 026,68 €	55 026,68 €
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de nettoyage	60 506,00 €	60 506,00 €	60 506,00 €	60 506,00 €	60 506,00 €	60 506,00 €
dont charges liées à l'eau utilisée pour le nettoyage	2 694,72 €	2 694,72 €	2 694,72 €	2 694,72 €	2 694,72 €	2 694,72 €
Gardiennage et placement						
dont charges liées aux équipements	2 626,00 €	2 626,00 €	2 626,00 €	2 626,00 €	2 626,00 €	2 626,00 €
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de gardiennage et placement	9 636,00 €	9 636,00 €	9 636,00 €	9 636,00 €	9 636,00 €	9 636,00 €
Fluides						
dont Électricité consommée par les forains	8 567,31 €	8 567,31 €	8 567,31 €	8 567,31 €	8 567,31 €	8 567,31 €
dont Electricité consommée par le délégataire	2 313,46 €	2 313,46 €	2 313,46 €	2 313,46 €	2 313,46 €	2 313,46 €
dont eau consommée par le forain	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €	3 293,54 €
dont eau consommée par le délégataire (hors frais de nettoyage)		- €	- €	- €	- €	- €
Moyens Humains						
Travaux sous-traités	12 987,98 €	12 987,98 €	12 987,98 €	12 987,98 €	12 987,98 €	12 987,98 €
Personnel hors frais de nettoyage, de gardiennage et de placage	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Moyens matériels						
Entretien et réparations courantes	3 050,00 €	3 050,00 €	3 050,00 €	3 050,00 €	3 050,00 €	3 050,00 €
Véhicule	1 526,00 €	1 526,00 €	1 526,00 €	1 526,00 €	1 526,00 €	1 526,00 €

Accusé de réception en préfecture
64219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Outillage	2 052,00 €	2 052,00 €	2 052,00 €	2 052,00 €	2 052,00 €	2 052,00 €
Fournitures et consommables	9 020,00 €	9 020,00 €	9 020,00 €	9 020,00 €	9 020,00 €	9 020,00 €
Frais administratifs						
<i>Contrôles Réglementaires</i>	18 352,64 €	18 352,64 €	18 352,64 €	18 352,64 €	18 352,64 €	18 352,64 €
<i>Frais de structure</i>	14 511,87 €	14 511,87 €	14 511,87 €	14 511,87 €	14 511,87 €	14 511,87 €
<i>Primes d'assurances</i>	2 091,00 €	2 091,00 €	2 091,00 €	2 091,00 €	2 091,00 €	2 091,00 €
<i>Frais postaux et frais de télécommunication</i>	2 426,00 €	2 426,00 €	2 426,00 €	2 426,00 €	2 426,00 €	2 426,00 €
Redevance d'occupation du domaine public		- €	- €	- €	- €	- €
Dépenses liées à la redevance d'animation	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €	5 408,00 €
Opération commerciales		- €	- €	- €	- €	- €
Charges totales	216 089,20 €	216 089,20 €	216 089,20 €	216 089,20 €	216 089,20 €	216 089,20 €
Résultat d'exploitation	74 148,23 €	74 148,23 €	74 148,23 €	74 148,23 €	74 148,23 €	74 148,23 €

Charges de personnel (marché couvert) .

Année	1	2	3	4		5	6	Moyenne
-------	---	---	---	---	--	---	---	---------

Le candidat détail les postes

Nombre d'equivalent temps plein	2	2	2	1,8		2	2	2
placiers	0,23	0,23	0,23	0,23		0,23	0,23	0
agents en charge de l'ouverture du marché, du compacteur	1	1	1	1		1	1	1
agent chargé de l'entretien et de la surveillance des toilettes	0,40	0,40	0,40	0,40		0,40	0,40	0,40
Monteur espace convivialité								0,00
Chauffeurs Bennes à ordures ménagères	0,2	0,2	0,2	0,2		0,2	0,2	0
personnel de nettoyage (agents de conduite)	0,23	0,23	0,23	0,23		0,23	0,23	0
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	1,21	1,21	1,21	1,21		1,21	1,21	1
Rémunération brute du personnel (€HT)								0
placiers	9 419	9 419	9 419	9 419		9 419	9 419	9 419
agents en charge de l'ouverture du marché, du compacteur	22 610	22 610	22 610	22 610		22 610	22 610	22 610
agent chargé de l'entretien et de la surveillance des toilettes	13 097	13 097	13 097	13 097		13 097	13 097	13 097
Monteur espace convivialité		0	0	0		0	0	0
Chauffeurs Bennes à ordures ménagères	4 004	4 004	4 004	4 004		4 004	4 004	4 004
personnel de nettoyage (agents de conduite)	0	0	0	0		0	0	0
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	16 994	16 994	16 994	16 994		16 994	16 994	16 994
Total rémunération brute personnel	66 123	66 123	66 123	66 123		66 123	66 123	66 123
Charges salariales								
placiers	3 438	3 438	3 438	3 438		3 438	3 438	3 438
agents en charge de l'ouverture du marché, du compacteur	8 253	8 253	8 253	8 253		8 253	8 253	8 253
agent chargé de l'entretien et de la surveillance des toilettes	4 780	4 780	4 780	4 780		4 780	4 780	4 780
Monteur espace convivialité	0	0	0	0		0	0	0
Chauffeurs Bennes à ordures ménagères	1 461	1 461	1 461	1 461		1 461	1 461	1 461
personnel de nettoyage (agents de conduite)	0	0	0	0		0	0	0
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	6 203	6 203	6 203	6 203		6 203	6 203	6 203
Total Charges salariales	24 135	24 135	24 135	24 135		24 135	24 135	24 135

Total Rémunération du personnel	90 258	90 258	90 258	90 258		90 258	90 258	90 258
---------------------------------	--------	--------	--------	--------	--	--------	--------	--------

Attention : CEP à établir en euros constants

Proposition de la grille tarifaire pouvant être adaptée par le candidat

Marché GARE						
RECETTES ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché	110	110	110	110	110	110
Nombre d'abonnés par jour de marché	22	22	22	22	22	22
Nombre de marchés par semaine	2	2	2	2	2	2
Nombre de marchés par an	100	100	100	100	100	100
Nombre d'emplacements découverts potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché	900	900	900	900	600	600
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade,avec profondeur 2 m	3,60 €	3,60 €	3,60 €	3,60 €	3,60 €	3,60 €
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur		- €	- €	- €	- €	- €
Supplément pour place d'angle	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m de facade avec profondeur de 2 m						
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire						
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle						
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation						
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage						
Recettes totales abonnés	- €					
RECETTES NON ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché	110	110	110	110	110	110
Nombre de non abonnés par jour de marché	22	22	22	22	22	22
Nombre de marchés par semaine	2	2	2	2	2	2
Nombre de marchés par an	100	100	100	100	100	100

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Proposition
de la grille
tarifaire
pouvant être
adaptée par
le candidat

Nombre de mètres linéaires découverts potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché	900	900	900	900	600	600
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade,avec profondeur 2 m	3,60 €	3,60	3,60	3,60	3,60	3,60
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur						
Supplément pour place d'angle	1,79 €	1,79	1,79	1,79	1,79	1,79
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	1,50 €	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
Redevance dechets par jour de marché et par commerçant par ml	0,16 €	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,58 €	0,58	0,58	0,58	0,58	0,58
Recettes annuelles resultantes par mètre linéaire de facade avec profondeur de 2 m	324 000,00 €	324 000,00 €	324 000,00 €	324 000,00 €	216 000,00 €	216 000,00 €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire		- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle	3 938,00 €	3 938,00 €	3 938,00 €	3 938,00 €	3 938,00 €	3 938,00 €
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation	3 300,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €	3 300,00 €
Recettes annuelles de la redevance pour déchets	14 400,00 €	14 400,00 €	14 400,00 €	14 400,00 €	14 400,00 €	14 400,00 €
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage	52 200,00 €	52 200,00 €	52 200,00 €	52 200,00 €	34 800,00 €	34 800,00 €
Recettes totales non abonnés	397 838,00 €	397 838,00 €	397 838,00 €	397 838,00 €	272 438,00 €	272 438,00 €
RECETTES TOTALES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Tarification des fluides au réel pour les commerçants	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Eau	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Electricite	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes totales	397 838,00 €	397 838,00 €	397 838,00 €	397 838,00 €	272 438,00 €	272 438,00 €

CHARGES TOTALES en HT et en Euros						
Charges	1	2	3	4	5	6
Nettoyage						
dont charges liées aux équipements	13 333	13 333	13 333	13 333	13 333	13 333
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de nettoyage	57 023	57 023	57 023	57 023	57 023	57 023
dont charges liées à l'eau utilisée pour le nettoyage		0	0	0	0	0
Gardiennage et placement						
dont charges liées aux équipements		0	0	0	0	0

dont charges liées aux personnels affectés aux taches de gardiennage et placiers	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636
Fluides						
dont Électricité consommée par les forains	0	0	0	0	0	0
dont Electricité consommée par le délégataire	0	0	0	0	0	0
dont eau consommée par le forain	0	0	0	0	0	0
dont eau consommée par le délégataire (hors frais de nettoyage)	0	0	0	0	0	0
Moyens Humains						
Travaux sous-traités	0	0	0	0	0	0
Personnel hors frais de nettoyage, de gardiennage et de placage	0	0	0	0	0	0
Moyens matériels						
Entretien et réparations courantes	452	452	452	452	452	452
Véhicule	352	352	352	352	352	352
Outillage	662	662	662	662	662	662
Fournitures et consommables	4636	4 636	4 636	4 636	4 636	4 636
Frais administratifs						
Contrôles Réglementaires	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Frais de structure	19 891,90 €	19 891,90 €	19 891,90 €	19 891,90 €	19 891,90 €	19 891,90 €
Primes d'assurances	264,00 €	264,00 €	264,00 €	264,00 €	264,00 €	264,00 €
Frais postaux et frais de télécommunication	452,00 €	452,00 €	452,00 €	452,00 €	452,00 €	452,00 €
Redevance d'occupation du domaine public	152 000	152 000,00 €	152 000,00 €	152 000,00 €	152 000,00 €	152 000,00 €
Dépenses liées à la redevance d'animation	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300	3 300
Opération commerciales						
Charges totales	262 002	262 002	262 002	262 002	262 002	262 002
Résultat d'exploitation	135 836	135 836	135 836	135 836	10 436	10 436

Attention : CEP à établir en euros constants

Proposition de la grille tarifaire

Marché GARE journée						
RECETTES NON ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Nombre de marchés par semaine	1	1	1	1	1	1
Nombre de marchés par an	47	47	47	47	47	47
Nombre de mètres linéaires découverts potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché	350	350	350	350	350	350
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade,avec profondeur 2 m	6,00 €	6,00 €	6,00 €	6,00 €	6,00 €	6,00 €
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur						
Supplément pour place d'angle	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant						
Redevance dechets par jour de marché et par commerçant par ml	0,16 €	0,16 €	0,16 €	0,16 €	0,16 €	0,16 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,58 €	0,58 €	0,58 €	0,58 €	0,58 €	0,58 €
Recettes annuelles resultantes par mètre linéaire de facade avec profondeur de 2 m	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire						
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle						
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation						
Recettes annuelles de la redevance pour déchets						
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage						
Recettes totales non abonnés	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €
RECETTES TOTALES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Tarification des fluides au réel pour les commerçants	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Eau	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Electricite	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes totales	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €	39 480,00 €
CHARGES TOTALES en HT et en Euros						
Charges	1	2	3	4	5	6
Nettoyage						

Accusé de réception en préfecture
094-21940078-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

dont charges liées aux équipements						
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de nettoyage	11 131	11 131	11 131	11 131	11 131	11 131
dont charges liées à l'eau utilisée pour le nettoyage		0	0	0	0	0
Gardiennage et placement						
dont charges liées aux équipements		0	0	0	0	0
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de gardiennage et placiers	2 936	2 936	2 936	2 936	2 936	2 936
Fluides						
dont Électricité consommée par les forains	0	0	0	0	0	0
dont Electricité consommée par le délégataire	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500
dont eau consommée par le forain	0	0	0	0	0	0
dont eau consommée par le délégataire (hors frais de nettoyage)	0	0	0	0	0	0
Moyens Humains						
Travaux sous-traités	0	0	0	0	0	0
Personnel hors frais de nettoyage, de gardiennage et de placage	0	0	0	0	0	0
Moyens matériels						
Entretien et réparations courantes						
Véhicule						
Outillage						
Fournitures et consommables	2300	2 300	2 300	2 300	2 300	2 300
Frais administratifs						
Contrôles Réglementaires	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Frais de structure	1 974,00 €	1 974	1 974	1 974	1 974	1 974
Primes d'assurances						
Frais postaux et frais de télécommunication						
Redevance d'occupation du domaine public						
Dépenses liées à la redevance d'animation	0	0	0	0	0	0
Opération commerciales						
Charges totales	22 841	22 841	22 841	22 841	22 841	22 841
Résultat d'exploitation	16 639	16 639	16 639	16 639	16 639	16 639

Attention : CEP à établir en euros constants

Proposition de la grille tarifaire

Marché GARE après midi						
RECETTES NON ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Nombre de marchés par semaine	1	1	1	1	1	1
Nombre de marchés par an	47	47	47	47	47	47
Nombre de mètres linéaires découverts potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché	100	100	100	100	100	100
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade,avec profondeur 2 m	2,40 €	2,40 €	2,40 €	2,40 €	2,40 €	2,40 €
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur						
Supplément pour place d'angle	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant						
Redevance dechets par jour de marché et par commerçant par ml	0,16 €	0,16 €	0,16 €	0,16 €	0,16 €	0,16 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,58 €	0,58 €	0,58 €	0,58 €	0,58 €	0,58 €
Recettes annuelles resultantes par mètre linéaire de facade avec profondeur de 2 m	11 280,00 €	11 280,00 €	11 280,00 €	11 280,00 €	11 280,00 €	11 280,00 €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire						
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle	1 093,69 €	1 093,69 €	1 093,69 €	1 093,69 €	1 093,69 €	1 093,69 €
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation						
Recettes annuelles de la redevance pour déchets	752,00 €	752,00 €	752,00 €	752,00 €	752,00 €	752,00 €
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage	2 726,00 €	2 726,00 €	2 726,00 €	2 726,00 €	2 726,00 €	2 726,00 €
Recettes totales non abonnés	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €
RECETTES TOTALES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Tarification des fluides au réel pour les commerçants	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Eau	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Electricite	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes totales	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €	15 851,69 €

CHARGES TOTALES en HT et en Euros						
Charges	1	2	3	4	5	6
Nettoyage						

Accusé de réception en préfecture
094-21940078-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

dont charges liées aux équipements						
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de nettoyage	11 131	11 131	11 131	11 131	11 131	11 131
dont charges liées à l'eau utilisée pour le nettoyage		0	0	0	0	0
Gardiennage et placement						
dont charges liées aux équipements		0	0	0	0	0
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de gardiennage et placiers	2 936	2 936	2 936	2 936	2 936	2 936
Fluides						
dont Électricité consommée par les forains	0	0	0	0	0	0
dont Electricité consommée par le délégataire	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500
dont eau consommée par le forain	0	0	0	0	0	0
dont eau consommée par le délégataire (hors frais de nettoyage)	0	0	0	0	0	0
Moyens Humains						
Travaux sous-traités	0	0	0	0	0	0
Personnel hors frais de nettoyage, de gardiennage et de placage	0	0	0	0	0	0
Moyens matériels						
Entretien et réparations courantes						
Véhicule						
Outillage						
Fournitures et consommables	2300	2 300	2 300	2 300	2 300	2 300
Frais administratifs						
Contrôles Réglementaires	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Frais de structure	792,58 €	793	793	793	793	793
Primes d'assurances						
Frais postaux et frais de télécommunication						
Redevance d'occupation du domaine public						
Dépenses liées à la redevance d'animation	0	0	0	0	0	0
Opération commerciales						
Charges totales	21 659	21 659	21 659	21 659	21 659	21 659
Résultat d'exploitation	-5 807	-5 807	-5 807	-5 807	-5 807	-5 807

Charges de personnel (Marché Gare) .
Il convient de maximiser la mutualisation avec le marché couvert.

Année	1	2	3	4	5	6	Moyenne
-------	---	---	---	---	---	---	---------

Le candidat détail les postes

Nombre d'equivalent temps plein	1	1	1	1	1	1	1
placiers	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché							0
chauffeurs BOM	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0
personnel de nettoyage (agents de conduite)	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	0,52	0,52	0,52	0,52	0,52	0,52	1
Rémunération brute du personnel (€HT)							0
placiers	7 245	7 245	7 245	7 245	7 245	7 245	7 245
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché		0	0	0	0	0	0
chauffeurs BOM	2 002,0	2 002	2 002	2 002	2 002	2 002	2 002
personnel de nettoyage (agents de conduite)	6006	6 006	6 006	6 006	6 006	6 006	6 006
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	31629,6	31 630	31 630	31 630	31 630	31 630	31 630
Total rémunération brute personnel	46 883	46 883	46 883	46 883	46 883	46 883	46 883
Charges salariales							
placiers	2 391	2 391	2 391	2 391	2 391	2 391	2 391
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché	0	0	0	0	0	0	0
chauffeurs BOM	661	661	661	661	661	661	661
personnel de nettoyage (agents de conduite)	1 982	1 982	1 982	1 982	1 982	1 982	1 982
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	12 351	12 351	12 351	12 351	12 351	12 351	12 351
Total Charges salariales	17 384	17 384	17 384	17 384	17 384	17 384	17 384
Total Rémunération du personnel	64 267	64 267	64 267	64 267	64 267	64 267	64 267

Charges de personnel (Marché Gare) après midi
Il convient de maximiser la mutualisation avec le marché couvert.

Année	1	2	3	4	5	6	Moyenne
-------	---	---	---	---	---	---	---------

Le candidat détail les postes

Nombre d'equivalent temps plein	0	0	0	0	0	0	0
placiers	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché							0
chauffeurs BOM							0
personnel de nettoyage (agents de conduite)							0
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0
Rémunération brute du personnel (€HT)							
placiers	2 151	2 151	2 151	2 151	2 151	2 151	2 151
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché							
chauffeurs BOM	5 577,0	5 577	5 577	5 577	5 577	5 577	5 577
personnel de nettoyage (agents de conduite)							
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	8 154	8 154	8 154	8 154	8 154	8 154	8 154
Total rémunération brute personnel	15 882	15 882	15 882	15 882	15 882	15 882	15 882
Charges salariales							
placiers	785	785	785	785	785	785	785
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché							
chauffeurs BOM	2 036	2 036	2 036	2 036	2 036	2 036	2 036
personnel de nettoyage (agents de conduite)							
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	2 976	2 976	2 976	2 976	2 976	2 976	2 976
Total Charges salariales	5 797	5 797	5 797	5 797	5 797	5 797	5 797

Total Rémunération du personnel	21 679	21 679	21 679	21 679	21 679	21 679	21 679
---------------------------------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

	h	taux h	brut	CP	brut + charges
placier	2	19	1 955	196	2 936
agent nettoyage pendant la séance	6	12	3 707	371	5 565
agent nettoyage/sécurité pendant la séance	6	12	3 707	371	5 565
Benne à ordures menagères	8	13	5 070	507	7 613
					21 679

Attention : CEP à établir en euros constants

Proposition de la grille tarifaire pouvant être adaptée par le candidat

Marché HBM						
RECETTES ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché						
Nombre d'abonnés par jour de marché	4	4	4	4	4	4
Nombre de marchés par semaine	2	2	2	2	2	2
Nombre de marchés par an	104	104	104	104	104	104
Nombre d'emplacements découverts potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché	14	14	14	14	14	14
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade,avec profondeur 2 m	1,30 €	1,30 €	1,30 €	1,30 €	1,30 €	1,30 €
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur		- €	- €	- €	- €	- €
Supplément pour place d'angle	1,76 €	1,76 €	1,76 €	1,76 €	1,76 €	1,76 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant						
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €
Recettes annuelles resultantes par mètre linéaire de facade avec profondeur de 2 m	3 785,60 €	3 785,60 €	3 785,60 €	3 785,60 €	3 785,60 €	3 785,60 €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire		- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle	366,08 €	366,08 €	366,08 €	366,08 €	366,08 €	366,08 €
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage	4 368,00 €	4 368,00 €	4 368,00 €	4 368,00 €	4 368,00 €	4 368,00 €
Recettes totales abonnés	8 519,68 €	8 519,68 €	8 519,68 €	8 519,68 €	8 519,68 €	8 519,68 €
RECETTES NON ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché						
Nombre de non abonnés par jour de marché						
Nombre de marchés par semaine						
Nombre de marchés par an						

Proposition
de la grille
tarifaire
pouvant être
adaptée par
le candidat

Nombre d'emplacements découverts potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché						
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade,avec profondeur 2 m						
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur						
Supplément pour place d'angle						
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant						
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)						
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m de facade avec profondeur de 2 m						
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire						
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle						
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation						
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage						
Recettes totales non abonnés						
RECETTES TOTALES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Tarifcation des fluides au réel pour les commerçants	3 914,00 €	3 914,00 €	3 914,00 €	3 914,00 €	3 914,00 €	3 914,00 €
Eau	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €
Electricite	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €
Recettes totales	12 433,68 €	12 433,68 €	12 433,68 €	12 433,68 €	12 433,68 €	12 433,68 €

CHARGES TOTALES en HT et en Euros						
Charges	1	2	3	4	5	6
Nettoyage						
dont charges liées aux équipements	9 800,00 €	9 800,00 €	9 800,00 €	9 800,00 €	9 800,00 €	9 800,00 €
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de nettoyage	7 676,76 €	7 676,76 €	7 676,76 €	7 676,76 €	7 676,76 €	7 676,76 €
dont charges liées à l'eau utilisée pour le nettoyage	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Gardiennage et placement						
dont charges liées aux équipements	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de gardiennage et placiers	3 112,20 €	3 112,20 €	3 112,20 €	3 112,20 €	3 112,20 €	3 112,20 €
Fluides						
dont Électricité consommée par les forains	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €	2 262,00 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

dont Electricité consommée par le délégataire		- €	- €	- €	- €	- €
dont eau consommée par le forain	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €	1 652,00 €
dont eau consommée par le délégataire (hors frais de nettoyage)		- €	- €	- €	- €	- €
Moyens Humains						
Travaux sous-traités		- €	- €	- €	- €	- €
Personnel hors frais de nettoyage, de gardiennage et de placage	4 979,52 €	4 979,52 €	4 979,52 €	4 979,52 €	4 979,52 €	4 979,52 €
Moyens matériels						
Entretien et réparations courantes	520,00 €	520,00 €	520,00 €	520,00 €	520,00 €	520,00 €
Véhicule	226,00 €	226,00 €	226,00 €	226,00 €	226,00 €	226,00 €
Outillage		- €	- €	- €	- €	- €
Fournitures et consommables	526,00 €	526,00 €	526,00 €	526,00 €	526,00 €	526,00 €
Frais administratifs						
Contrôles Réglementaires	352,00 €	352,00 €	352,00 €	352,00 €	352,00 €	352,00 €
Frais de structure	621,68 €	621,68 €	621,68 €	621,68 €	621,68 €	621,68 €
Primes d'assurances	152,00 €	152,00 €	152,00 €	152,00 €	152,00 €	152,00 €
Frais postaux et frais de télécommunication	164,00 €	164,00 €	164,00 €	164,00 €	164,00 €	164,00 €
Redevance d'occupation du domaine public						
Dépenses liées à la redevance d'animation	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Opération commerciales						
Charges totales	34 696,16 €	34 696,16 €	34 696,16 €	34 696,16 €	34 696,16 €	34 696,16 €
Résultat d'exploitation	- 22 262,48 €	- 22 262,48 €	- 22 262,48 €	- 22 262,48 €	- 22 262,48 €	- 22 262,48 €

Charges de personnel HBM

Année	1	2	3	4	5	6	Moyenne
-------	---	---	---	---	---	---	---------

Le candidat détail les postes

Nombre d'equivalent temps plein	0	0	0	0,2	0	0	0
placiers	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0
harge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché							0
chauffeurs BOM	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0
personnel de nettoyage (agents de conduite)							0
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0
Rémunération brute du personnel (€HT)							- €
placiers	2 340,00 €	2 340,00 €	2 340,00 €	2 340,00 €	2 340,00 €	2 340,00 €	2 340,00 €
harge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché		- €	- €	- €	- €	- €	- €
chauffeurs BOM	2 028,00 €	2 028,00 €	2 028,00 €	2 028,00 €	2 028,00 €	2 028,00 €	2 028,00 €
personnel de montage (agents de conduite)	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €	3 744,00 €
Total rémunération brute personnel	11 856,00 €	11 856,00 €	11 856,00 €	11 856,00 €	11 856,00 €	8 112,00 €	11 232,00 €
Charges salariales							
placiers	772,20 €	772,20 €	772,20 €	772,20 €	772,20 €	772,20 €	772,20 €
harge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché		- €	- €	- €	- €	- €	- €
chauffeurs BOM	669,24 €	669,24 €	669,24 €	669,24 €	669,24 €	669,24 €	669,24 €
personnel de montage (agents de conduite)	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €	1 235,52 €
Total Charges salariales	3 912,48 €	3 912,48 €	3 912,48 €	3 912,48 €	3 912,48 €	2 676,96 €	3 706,56 €
Total Rémunération du personnel	15 768,48 €	15 768,48 €	15 768,48 €	15 768,48 €	15 768,48 €	10 788,96 €	14 938,56 €

1 Attention : CEP à établir en euros constants

Proposition
de la grille
tarifaire
pouvant être
adaptée par
le candidat

Proposition
de la grille
tarifaire
pouvant être
adaptée par
le candidat

Marché TRIAGE						
RECETTES ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché						
Nombre d'abonnés par jour de marché						
Nombre de marchés par semaine						
Nombre de marchés par an						
Nombre d'emplacements découverts potentiellement affectés aux Abonnés par jour de marché	34	34	34	34	34	34
Tarif Emplacement de 2m de façade,avec profondeur 2 m	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur		- €	- €	- €	- €	- €
Supplément pour place d'angle	1,76 €	1,76 €	1,76 €	1,76 €	1,76 €	1,76 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €	1,50 €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m de facade avec profondeur de 2 m	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire		- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Recettes totales abonnés	- €	- €	- €	- €	- €	- €
RECETTES NON ABONNES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
nombre d'emplacements potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché						
Nombre de non abonnés par jour de marché						
Nombre de marchés par semaine						
Nombre de marchés par an						
Nombre d'emplacements découverts potentiellement affectés aux non Abonnés par jour de marché						
Tarif Emplacement de 2m de façade,avec profondeur 2 m						
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux metres de profondeur						
Supplément pour place d'angle						
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant						
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)						
Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m de facade avec profondeur de 2 m						

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Recettes annuelles resultantes du tarifs pour 2m supplémentaire						
Recettes annuelles resultantes du tarif pour supplément pour place d'angle						
Recettes annuelles resultantes du Tarifs de la redevance d'animation						
Recettes annuelles de la redevance pour nettoyage						
Recettes totales non abonnés						
RECETTES TOTALES en HT et en Euros						
	1	2	3	4	5	6
Tarification des fluides au réel pour les commerçants						
Eau						
Electricite						
Recettes totales	- €	- €	- €	- €	- €	- €

CHARGES TOTALES en HT et en Euros						
Charges	1	2	3	4	5	6
Nettoyage						
dont charges liées aux équipements						
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de nettoyage						
dont charges liées à l'eau utilisée pour le nettoyage						
Gardiennage et placement						
dont charges liées aux équipements						
dont charges liées aux personnels affectés aux taches de gardiennage et placiers						
Fluides						
dont Électricité consommée par les forains						
dont Electricité consommée par le délégataire						
dont eau consommée par le forain						
dont eau consommée par le délégataire (hors frais de nettoyage)						
Moyens Humains						
Travaux sous-traités						
Personnel hors frais de nettoyage, de gardiennage et de placage						
Moyens matériels						
Entretien et réparations courantes						
Véhicule						
Outillage						

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Fournitures et consommables						
Frais administratifs						
Contrôles Réglementaires						
Frais de structure						
Primes d'assurances						
Frais postaux et frais de télécommunication						
Redevance d'occupation du domaine public						
Dépenses liées à la redevance d'animation						
Opération commerciales						
Charges totales						
Résultat d'exploitation						

Charges de personnel Triage

Année	1	2	3	4	5	6	19	Moyenne
Le candidat détail les postes								
Nombre d'equivalent temps plein	0	0	0	0,0	0	0		0
placiers								
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché								
chauffeurs BOM								
personnel de nettoyage (agents de conduite)								
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)								
Rémunération brute du personnel (€HT)								
placiers								
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché								
chauffeurs BOM								
personnel de nettoyage (agents de conduite)								
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)								
Total rémunération brute personnel								
Charges salariales								
placiers								
agents en charge de l'ouverture du marché et de la fermeture du marché								
chauffeurs BOM								
personnel de nettoyage (agents de conduite)								
personnel de nettoyage (agents de nettoyage)								
Total Charges salariales								
Total Rémunération du personnel								

En euros constants HT

Montant des travaux							Montant des subve			
1	2	3	4	5	6	Total	1	2	3	4

Liste des investissements											
AM MULTITECH : Pose 3 ecrans et bornes WIFI	5 200										
AM MULTITECH : Aménagement des stands et Espace convivialité	225 000										
AM MULTITECH : Mise en peinture de la Halle	70 200										
AM MULTITECH : Sonnerie fin de vente	1 100										
AM MULTITECH : Rénovation des Espace techniques sanitaires et Espace TRI	28 000										
AM MULTITECH : SONORISATION											
AM MULTITECH : WIFI & 3 écrans communication											
SACRIA : 2 Presses à Balles Sacria SM	13 700										
SARL PAS : Mise en résine des allée de circulation du marché	58 000										
AM MULTITECH : Rénovation de l'electrification du marché des HBM											
Assurance Dommage - Ouvrage	28 000										
Assistance à Maitrise d'ouvrage	27 500										
DINU : Rénovation des façades du marché Janin-Balzac	114 000										
SEMACO : Pose 38 compteurs à eau											
SEMACO : 16 BARNUMS PARISIENS HBM	10 300										
SEMACO : 25 BARNUMS PARISIENS TRIAGE											
SEMACO : DOUILLES TRIAGE											
ABRI FETES : POSE DOUILLES TRIAGE											
AM MULTITECH : ELECTRICITE TRIAGE											
AM MULTITEC : Eclairage du marché de la gare qvec 1 mât de 8m et 1 massif tous les 30ml équipée de deux coffrets et une lanterne d'éclairage pour le soir	48 350										
TOTAL Investissements	629 350	0	0	0	0	0	629 350	0	0	0	0

En euros constants HT

entions		
5	6	Total

Liste des investissements			
AM MULTITECH : Pose 3 ecrans et bornes WIFI			0
AM MULTITECH : Aménagement des stands et Espace convivialité			0
AM MULTITECH : Mise en peinture de la Halle			0
AM MULTITECH : Sonnerie fin de vente			0
AM MULTITECH : Rénovation des Espace techniques sanitaires et Espace TRI			
AM MULTITECH : SONORISATION			0
AM MULTITECH : WIFI & 3 écrans communication			0
SACRIA : 2 Presses à Balles Sacria SM			0
SARL PAS : Mise en résine des allée de circulation du marché			0
AM MULTITECH : Rénovation de l'electrification du marché des HBM			0
Assurance Dommage - Ouvrage			0
Assistance à Maitrise d'ouvrage			
DINU : Rénovation des façades du marché Janin-Balzac			
SEMACO : Pose 38 compteurs à eau			0
SEMACO : 16 BARNUMS PARISIENS HBM			
SEMACO : 25 BARNUMS PARISIENS TRIAGE			
SEMACO : DOUILLES TRIAGE			
ABRI FETES : POSE DOUILLES TRIAGE			
AM MULTITECH : ELECTRICITE TRIAGE			
AM MULTITEC : Eclairage du marché de la gare qvec 1 mât de 8m et 1 massif tous les 30ml équipée de deux coffrets et une lanterne d’éclairage pour le soir			
TOTAL Investissements	0	0	0

Calendrier d'exécution des investissements	
Année	Descriptif travaux

Il convient de compléter ce tableau pour chacun des équipements déjà existants

Gros entretien- renouvellement Détail par équipement	Type de l'équipement ou des travaux programmés	Durée de vie prévisionnelle	Année de mise en service	Coût indicatif (€ HT)	1	2	3	4	5	6
	Rideaux métalliques	25	1995	1 500,00 €		1 500,00 €				
	Rideaux métalliques	25	1995	1 500,00 €				1 500,00 €		
	RIA	10	2015	1 126,00 €			1 126,00 €			
	Curatif installations Electriques	10	2024	3 450,00 €	6 852,00 €	6 852,00 €	6 852,00 €	3 715,28 €	3 808,15 €	3 903,36 €

TOTAL GER					6 852	8 352	7 978	5 215	3 808	3 903

En euros constants HT	Montant brut des investissements	Date de réception travaux	Nb d'année d'amort.	1	2	3	4	5	6	Valeur Nette Comptable
I. Amortissement des équipements initiaux										
AM MULTITECH	377 850	01/12/2024	6	62 975	62 975	62 975	62 975	62 975	62 975	0
SARL PAS	58 000	01/09/2025	6	9 667	9 667	9 667	9 667	9 667	9 667	0
SACRIA	13 700	01/11/2024	6	2 283	2 283	2 283	2 283	2 283	2 283	0
AXA : Assurance Dommage Ouvrage	28 000	01/10/2024	6	4 667	4 667	4 667	4 667	4 667	4 667	0
Ilan Dage : Assistance à Maitrise d'ouvrage	27 500	01/10/2024	6	4 583	4 583	4 583	4 583	4 583	4 583	0
DINU	114 000	0,071342593	6	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	0
										0
										0
II. Amortissement des renouvellements	619 050			103 175	103 175	103 175	103 175	103 175	103 175	0
Sous-total										
III. Amortissement de caducité	0			0	0	0	0	0	0	0
										0
										0
										0
										0
										0
										0
Sous-total										0
TOTAL GENERAL	0			0	0	0	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-4-B-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

En euros constants HT	Montant brut des investissements	Date de réception travaux	Nb d'année d'amort.	1	2	3	4	5	6	Valeur Nette Comptable
	619 050			103 175	103 175	103 175	103 175	103 175	103 175	0

Le candidat présentera de manière détaillée les charges de structure
(forme libre)

Charges de structure

Année	1	2	3	4	5	6	Année moyenne
edf siege	406,69 €	406,69 €	406,69 €	406,69 €	406,69 €	406,69 €	
eau siege	112,41 €	112,41 €	112,41 €	112,41 €	112,41 €	112,41 €	
fournitures bureau	591,09 €	591,09 €	591,09 €	591,09 €	591,09 €	591,09 €	
gestion paye externalisée	498,06 €	498,06 €	498,06 €	498,06 €	498,06 €	498,06 €	
locations siège + dépots Raspail	17 066,91 €	17 066,91 €	17 066,91 €	17 066,91 €	17 066,91 €	17 066,91 €	
personnel siege	12 194,32 €	12 194,32 €	12 194,32 €	12 194,32 €	12 194,32 €	12 194,32 €	
securite siege + dépots	414,40 €	414,40 €	414,40 €	414,40 €	414,40 €	414,40 €	
entretien siege	212,82 €	212,82 €	212,82 €	212,82 €	212,82 €	212,82 €	
prime d'assurance	924,33 €	924,33 €	924,33 €	924,33 €	924,33 €	924,33 €	
documentation générale	185,94 €	185,94 €	185,94 €	185,94 €	185,94 €	185,94 €	
cabinet comptable	1 204,74 €	1 204,74 €	1 204,74 €	1 204,74 €	1 204,74 €	1 204,74 €	
Avocats	228,24 €	228,24 €	228,24 €	228,24 €	228,24 €	228,24 €	
maintenance informatique	432,36 €	432,36 €	432,36 €	432,36 €	432,36 €	432,36 €	
commisaire aux comptes	559,11 €	559,11 €	559,11 €	559,11 €	559,11 €	559,11 €	
honoraires divers	103,97 €	103,97 €	103,97 €	103,97 €	103,97 €	103,97 €	
frais d'actes	3,23 €	3,23 €	3,23 €	3,23 €	3,23 €	3,23 €	
pub relation publique	666,32 €	666,32 €	666,32 €	666,32 €	666,32 €	666,32 €	
abonnement	293,76 €	293,76 €	293,76 €	293,76 €	293,76 €	293,76 €	
deplacements, missions et reception	1 307,97 €	1 307,97 €	1 307,97 €	1 307,97 €	1 307,97 €	1 307,97 €	
frais postaux	310,29 €	310,29 €	310,29 €	310,29 €	310,29 €	310,29 €	
frais telecom	369,98 €	369,98 €	369,98 €	369,98 €	369,98 €	369,98 €	
services bancaires	94,48 €	94,48 €	94,48 €	94,48 €	94,48 €	94,48 €	
cotisations diverses	87,45 €	87,45 €	87,45 €	87,45 €	87,45 €	87,45 €	
amendes	1 384,52 €	1 384,52 €	1 384,52 €	1 384,52 €	1 384,52 €	1 384,52 €	
ik	104,67 €	104,67 €	104,67 €	104,67 €	104,67 €	104,67 €	
Total charges de structure	39 758	39 758	39 758	39 758	39 758	39 758	

En euros constants HT	1	2	3	4	5	6
II. TABLEAU DE FINANCEMENT						
Résultat net						
Charges calculées						
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT						
Augmentation de capital						
Fonds Propres						
Augmentation des dettes financières						
Financement participatif						
Subventions						
Compte-courant tréso court terme avec ENGIE ES						
TOTAL RESSOURCES						
Immobilisations de 1er Equipement						
Immobilisations de Renouvellement						
Remboursement de dettes financières						
Distribution de dividendes						
Frais financiers en construction						
TOTAL EMPLOIS						
FONDS DE ROULEMENT						

MODALITES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

1 - PREFINANCEMENT	
Montant des travaux	600 000,00 €
Conditions de préfinancement	
Préfinancement travaux	
Indice de référence	
Niveau de l'indice (1)	
Date de référence	
Marge (2)	
Taux = (1)+(2)	
Préfinancement TVA	
Indice de référence	
Niveau de l'indice (1)	
Date de référence	
Marge (2)	
Taux = (1)+(2)	
Autres(à préciser) Subvention d'équipement	- €
Indice de référence	
Niveau de l'indice (1)	
Date de référence	
Marge (2)	
Taux = (1)+(2)	
Commissions	
Commission d'arrangement	
Commission d'engagement	
Commission de non utilisation	
autres	
Total des intérêts intercalaires	
dont préfinancement TVA	
dont préfinancement construction	
dont préfinancement commissions bancaires	
Montant des fonds propres	
dont intérêts intercalaires	
Intérêts intercalaires/investissements	
Financement 1	
Nom de l'établissement bancaire (chef de fil)	600000
Nature de financement	
Durée	6 ans
Indice de référence	
Date de référence	
Niveau de l'indice	
Marge 1 (Spread de crédit)	
Marge 2 (Prime de contingence)	
Taux d'intérêt long terme	3,94%
Financement 2	
Nom de l'établissement bancaire (chef de fil)	
Nature de financement	
Durée	
Indice de référence	
Date de référence	
Niveau de l'indice	
Marge 1 (de swap...)	
Marge 2 (financement, cession Dailly,...)	
Taux d'intérêt long terme	

Annuités d'emprunts

Dette Long Terme					
	année	principal	intérêts	annuité	KRD
1	2024	90 594	23 640	114 234	509 406
2	2025	94 163	20 071	114 234	415 243
3	2026	97 873	16 361	114 234	317 370
4	2027	101 729	12 504	114 234	215 641
5	2028	105 737	8 496	114 234	109 903
6	2029	109 903	4 330	114 234	0
TOTAUX		600 000		685 402	1 567 564

Période de remboursement en
mois
Début Fin

Taux VAN	2%
----------	----

	1	2	3	4	5	6		Total	Moyenne	VAN
Contribution 1										
Contribution 2										
Contribution 3										
Contribution 4										
Total des flux délégant/délégataires										
Redevance 1										
Redevance 2										
Redevance 3										
Total des flux délégataire/délégant										
Solde des flux délégant/délégataire										
VAN										

ANNEXE 19

GRILLE TARIFAIRE

Marché COUVERT

TARIFS ABONNES

Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade, avec profondeur 2 m	3,00 €
Supplément pour place d'angle	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	2,00 €
REDEVANCE déchets par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,60 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	2,20 €

Marché GARE

TARIFS NON ABONNES

matin 8h30-13h	
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade, avec profondeur 2 m	3,60 €
Supplément pour place d'angle	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	1,50 €
Redevance déchets par jour de marché et par commerçant par ml	0,16 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,58 €
après midi 15h-18h	
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade, avec profondeur 2 m	2,40 €
Supplément pour place d'angle	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	
Redevance déchets par jour de marché et par commerçant par ml	0,16 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,58 €
journée 8h30-18h	
Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade, avec profondeur 2 m	6,00 €
Supplément pour place d'angle	1,79 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	1,50 €
Redevance déchets par jour de marché et par commerçant par ml	0,16 €
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	0,58 €

Marché HBM

TARIFS NON ABONNES

Tarif Emplacement par mètre linéaire de façade, avec profondeur 2 m	1,30 €
Tarifs pour 2 m supplémentaire avec deux mètres de profondeur	
Supplément pour place d'angle	1,76 €
Tarifs de la redevance d'animation par jour de marché et par commerçant	
REDEVANCE déchets par jour de marché et par commerçant (par ml)	
Redevance pour nettoyage par jour de marché et par commerçant (par ml)	1,50 €



Dispositif d'aide à la requalification Des devantures, des enseignes commerciales et à la mise aux normes des accès aux personnes à mobilité réduite

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS COMMUNALES

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie et du développement commercial de la Commune de Villeneuve-Saint-Georges et en accompagnement des divers projets urbains de réaménagement des espaces publics, la Commune de Villeneuve-Saint-Georges a décidé de créer un dispositif incitatif d'aide visant à favoriser la qualité esthétique et architecturale des devantures, des enseignes commerciales et à la mise aux normes des accès aux personnes à mobilité réduite.

Pour permettre une attribution conforme aux objectifs fixés par la délibération du Conseil Municipal instituant ce programme de subventions, la Commune s'est dotée du règlement régissant l'octroi des subventions communales, dans le cadre du dispositif d'aide à la requalification des devantures, des enseignes commerciales et à la mise aux normes des accès aux personnes à mobilité réduite.

ARTICLE 1 : Les objectifs

Par la mise en œuvre du dispositif d'aide à la requalification des devantures, des enseignes commerciales et à la mise aux normes des accès aux personnes à mobilité réduite, la Ville de Villeneuve-Saint-Georges souhaite accompagner les commerçants.

La devanture commerciale désigne en effet, la vitrine, l'enseigne et son éclairage, le dispositif de fermeture et le seuil de porte.

Cet accompagnement par la Ville revêt deux formes :

- Un appui technique consistant en une information personnalisée à destination des commerçants pour les conseiller dans la conception de leur nouvelle devanture commerciale et/ou enseigne commerciale (taille, couleur, éclairage, ...).
- Une subvention sur les travaux réalisés, selon l'autorisation d'urbanisme délivrée et dans le respect des règlements en vigueur.

Le dispositif s'inscrit dans la stratégie commerciale de la Ville en renforçant la cohérence et la qualité du paysage commercial local, et chaque projet doit s'intégrer dans la continuité de cette dynamique.

ARTICLE 2 : La durée du dispositif et le budget

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-7-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Le présent dispositif d'aide à la requalification des devantures et enseignes commerciales est mis en place pour la période de 6 ans. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider avant son terme d'y mettre fin.

Chaque année, il votera lors du budget primitif le montant alloué au dispositif.

ARTICLE 3 : Le périmètre concerné

Le dispositif d'aide à la requalification des devantures et des enseignes commerciales s'applique au périmètre visé dans la délibération de la Commune de Villeneuve–Saint–Georges.

ARTICLE 4 : Les travaux éligibles

Sont concernés les installations ou les rénovations des devantures et enseignes commerciales et à la mise aux normes des accès aux personnes à mobilité réduite.

ARTICLE 5 : Les bénéficiaires éligibles

✓ **Sont éligibles au dispositif :**

- Les entreprises commerciales et artisanales exerçant une activité derrière une vitrine, et dont la surface de vente est inférieure ou égale à 150 m²
- Les propriétaires de locaux commerciaux souhaitent requalifier leurs biens

✓ **Sont exclus de l'aide :**

- Les constructions neuves et les édifices publics ;
- Les devantures commerciales donnant sur un espace privatif et non vues depuis un espace ouvert à la circulation publique ;
- Les immeubles faisant l'objet d'une procédure administrative de démolition (*arrêté d'insalubrité et de péril*) et faisant l'objet d'une *fermeture administrative*.

ARTICLE 6 : La constitution des dossiers

Avant tout dépôt de dossier de demande de subvention, le postulant doit prendre attache auprès du Service Urbanisme, pour prendre connaissance de la réglementation en vigueur pour les devantures et les enseignes.

Le projet doit obtenir les autorisations nécessaires délivrées par les services compétents de la ville avant de tout commencement de travaux.

Le dossier de demande de subvention doit comporter les pièces suivantes :

- La demande de subvention formulée par écrit par le demandeur, précisant le nom du commerce, l'adresse, la référence à l'autorisation d'urbanisme (numéro de l'arrêté)
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) du demandeur
- Les dépenses prévisionnelles liées à l'opération (devis)
- Les financements prévisionnels de l'opération (aides publiques, emprunt, fonds propres, autres...)
- La copie du bail commercial ou professionnel.
- Le justificatif de l'activité exercée derrière la vitrine dont les travaux font la demande de subventions : attestation d'inscription à la Chambre de Commerce et d'Industrie ou à la Chambre des Métiers (extrait d'immatriculation ou extrait K-bis).
- La copie de l'acte de propriété du bien, mentionnant la désignation du local en tant que « *local commercial* ».
- Photocopie de la carte d'identité ou du passeport du demandeur.
- Facture acquittée faisant apparaître l'adresse des travaux et le détail des travaux réalisés.
- Les autorisations d'urbanisme obtenues pour la réalisation des travaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-7-DE
Date de réception : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

ARTICLE 7 : La Subvention

La subvention est attribuée dans la limite des crédits inscrits annuellement au budget communal. La subvention sera au maximum de 40% du montant des travaux et études dans la limite de 1 500€ par projet et une seule aide sera attribuée par commerce par période de 6 ans.

L'accord de la Commune sera notifié au demandeur par courrier recommandé avec accusé réception. Cette notification précise :

- Le montant de l'aide octroyée.
- Le rappel des conditions de versement de la subvention.

ARTICLE 8 : Les modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention communale sera effectué directement au demandeur, en une fois à la fin des travaux après vérification par le service, sur justificatifs des factures.

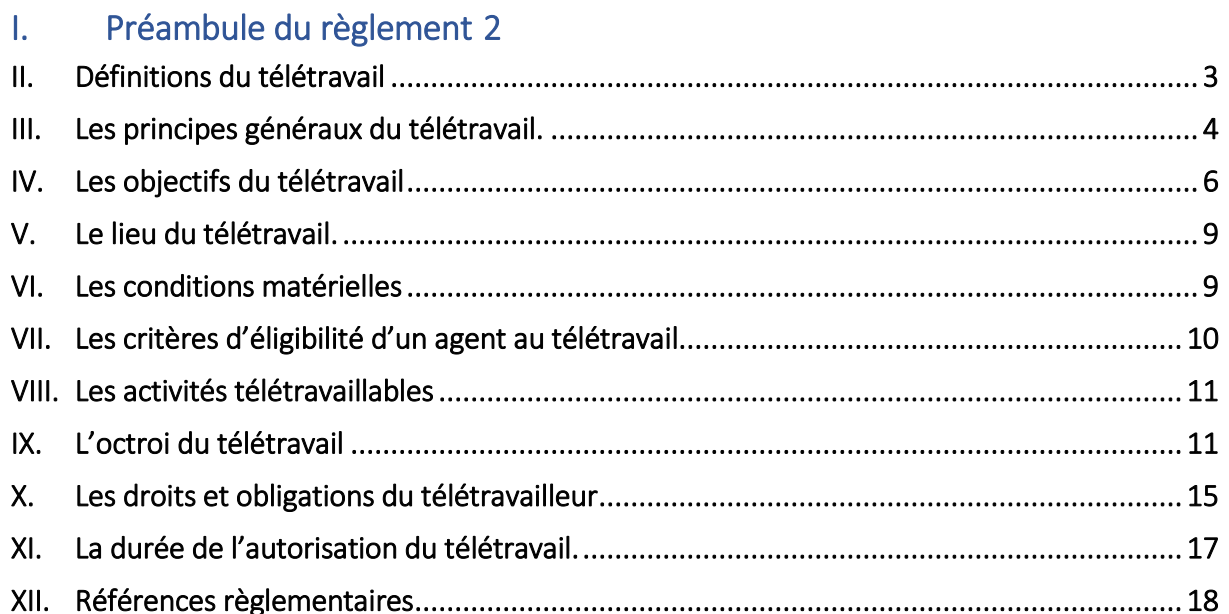
Le versement de la subvention est conditionné à :

- L'engagement des travaux dans un délai de six mois après la date de l'autorisation d'urbanisme accordant les travaux.
- La visite de conformité par les agents assermentés de la Commune

ARTICLE 9 : La communication communale

Les bénéficiaires d'une subvention communale cèdent un droit à l'image des photos de leur boutique et/ou d'eux –mêmes, prises dans le cadre du dispositif d'aide à la requalification des devantures, des enseignes commerciales et à la mise aux normes des accès aux personnes à mobilité réduite., pour en faire la promotion (informations communales, reportage dans les journaux, site internet de la Ville, réseaux sociaux, ...).

De même, ils s'engagent à faire apparaître clairement la contribution communale dans les toutes les actions de communication et publications liées à ce projet et par affichage sur la devanture de leur commerce pendant une durée de 3 mois.



1

I. Préambule : une nouvelle façon de travailler

Le télétravail répond à un besoin d'optimisation de l'efficacité des services.

Il vise plusieurs objectifs :

- **Moderniser** les pratiques de management et les modes d'organisations du travail existantes dans les services de la collectivité (Ville, CCAS) ;
- **Motiver** les agents en permettant une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle, contribuant à l'amélioration du bien-être au travail.
- **Contribuer** à la prévention des risques professionnels en régulant :
 - La présence de facteurs de risques psychosociaux¹ parfois présents dans les environnement de travail (interruptions intempestives, charge de travail).
 - Les risques liés aux déplacements domicile-travail, piéton ou véhiculés.
- **Maintenir** une continuité de service public lorsque des aléas irrésistibles se présentent. L'expérience récente a démontré que le télétravail permettait de maintenir une activité de service public dans le cadre de plan de continuité d'activité lors :
 - De crises sanitaires (pandémie de covid19)
 - De crises sociales (grèves perlées des transports)
 - D'aléas climatiques (fortes neiges ou fortes chaleurs, pollution aux particules fines, crues de la seine compliquant les transports, etc...)

Le télétravail participe à la promotion d'une **qualité de vie au travail**.

Pour cela, la mise en place du télétravail nécessite de faire évoluer dans les esprits les notions de **temps** et de **lieu de travail**.

Le présent document cadre l'exercice du télétravail à Villeneuve-Saint-Georges et accompagne les agents et leurs encadrants dans la mise en place de ce dispositif.

¹ Pour en savoir plus sur les RPS, <https://www.inrs.fr/risques/psychosociaux/ce-qui-fait-ester-n.html>

II. Définitions du télétravail

La Loi « Sauvadet » précise dès 2012 la possibilité pour les agents de la fonction publique d'exécuter leur service par le **télétravail**.

Article 133 de la loi dite « Sauvadet »: « Les fonctionnaires [...] peuvent exercer leurs fonctions dans le cadre du télétravail [...]. L'exercice des fonctions en télétravail est accordé à la demande du fonctionnaire et après accord du chef de service. [...] »

En application de cette loi, le [décret n° 2016-151 du 11 février 2016](#) définit le télétravail et précise les modalités de mise en œuvre du télétravail.

Article 2 du décret 2016-151: «Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.
Le télétravail peut être organisé au domicile de l'agent, dans un autre lieu privé ou dans tout lieu à usage professionnel. [...]».

[L'accord relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021](#) redéfinit les contours d'une organisation du télétravail réussie. Ce présent règlement s'appuie sur les dispositions de cet accord.

En somme, pour le définir, le télétravail doit reposer sur des critères qui le distinguent des autres formes de travail à distance :

- L'agent en télétravail a demandé et a obtenu l'autorisation d'exercer en télétravail une partie de son temps de travail qu'il aurait pu réaliser sur site ;
- Les lieux sont définis ;
- Il y a alternance entre un temps minimal de présence sur site et un temps en télétravail ;
- Sont utilisées les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Ainsi, ne rentrent pas dans ce cadre :

- Le travail effectué à l'extérieur des locaux lors des déplacements professionnels.
- Le travail effectué depuis le domicile sans qu'une organisation préalable et habilitante ne soit précisée en amont entre l'agent et son employeur.

Le télétravail est un mode de travail qui ne déroge en aucune façon aux règles de droits et obligations du travail.

III. Les principes généraux du télétravail.

Au regard de la réglementation et des besoins des collectivités territoriales vis-à-vis du télétravail, celui-ci doit répondre à plusieurs principes :

1. **Le double volontariat** : l'agent est à l'initiative de la demande (écrite) et l'employeur ne peut lui imposer un télétravail. Son responsable hiérarchique doit néanmoins donner son accord et être volontaire, afin de définir les tâches de travail concernées par le télétravail et leurs modalités d'exécution (*article 5 du décret n°2016-151 du 11/02/2016*).

Dans certains cas de figure, le télétravail doit aussi, de façon exceptionnelle, pouvoir être mis en œuvre à la demande des employeurs sur le fondement des pouvoirs dont ils disposent (lors de situation de crise par exemple).

2. **La contractualisation entre le télétravailleur et l'employeur** : Le télétravail s'organise dans le cadre d'un accord formalisé définissant les modalités de mise en œuvre et de suivi du télétravail.
3. **L'alternance entre travail sur site et télétravail** : L'agent en télétravail doit maintenir une présence minimale sur site, qui vise à garantir le maintien d'une cohésion avec le collectif de travail.
4. **L'usage et la disponibilité des outils numériques** : l'agent demandeur est présumé savoir utiliser les outils et les NTIC mis à sa disposition et nécessaires à l'accomplissement des missions. Ce matériel doit être disponible afin de pouvoir mettre en œuvre le télétravail.
5. **Le droit à la déconnexion** : Le respect du droit à la déconnexion et du respect des temps de repos est un élément essentiel pour assurer de bonnes conditions de travail aux agents. Par conséquent, la possibilité accordée de télétravailler ne permet pas l'extension de la disponibilité de l'agent, en dehors des horaires de travail.
6. **La compatibilité du télétravail avec les missions** : seuls les agents dont les missions (ou une partie des missions) sont techniquement et humainement faisables en dehors des locaux de travail habituels sont éligibles au télétravail. Cela implique de disposer du matériel nécessaire et d'avoir les capacités de travailler en autonomie.
7. **La continuité du service public et la priorité à la nécessité de service** : le télétravail ne peut être possible si celui-ci est mis en œuvre au détriment de l'efficacité du service d'appartenance de l'agent. De même, en cas de besoin, le télétravail peut être interrompu pour nécessité de service.
8. **La réversibilité** : Il peut être mis fin au télétravail, à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'administration, du responsable hiérarchique ou de l'agent. Hors circonstances exceptionnelles et télétravail ponctuel, lorsque l'administration souhaite mettre fin à une autorisation de télétravail, sa décision écrite, doit être précédée d'un entretien et motivée au regard de l'intérêt du service. L'agent en télétravail n'a pas pour sa part à justifier sa décision de renoncer au bénéfice d'une autorisation de télétravail.
9. **Les droits et obligations** : les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation (*article 6 du décret n°2016-151 du 11/02/2016*).

10. **La disponibilité de l'agent** : l'agent s'engage à rester disponible par les voies de communication usuelles (télécommunications : téléphone, mails, etc...).
11. **La protection des données et la confidentialité** : L'employeur est tenu d'assurer la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur.
De même, l'agent est soumis à son devoir de réserve et traite les données avec confidentialité et discrétion, y compris au sein de son foyer.
12. **Le respect de la vie privée** : L'employeur est tenu de respecter la vie privée du télétravailleur.

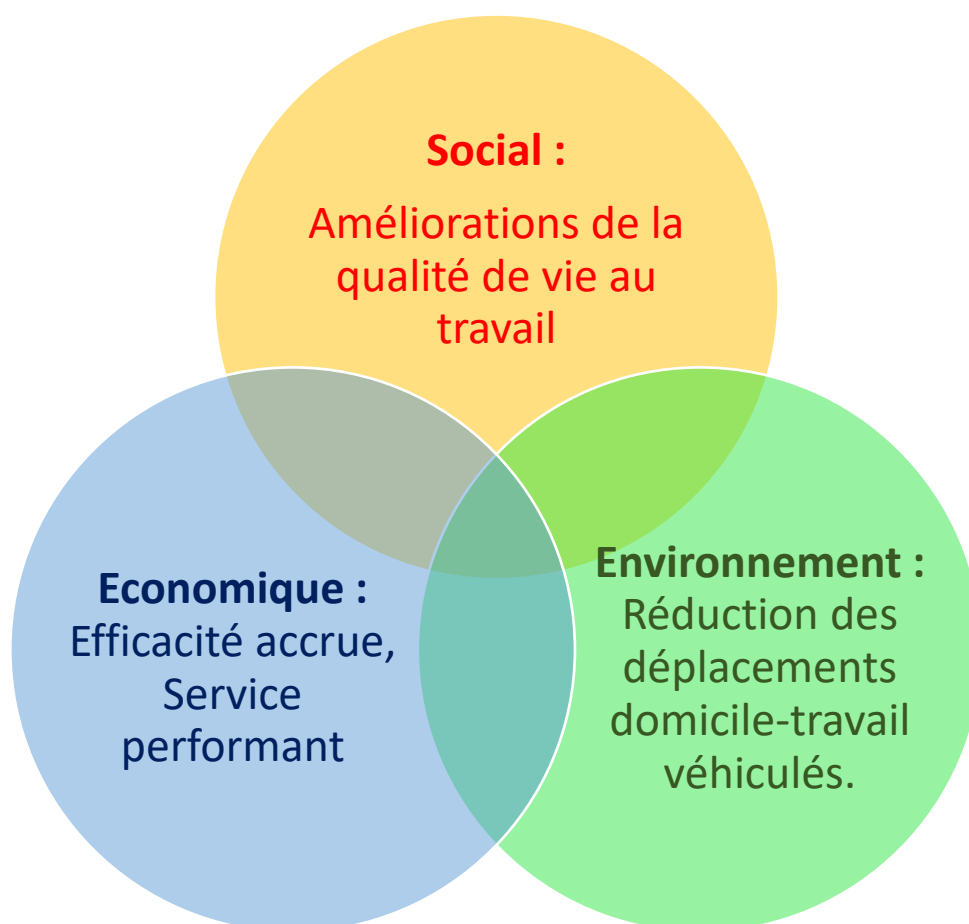
IV. Les objectifs du télétravail

Un dispositif de télétravail qui se construit dans l'intérêt de l'organisation dans laquelle il s'inscrit doit répondre à la fois aux attentes des agents et de la collectivité.

Un dispositif de télétravail se construit à travers une approche de **développement durable**.

Aussi, il a pour objectif de renforcer **l'attache des agents à la collectivité** et **l'attractivité des services de la ville**. Ce dispositif repose sur 3 piliers :

- **Un pilier social** : une amélioration du bien-être au travail est recherchée par la réduction des temps de trajet, une fatigue moins prononcée, permettant une meilleure conciliation vie privée / vie professionnelle. La mise en place du télétravail vise notamment la limitation des risques d'accidents/incidents liés aux déplacements.
- **Un pilier environnemental** : une partie des agents empruntant des véhicules thermiques, en totalité ou en partie, sur le trajet domicile-travail, le télétravail peut contribuer à la réduction des déplacements véhiculés et engendre une réduction de l'empreinte carbone de la collectivité sur l'environnement.
- **Un pilier économique** : le télétravail contribue à une efficacité de l'activité, en améliorant la qualité du service rendu, l'efficience des ressources utilisées et la performance d'un collectif de travail.



En effet, le télétravail est reconnu par l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT) comme permettant à un télétravailleur de se délester de ce qui peut être perçu et vécu comme des contraintes : les temps et coûts de trajet domicile-travail, la fatigue occasionnée par l'effort de déplacement, et se retrouve dans des conditions de travail favorable à la concentration, isolé de toutes les interruptions habituelles du travail.

Le télétravail, en délivrant des conditions de travail propices à la réflexion, permet **de valoriser les fonctions d'encadrement**, en favorisant le recentrage sur des tâches et en facilitant la gestion de son temps sans la contrainte des interruptions du quotidien d'un service et d'un environnement de travail.

Le renforcement de l'attractivité de la collectivité, dans la perspective de futurs recrutements, constitue l'autre objectif recherché à travers la mise en place du télétravail.

V. La quotité allouée au télétravail.

Au regard des possibilités offertes par la réglementation (3 jours de télétravail par semaine), à Villeneuve-Saint-Georges, il a été décidé la quotité suivante pour l'exécution d'un télétravail selon la définition citée plus haut :

Sur la base d'une semaine de travail :

- **1 à 2 jour fixes et déterminés de télétravail hebdomadaire autorisé.**

Une dérogation pour que la quotité de jours soit revue à la hausse pourra être établie, uniquement pour raison de santé (étude au cas par cas en lien avec les services de médecine préventive et la direction des ressources humaines).

Quelques précisions et pratiques :

- Les jours de télétravail ne sont pas cumulables d'une semaine à l'autre. Autrement dit, si un agent n'accomplit pas une semaine son télétravail, il ne pourra les reporter à la semaine qui suit et les cumuler avec ceux de la semaine en cours.
- Le télétravail n'ouvre pas de droits à récupération ou heures supplémentaires.
- Un agent en temps partiel voit son temps de télétravail proratisé. Pour rappel, un agent devra être présent au moins 3 jours par semaine.
- Le télétravail ne peut suivre une période d'arrêt de travail (reprise en télétravail), ou de congés. Il ne peut pas précéder une période de congé (sauf si entrecoupé d'un weekend).

Dans tous les cas, la quotité ne pourra excéder 3 jours par semaine, conformément à la réglementation en vigueur.

[Article 3 du décret 2016-151](#) : *La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail **ne peut être supérieure à trois jours par semaine**. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur **à deux jours par semaine**.*

VI. Le lieu du télétravail.

Le domicile de l'agent constitue le lieu d'exercice du télétravail.

Toute résidence secondaire pouvant faire l'objet d'un lieu de travail doit être déclaré dans la demande d'exercice.

Malgré la possibilité réglementaire de participer aux frais d'utilisation du domicile, les frais engendrés à ce titre ne donneront pas lieu à une participation de l'employeur (frais d'accès à internet, électricité, chauffage ou climatisation du domicile...) à ce jour.

Tout changement d'adresse du domicile devra impérativement être signalé dans le cadre du télétravail.

Le principe de réversibilité pourra alors être invoqué par la direction des ressources humaines et/ou le supérieur hiérarchique, si les critères d'éligibilité ne sont plus réunis.

Le télétravailleur devra attester sur l'honneur qu'il dispose à son domicile des conditions nécessaires et compatibles avec le télétravail et garantissant sa sécurité et la protection de sa santé.

Parmi ces conditions :

- Une installation électrique conforme à la norme NF C 15-100 relative aux installations électriques basse tension en France et lui permettant un raccordement des matériels mis à sa disposition.
- Un accès à très haut débit à Internet (fibre ou coaxial).
- Une absence d'environnement nuisible au travail (bruit, travaux, circulation,).
- Une absence de responsabilité sur des enfants ou des personnes à charges nécessitant une attention ou une assistance.
- Un poste de travail adéquat et conforme aux principes ergonomiques (un espace dédié).
- Une assurance habitation couvrant le télétravail.

Le respect de la vie privée à son domicile est garanti au télétravailleur. Aucune réunion de travail ne peut avoir lieu au domicile du télétravailleur.

VII. Les conditions matérielles

Le télétravail nécessite que les missions, ou une partie des missions, de l'agent s'exécute par l'intermédiaire de l'outil informatique.

Pour délocaliser le travail de l'agent à son domicile, une étude de faisabilité technique préalable sera réalisée : la liste des matériels et applications nécessaires au télétravail doit être établie en amont en concertation avec le télétravailleur, son responsable hiérarchique et le service en charge des systèmes d'information de la collectivité.

Lorsque l'accord de l'autorité territoriale est notifié par un arrêté individuel, le service en charge des systèmes d'information fournit au télétravailleur le matériel informatique et/ou téléphonique adapté au télétravail et équipés des logiciels et applications nécessaires à l'accomplissement des tâches.

Le télétravailleur s'engage à prendre soin du matériel mis à sa disposition et à en faire usage uniquement pour les activités professionnelles, et à restituer le matériel dès lors que son autorisation prend fin.

VIII. Les critères d'éligibilité d'un agent au télétravail

Chaque demande de télétravail fait l'objet d'un examen individuel, tenant compte à la fois d'éléments spécifiques au télétravailleur, et aussi du contexte particulier du service dans lequel il évolue.

Parmi les critères servant à déterminer si une suite favorable peut être réservée à la demande de télétravail formulée, on peut en distinguer de plusieurs sortes :

- Ceux liés à l'environnement technique et matériel,
- Ceux tenant aux compétences et caractéristiques professionnelles du télétravailleur,
- Ceux liés au fonctionnement du service (principe de continuité),
- Ceux liés à la situation personnelle de l'agent



IX. Les missions éligibles au télétravail.

Les missions concernées faisant appel à de la concentration et de la réflexion peuvent être réalisées à domicile dans le cadre du télétravail. Ces tâches de travail doivent pouvoir être réalisées en utilisant les moyens de télécommunications usuelles, les applications informatiques, les services d'information ou de documentation en ligne ou des documents papier facilement transportables, sans données nominatives ou confidentielles.

La mission doit pouvoir être réalisée en totale autonomie, sans que cela ne soit au détriment du service d'appartenance. Aussi, le responsable hiérarchique doit pouvoir constater le résultat de la réalisation de l'agent en télétravail à court ou moyen-terme.

La fréquence et la charge de travail doivent aussi être suffisantes pour occuper l'agent sur l'ensemble de ces journées de télétravail.

La qualité du travail et la charge assurée par le biais du télétravail doivent être appréciées par le responsable hiérarchique direct puis les membres de la ligne managériale.

A titre non exhaustif, **les exemples d'activités incompatibles** avec le télétravail sont listés ci-dessous :

- Les activités pour lesquelles une **présence physique** dans les locaux de l'administration est nécessaire pendant toute la durée du temps de travail.
- Les activités pour lesquelles l'utilisation de matériel, matériaux, outils **autres que ceux mis à disposition dans le cadre du télétravail** à l'agent par la ville est requise.
- Les activités portant sur des **documents confidentiels** ne pouvant être transportés sans risquer de compromettre la **confidentialité** des données qui y sont mentionnées.
- Les activités réalisées par **plusieurs individus simultanément** (les entretiens et réunions de groupes de travail ne peuvent pas se tenir au domicile d'un agent en télétravail). De même, les rendez-vous avec les partenaires institutionnels et prestataires extérieurs ne peuvent être délocalisés à domicile.
- Les activités comportant l'accomplissement de travaux nécessitant l'utilisation de logiciels métiers faisant **l'objet de restrictions d'utilisation à distance**.

X. Les risques professionnels induits par l'exercice du télétravail

Selon l'ANACT, sans réflexion collective, les pratiques de télétravail peuvent perturber le travail collectif. Le recours au NTIC comporte certes des avantages (décrits précédemment) mais également des sources et facteurs de stress au travail, de fatigue voire d'épuisement. Il peut déréguler la charge de travail du télétravailleur, et des non éligibles au télétravail.

Villeneuve-Saint-Georges est soucieux de préserver la santé physique et mentale de l'ensemble des agents. L'attention de la commission d'attribution et d'accession au télétravail veillera à prévenir :

- L'estompement de la frontière entre travail et vie privée.
- L'intensification du travail et le risque d'épuisement.
- L'hyper connectivité des télétravailleurs
- L'infobésité (par exemple, l'usage important des mails ayant pour effet de dégrader la charge de travail des destinataires)
- L'augmentation des phénomènes d'addictions (alcool et tabac en particulier)

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-8-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

- La mauvaise alimentation.
- L'isolement des collègues.
- La perte d'efficacité par l'incapacité à la concentration ou à maintenir son efficacité sur la durée nécessaire

Les télétravailleurs seront tenus de se rendre disponible aux sessions de sensibilisation aux risques liés au télétravail qui seront proposés et mis en œuvre par le service Prévention et médecine préventive.

L'absence à ces modules de formation peut constituer un motif d'interruption du télétravail, tout comme une évaluation des risques qui établirait une exposition manifeste à un risque professionnel pouvant porter atteinte à la santé physique ou mentale de l'agent.

XI. L'octroi du télétravail

L'agent doit être en poste depuis **au moins six mois** au sein de la collectivité.

Il formalise sa demande par écrit à l'aide du formulaire dédié (annexe 1) et, une fois sa partie remplie, doit au préalable :

1. Aborder le sujet avec son responsable hiérarchique.

Déterminer en accord avec son responsable hiérarchique en amont les missions dont la réalisation peut être délocalisée du lieu de travail, l'impact sur le service de cette délocalisation, la coordination éventuelle avec les collègues directs et indirects, etc...

Cette étape permettra la faisabilité d'une organisation du travail par le biais du télétravail.

Pour vous aider dans votre démarche, deux outils d'autoévaluation sont mis à disposition par la DGAFP :

- [Outil d'auto-évaluation agent](#) (p56)
- [Outil d'auto-évaluation encadrant](#) (59)

L'encadrant pourra également se munir de la fiche d'aide à la décision pour évaluer la faisabilité de la demande (annexe 2)

2. Formuler une demande écrite

Conformément au principe du volontariat, c'est à l'agent de demander la mise en œuvre du télétravail **à l'attention du Maire de Villeneuve-Saint-Georges**. Il joint la fiche de candidature remplie (annexe 1) de sa main et celle de son responsable hiérarchique.

Dès la réception de la demande, les services de la Direction des ressources humaines étudient la demande puis le Directeur général des services émet un avis avant que la demande ne soit statuée par l'autorité territoriale.

En cas de refus d'octroi du télétravail, l'agent reçoit un courrier motivant les raisons du refus. En cas de recours, l'agent peut se rapprocher de son responsable de service afin de renouveler le dialogue autour de sa demande initialement refusée.

3. L'accord de la collectivité

L'accord de l'autorité territoriale est formalisé par un arrêté individuel signé par l'agent et l'autorité territoriale et remis au à la Direction des systèmes informatique.

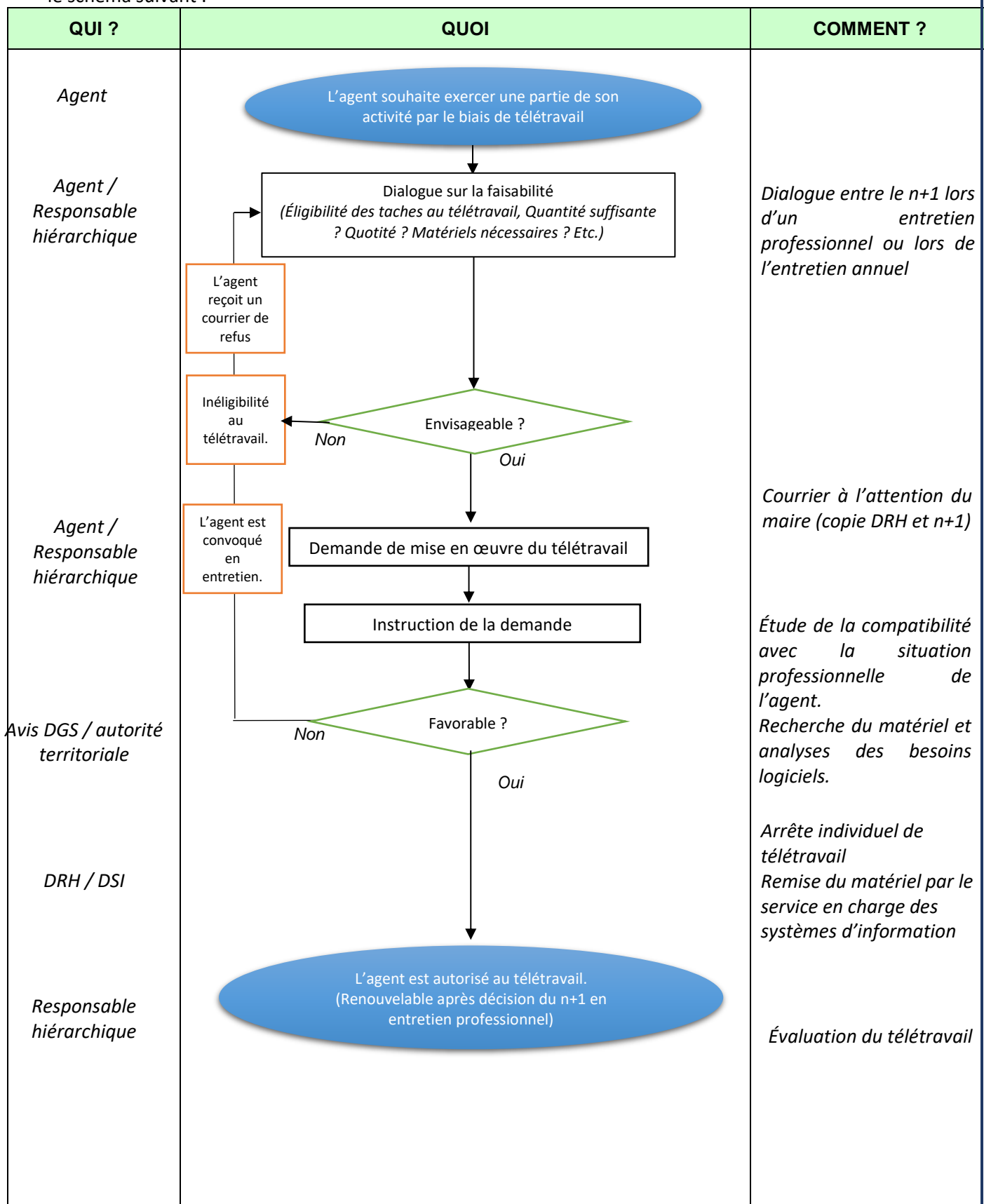
Dans cette arrêté (annexe 3), formalisant l'engagement de chacune des parties, figureront :

- La quotité allouée au télétravail
- Le rythme et le jour défini
- Les tâches de travail concernées.
- Les horaires de travail
- Le matériel utilisé.
- Un rappel des principes du télétravail
- Un rappel des obligations de l'agent en télétravail.
- Les engagements de chacune des parties.
- Les possibilités de recours pour annulation du télétravail.

La Loi dite « Loi Sauvadet » énonce à son article 133 : « *Les fonctionnaires [...] peuvent exercer leurs fonctions dans le cadre du télétravail [...]. L'exercice des fonctions en télétravail est accordé à la demande du fonctionnaire et après accord du chef de service. Il peut y être mis fin à tout moment [...]. Les fonctionnaires télétravailleurs bénéficient des droits prévus par la législation et la réglementation applicables aux agents exerçant leurs fonctions dans les locaux de leur employeur public.* »

Accusé de réception en préfecture
94400015-2025-00005-D5
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de dépôt en préfecture : 24/12/2025

Les différentes étapes de la procédure d'octroi de l'autorisation de télétravail sont récapitulées dans le schéma suivant :



Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-8-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

XII. Droits et obligations du télétravailleur

1. Statut du télétravailleur

Le télétravailleur conserve tous les droits attachés à sa situation d'agent public territorial en activité. Aucun traitement discriminant, en particulier en matière de déroulement de carrière, de protection sociale, de régime indemnitaire ou autres avantages sociaux, ne pourra lui être réservé du fait de sa situation de télétravailleur.

2. Santé et Sécurité au Travail

Dans les conditions de droit commun en vigueur, le télétravailleur pourra prétendre à la reconnaissance de l'imputabilité au service, en cas d'accident ou de maladie survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions en télétravail.

La commission de réforme pourra être saisie en cas de doute sur l'imputabilité au service de l'accident de travail.

L'aménagement du poste de travail au domicile peut être porté à connaissance du médecin de prévention, à l'assistant de prévention et/ou au conseiller de prévention qui pourront formuler les recommandations utiles afin de garantir des conditions d'hygiène et de sécurité au travail optimales et à prévenir les risques d'accident et de maladies professionnelles.

3. Temps de travail

Une journée de télétravail est fixée à 7H30 de temps de travail.

Ce temps de travail s'inscrit dans les horaires d'ouverture du service d'appartenance, et les horaires de travail habituels de l'agent.

Les horaires de travail pratiqués par le télétravailleur sont pris en compte sur le mode déclaratif.

Le télétravailleur devra communiquer par courriel à son responsable hiérarchique lorsqu'il le demande, ses horaires effectifs le jour de télétravail, à savoir en début et en fin de chaque service.

L'agent doit pouvoir être joint par sa hiérarchie pendant les temps de télétravail par ses collègues de travail et son responsable hiérarchique, par messagerie électronique et par téléphone portable professionnel.

Le jour de télétravail est fixé d'un commun accord entre le télétravailleur et son responsable hiérarchique direct.

Des adaptations pourront être proposées par le télétravailleur ou son responsable hiérarchique en cas de nécessité de service, en respectant si possible un délai de prévenance.

De manière générale, la nécessité de service prime. Le télétravail ne constitue pas un motif acceptable de non-assistance à une formation ou réunion, et un retour temporaire sur le site habituel peut être demandé en cas de pannes, sous-charge de travail exécutable à distance, surcharge sur site, urgences...

Le délai d'application de la demande de retour temporaire est en fonction de la nature et du degré de prévisibilité du motif de retour mais aussi significativement inférieur au délai de préavis d'interruption définitive.

4. Obligations

En plus de l'ensemble des obligations qui continuent de s'imposer au télétravailleur en vertu du statut d'agent public, le télétravailleur s'engage à accomplir lui-même les tâches qu'il est prévu d'effectuer en télétravail. Aucun tiers ne peut réaliser les tâches de travail.

Il doit aussi assurer la confidentialité des documents utilisés et des travaux réalisés d'exercice du télétravail précisés dans l'accord tripartite, ainsi que l'intégrité et la disponibilité des informations auxquelles il a accès dans le cadre professionnel sur tous supports et par tous moyens, et notamment sur papier, oralement ou électroniquement.

Le télétravailleur s'engage également à ne pas utiliser ces données à des fins personnelles.

Aucun document original ne peut être apporté au lieu de télétravail. Par conséquent, le télétravailleur prévoit des copies ou des scans des documents de travail nécessaire à sa mission.

Pour l'utilisation du matériel mis à sa disposition dans le cadre du télétravail, le télétravailleur doit se conformer strictement aux prescriptions édictées par son employeur, et en particulier aux recommandations et consignes du service en charge des systèmes d'information de la ville figurant dans le règlement intérieur relatif aux ressources informatiques.

XIII. La durée de l'autorisation du télétravail.

1. Durée

L'autorisation de télétravail est délivrée pour d'une durée d'un an maximum, reconduite tacitement.

Dans des cas de dérogation octroyée pour raisons médicales, cette durée peut être écourtée et circonscrite à six mois, période renouvelable une fois.

2. Période probatoire

Une période probatoire peut être requis par l'administration afin de vérifier l'aptitude de l'agent à pouvoir réaliser ses missions par le biais du télétravail, sans effet sur l'efficacité du service.

3. Fin de l'autorisation télétravail :

Il peut être mis fin à la situation de télétravail avant l'échéance de l'accord, sur demande écrite motivée, à l'initiative soit du télétravailleur, soit de l'employeur, moyennant un délai de prévenance **de deux mois**, ou dans des délais écourtés en cas de nécessité de service dûment motivée, ou lorsque les conditions définies dans l'accord de télétravail ne sont plus remplies ou respectées.

Au terme normal de l'autorisation, il est procédé à son renouvellement tacite, selon une durée et des modalités identiques, sous réserve d'un avis favorable du responsable de service.

Dans l'hypothèse où le télétravailleur ne respecterait pas les règles de confidentialité, la DRH se réserve le droit de mettre fin sans délai à la situation de télétravail et d'engager éventuellement une procédure disciplinaire.

Tout changement d'affectation du télétravailleur entraîne l'interruption du télétravail. L'agent concerné doit présenter une nouvelle demande.

XIV. Références règlementaires

- [LOI n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique \(Loi dite « Sauvadet »\).](#)
- [Accord national interprofessionnel du 26 novembre 2020 pour une mise en œuvre réussie du télétravail](#)
- [Arrêté du 2 avril 2021 portant extension de l'accord national interprofessionnel pour une mise en œuvre réussie du télétravail - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)
- [Section 4 du Code du Travail : Télétravail \(Articles L1222-9 à L1222-11\) - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)
- [L'accord relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021](#)
- [Accord relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\) du 4 avril 2022](#)
- [Décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature](#)
- [LOI n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique](#)

RÈGLEMENT INTÉRIEUR RELATIF À L'ACCUEIL DES ANIMAUX DOMESTIQUES PAR LES AGENTS MUNICIPAUX AU SEIN DES LOCAUX DE LA VILLE DE VILLENUEVE-SAINT-GEORGES

Préambule

La Ville de Villeneuve-Saint-Georges poursuit une politique de ressources humaines ambitieuse et innovante s'inscrivant dans un cadre général d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail, dans le but de créer un environnement favorable à l'épanouissement et à la réussite professionnelle de ses agents.

Dans ce cadre, la Collectivité cherche en permanence à s'inspirer des meilleures pratiques pour promouvoir un cadre de travail apaisant et stimulant, source de créativité et facteur de performance.

Ces dernières années, plusieurs études ont démontré l'impact particulièrement positif que pouvait avoir la présence d'animaux domestiques sur le lieu de travail.

Selon une enquête IPSOS de 2017, 45% des sondés estiment que la présence d'un chien au travail permet de réduire le stress et 40% qu'elle favorise un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Une étude suédoise conduite la même année auprès de 3,4 millions de personnes a conclu que les personnes possédant un chien voient leur risque de maladie cardiovasculaire baisser de 23%.

Dans son édition de mars 2012, l'International Journal of Workplace Health Management rapporte que pour 8 salariés sur 10, la présence d'un animal les aide à se concentrer, à communiquer avec leurs collègues et à être plus créatifs.

Dès 2000, les Journal of Psychosomatic Research constatait déjà que le contact avec un animal permet de ralentir le rythme cardiaque et de faire baisser la tension artérielle.

De nos jours, de nombreux spécialistes ont reconnu ces effets bénéfiques dans le monde du travail. Le Professeur Patrick Légeron de l'Université Paris Descartes, un des spécialistes français du stress et des phénomènes de burn-out auxquels il a consacré plusieurs ouvrages, décrit ainsi la présence animale sur le lieu de travail comme "facteur d'apaisement, de stimulation" qui "permet de pacifier les relations et de faciliter les échanges entre collègues."

Toutes ces raisons ont conduit à la création d'une journée mondiale du chien au travail, célébrée chaque année le 22 juin.

Or en France, seulement un employé sur sept vient au travail accompagné de son animal alors que, selon l'IFOP, 44% d'entre eux regrettent de ne pas pouvoir le faire.

Fort de ce constat, la Ville de Villeneuve-Saint-Georges a décidé d'autoriser ses agents à venir travailler accompagnés de leur animal domestique dans le respect des conditions du présent règlement intérieur.

Article 1 : Objet

La Ville de Villeneuve-Saint-Georges a décidé d'autoriser la présence d'animaux domestiques dans ses locaux. Les agents de la Ville de Villeneuve-Saint-Georges le souhaitent et n'étant

pas en contact avec le public peuvent amener leur animal domestique sur leur lieu de travail dans le respect du présent règlement.

Article 2 : Effets escomptés sur le bien-être des agents

En tant qu'employeur responsable, la Ville de Villeneuve-Saint-Georges a lancé de nombreuses actions en faveur de la qualité de vie au travail. L'objectif du présent règlement s'inscrit dans cette démarche en visant à créer un cadre de travail propice à :

- la réduction du stress ;
- un meilleur engagement professionnel ;
- une baisse de l'absentéisme ;
- une plus grande efficacité ;
- un renforcement des liens entre collègues et une meilleure cohésion.

Les études citées en préambule montrent que la présence d'animaux sur le lieu de travail peut participer à l'accomplissement de ces objectifs.

Article 3 : Conditions réglementaires

3.1 - Rappel de la réglementation

L'accès des chiens dans les lieux publics est réglementé par des dispositions locales mises en place par le Maire dès lors qu'il s'agit de locaux communaux, ainsi que par la loi du 6 janvier 1999 relatives aux chiens dangereux.

3.2 - Cas des chiens guides d'aveugle et d'assistance pour les personnes en situation de handicap

Le présent règlement ne s'applique pas aux chiens guides d'aveugle et d'assistance pour les personnes en situation de handicap dont l'accès aux locaux municipaux fait l'objet d'un encadrement spécifique par la loi n°87-588 du 30 juillet 1987.

3.3 - Liste des animaux autorisés

Conformément à l'arrêté du 11 août 2006 fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques, sont autorisés dans le cadre du présent règlement :

- Canidés : le chien (*canis familiaris*) ;
- Félinés : le chat (*felis catus*) ;
- Poissons : la carpe Koï (*cyprinus carpio*), les poissons rouges et japonais (*carassins auratus*), les races et variétés domestiques de guppy (*poecilia reticulata*), du danio (*brachydanio rerio*) et du combattant (*betta splendens*).

3.4 - Exception à la liste des animaux autorisés

Les chiens dit dangereux évoqués dans la loi du 6 janvier 1999 sont strictement interdits dans les locaux communaux. Il s'agit des chiens :

- de 1ère catégorie regroupant les chiens d'attaque.
Par exemple : Pitbulls, chiens de race Mastiff, chien d'apparence Tosa-Inu...
- de 2ème catégorie regroupant les chiens de garde ou de défense.
Par exemple : American Staffordshire Terrier, Rottweiler...

Article 4 : Modalités d'accueil dans les locaux municipaux

4.1 - Conditions d'accueil

L'accueil d'animaux au sein des locaux de la Ville de Villeneuve-Saint-Georges doit pouvoir respecter en toutes circonstances le bien-être animal, le bien-être des agents au travail ainsi que la sécurité de tous et la salubrité des locaux.

À ce titre, l'agent souhaitant venir travailler avec son animal de compagnie au sein des locaux de la Ville est tenu d'obtenir en amont l'aval de son supérieur hiérarchique. Ce dernier pourra mettre fin à l'accueil de l'animal dans le service à tout moment.

Pour que cet accueil soit possible, les conditions suivantes doivent être réunies :

1. L'animal (pour le chien et le chat) doit être âgé d'au moins six mois.
2. L'animal ne doit pas être malade ni convalescent.
3. Chaque supérieur hiérarchique doit organiser le service de manière à ce qu'aucun agent ne soit affecté négativement par la présence d'un animal de compagnie sur son lieu de travail, en tenant compte de l'éventuelle opposition d'un agent justifiée par des raisons médicales (allergies, grossesse...) ou bien psychologiques (peur, inconfort...)
4. L'accueil de plusieurs chiens ou chats simultanément au sein d'un même service est interdit. Il devra se faire par roulement sur la base d'un accord entre collègues.
5. A l'hôtel de ville, l'accueil est limité à deux chiens et ou chats par étage. Ainsi les agents concernés devront se concerter sur les jours de présence de leur animal pour respecter cette disposition. De même, ils devront se garantir de la bonne cohabitation des deux animaux en cas de contact. En cas de mésentente, il conviendra d'organiser les jours de présences des deux animaux en conséquence.
6. Il est strictement interdit d'amener son animal au restaurant SNCF, dans les structures d'accueil de la petite enfance, dans les écoles, dans les centres de loisirs et à l'accueil de l'hôtel de ville. De même les animaux ne peuvent être transportés dans les véhicules municipaux.
7. Il est interdit de laisser son animal sans surveillance.
8. Les agents en contact avec du public ne peuvent amener leur animal de compagnie.
9. Chaque propriétaire s'engage à faire son affaire de tous besoins de l'animal, ainsi que toute prestation de nettoyage rendue nécessaire du fait de sa présence, et à amener le matériel nécessaire : gamelle, jouet silencieux, laisse, panier... Le soir, le propriétaire veillera au bon état général du bureau (balayage du sol si nécessaire par exemple)
10. Le ou la propriétaire doit s'assurer que l'animal a une bonne hygiène (brossage régulier, douche le cas échéant...) ainsi que des notions de dressage de base (revenir quand on l'appelle, s'asseoir, se coucher, aller au panier).
11. L'accès aux toilettes des chats et chiens est strictement interdit.
12. L'animal doit obligatoirement être à jour de ses vaccins et doit être régulièrement traité contre les puces et les vers.
13. Le ou la propriétaire s'engage à signer la charte d'accueil disponible sur l'intranet de la Collectivité.
14. Un formulaire de consentement doit être signé par l'ensemble des agents du service accueillant l'animal de l'agent. Cet accueil pourra se faire seulement si l'ensemble des agents y sont favorables à l'unanimité.
15. Une affichette « Aujourd'hui mon chien ou mon chat est avec moi au bureau » devra être apposée sur la porte du bureau du propriétaire afin d'informer de la présence de l'animal.

4.2 - Assurances

Le ou la propriétaire doit obligatoirement disposer d'une assurance en responsabilité civile contre les éventuels dégâts ou dommages provoqués par son animal domestique, dont il ou elle fournit chaque année une copie à la Collectivité, accompagnée d'une copie du carnet de vaccination de l'animal à jour.

La responsabilité de la Ville ne pourra être engagée pour tout dommage causé par l'animal au sein des locaux municipaux.

CHARTRE D'ACCUEIL DES ANIMAUX DOMESTIQUES PAR LES AGENTS MUNICIPAUX AU SEIN DES LOCAUX DE LA VILLE DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

La présente charte d'accueil vise à préciser les conditions régissant l'accompagnement des agents municipaux par leur animal de compagnie sur leur lieu de travail.

Cette charte doit obligatoirement être datée et signée par l'agent propriétaire d'un animal et remis au chef du service d'accueil.

Animaux autorisés

L'article 3.3 de l'accord précise la liste des animaux autorisés.

Conformément à l'arrêté du 11 août 2006 fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques, elle comprend :

- Canidés : le chien (*canis familiaris*) ;
- Félidés : le chat (*felis catus*) ;
- Poissons : la carpe Koi (*cyprinus carpio*), les poissons rouges et japonais (*carassins auratus*), les races et variétés domestiques de guppy (*poecilia reticulata*), du danio (*brachydanio rerio*) et du combattant (*betta splendens*).

Les chiens de 1ère et 2ème catégorie sont interdits dans les locaux municipaux.

Les conditions d'accès de la présente charte ne s'appliquent pas aux chiens guides d'aveugle et d'assistance pour les personnes en situation de handicap.

Conditions d'accès aux locaux

Les agents en contact avec du public ne peuvent amener leur animal de compagnie.

L'animal (pour le chien et le chat) doit être âgé d'au moins six mois.

L'animal ne doit pas être malade ni convalescent.

Il est strictement interdit d'amener son animal de compagnie au restaurant SNCF, dans les structures d'accueil de la petite enfance, dans les écoles, dans les centres de loisirs et à l'accueil de l'hôtel de ville. De même les animaux ne peuvent être transportés dans les véhicules municipaux.

L'accès aux toilettes des chats et chiens est strictement interdit.

Le ou la propriétaire doit s'assurer que l'animal a une bonne hygiène (brossage régulier, douche le cas échéant...) ainsi que des notions de dressage de base (revenir quand on l'appelle, s'asseoir, se coucher, aller au panier).

L'animal doit obligatoirement être à jour de ses vaccins et doit être régulièrement traité contre les puces et les vers.

Civisme sur le lieu de travail

Chaque propriétaire s'engage à faire son affaire de tous besoins de l'animal, ainsi que toute prestation de nettoyage rendue nécessaire du fait de sa présence, et à amener le matériel nécessaire : gamelle, jouet silencieux, laisse, panier...

Seuls les jouets silencieux sont autorisés.

Les animaux trop bruyants (abolements ou miaulements fréquents) ne seront pas acceptés.

Chaque maître peut aménager au pied de son bureau un petit espace de couchage.

Les gamelles d'eau peuvent être laissées en libre-service mais pas la nourriture. Le maître s'engage à être présent au moment du repas de l'animal si celui-ci doit être pris sur le lieu de travail.

Les animaux peuvent se déplacer librement à condition de ne pas gêner la quiétude des agents.

Lors des sorties, les déjections canines doivent être systématiquement ramassées.

Un maître ne peut pas s'absenter et laisser son animal seul (en dehors des poissons).

Assurance et responsabilités

Le ou la propriétaire doit obligatoirement disposer d'une assurance en responsabilité civile contre les éventuels dégâts ou dommages provoqués par son animal domestique, dont il ou elle fournit chaque année une copie au service d'accueil, accompagnée d'une copie du carnet de vaccination de l'animal à jour.

La responsabilité de la Ville ne pourra être engagée pour tout dommage causé par l'animal au sein des locaux municipaux.

Nom :

Prénom :

Direction :

Poste :

Animal faisant l'objet de l'accueil :

Je déclare avoir pris connaissance de la présente charte d'accueil et m'engage à m'y conformer. Je reconnais avoir été avisé que mon supérieur hiérarchique pourra mettre fin à la présence de mon animal de compagnie sur mon lieu de travail s'il estime que les conditions d'accueil citées ci-dessus ne sont pas respectées.

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le :

Signature de l'agent :

ACCUEIL DES ANIMAUX DOMESTIQUES PAR LES AGENTS MUNICIPAUX AU SEIN DES LOCAUX DE LA VILLE DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES Formulaire de consentement

Conformément au règlement relatif à l'accueil des animaux domestiques des agents communaux au sein des locaux municipaux, la Ville a décidé d'autoriser ses agents à venir travailler accompagnés de leur animal domestique.

Cette mesure s'inscrit dans une démarche globale d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail, et de l'engagement communal en faveur du bien-être animal.

Pour autant, l'accord relatif à l'accueil des animaux domestiques par les agents municipaux au sein des locaux de la Ville de Villeneuve-Saint-Georges prévoit qu'aucun collègue ne doit être affecté par l'accueil, en sa présence, d'un animal domestique sur son lieu de travail.

Dans son article 4.1, il dispose que "*chaque supérieur hiérarchique doit organiser le service de manière à ce qu'aucun agent ne soit affecté négativement par la présence d'un animal de compagnie sur son lieu de travail, en tenant compte de l'éventuelle opposition d'un agent justifiée par des raisons médicales (allergies, grossesse...) ou bien psychologiques (peur, inconfort...)*"

En conséquence, il est demandé à chaque responsable de recueillir par ce formulaire le consentement de chaque agent concerné par l'accueil d'un animal domestique.

Nom :

Prénom :

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-9-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Direction :

Poste :

Animal faisant l'objet de l'accueil :

Propriétaire de l'animal :

Je donne mon accord express à l'accueil d'animaux domestiques en ma présence.

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le :

Signature de l'agent :

CONVENTION-CADRE D'ADHESION
aux missions de médiation préalable obligatoire et de médiation à l'initiative du juge
administratif ou des parties
(Convention-type annexée à la délibération du conseil d'administration du CIG du 26 mars 2025)

ENTRE

La Commune, le département ou l'établissement (Nom) :
Commune de Villeneuve-Saint-Georges 20, place Pierre-Sémard 94190
représenté(e) par (Maire, Président (e)).....Kristell. NIASME
dûment autorisé(e).

ci-après dénommé(e) la collectivité,

ET

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne de la région d'Ile-de-France,
1 rue Lucienne Gérain 93698 Pantin cedex, représenté par son Président, Jacques Alain
BENISTI, dûment autorisé par délibération n° 2025.19 du 26 mars 2025,

ci-après dénommé le CIG,

PREAMBULE

Considérant que la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire a pérennisé et généralisé sur le territoire national la médiation préalable obligatoire (MPO) dans les missions obligatoires des centres de gestions auxquelles les collectivités et établissements publics territoriaux peuvent adhérer à titre facultatif par convention ;

Considérant que l'objectif de la médiation est de permettre aux parties de parvenir, avec l'aide d'un « tiers de confiance », indépendant, neutre et impartial, le médiateur, à une solution amiable fondée en droit et en équité, favorisant, dans un contexte budgétaire contraint, un traitement plus rapide et moins onéreux des litiges et que les procédures amiables sont, en effet, un moyen de prévenir et de résoudre plus efficacement certains différends, au bénéfice :

- des employeurs territoriaux, qui peuvent souhaiter régler le plus en amont possible et à un moindre coût certains litiges avec leurs agents, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration, ainsi que des règles d'ordre public,
- des agents publics, qui peuvent ainsi trouver une solution négociée, acceptée et équitable à la résolution de leurs différends avec leurs employeurs, de manière plus souple, plus rapide et moins onéreuse,
- des juridictions administratives elles-mêmes, par la réduction du nombre des contentieux ;

Considérant que le décret n°2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux détermine les sept domaines de décisions individuelles défavorables contre lesquelles tout recours doit, dès lors que la collectivité est adhérente à la MPO, être précédé à peine d'irrecevabilité d'une tentative de médiation ;

Considérant que parallèlement à la médiation préalable obligatoire, la loi précitée ouvre également la possibilité au CIG d'intervenir, dans les domaines relevant de sa compétence,

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-13-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

comme médiateur, dans le cadre de médiations à l'initiative des parties (articles L.213-5 à L.213-6 du CJA) ou du juge (articles L.213-7 à L.213-10 du CJA), à l'exclusion des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions ;

Il est convenu ce qui suit :

Chapitre 1 : Dispositions communes aux différents types de médiation

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'adhésion de la collectivité aux missions de médiation préalable obligatoire et de médiation à l'initiative du juge administratif ou des parties du CIG.

La médiation régie par la présente convention s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel les parties à un litige tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide du CIG, en sa qualité de médiateur, personne morale.

Article 2 – Obligations respectives des parties

Sauf accord contraire des parties, la médiation est soumise au principe de confidentialité. Les constatations du médiateur et les déclarations recueillies au cours de la médiation ne peuvent être divulguées au tiers ni invoquées ou produites dans le cadre d'une instance juridictionnelle ou arbitrale sans l'accord des parties.

Cet engagement de confidentialité subsiste après la fin de la médiation, quelle qu'en soit l'issue, et sauf accord exprès des parties.

Il est toutefois fait exception à ces principes dans les cas suivants :

- en présence de raisons impérieuses d'ordre public ou de motifs liés à la protection de l'intégrité physique ou psychologique d'une personne ;
- lorsque la révélation de l'existence ou la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour sa mise en œuvre.

Article 2 – Domaine d'application

Sont concernés l'ensemble des litiges relatifs au statut de la fonction publique territoriale s'agissant des fonctionnaires territoriaux et agents contractuels de droit public, à l'exclusion des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions.

Article 3 – Désignation du médiateur

La ou les personnes physiques désignées par le Président du CIG pour assurer, au sein du centre de gestion et en son nom, l'exécution de la mission de médiation, disposent d'une compétence sur les sujets qui leur sont confiés en médiation et justifient d'une formation spécifique à la médiation ou d'une expérience adaptée à la pratique de la médiation.

Elles s'engagent à accomplir leur mission avec impartialité, compétence et diligence et dans le respect des règles déontologiques fixées par la charte éthique des médiateurs des centres de gestion.

Article 4 – Rôle du médiateur

Le médiateur délivre aux parties, préalablement à l'engagement de la médiation, une information présentant la démarche et ses modalités de façon complète, claire et précise. L'information est constituée, pour la collectivité ou l'établissement public, de la présente convention.

Le médiateur organise, dans le respect du principe de confidentialité, la médiation (lieux, dates et heures). Il analyse et confronte les arguments des parties et les accompagne dans la recherche d'un accord.

Il ne peut ni trancher le différend ni imposer une solution aux parties.

L'accord auquel parviennent les parties ne peut toutefois porter atteinte à des droits dont elles n'ont pas la libre disposition.

Il peut solliciter de la part de l'agent et de la collectivité certains documents utiles pour une meilleure compréhension du litige et un meilleur dialogue autour de la recherche de solutions et peut, en cas de refus, refuser de poursuivre la médiation.

Le médiateur peut entendre les parties ensemble ou séparément. Il peut également, avec l'accord des parties et pour les besoins de la médiation, entendre les tiers qui y consentent.

Les parties peuvent agir seules ou être assistées par toute personne de leur choix à tous les stades du processus de médiation.

Le médiateur conduit avec diligence la médiation et dans le respect des délais, fixés en accord avec les parties, pour mener à bien sa mission. Il n'a pas d'obligation de résultat, mais est soumis à une obligation de moyens.

Dans tous les cas, la médiation peut s'interrompre à tout moment à la demande d'une des parties ou du médiateur.

Le processus de médiation prend fin dès la conclusion d'un accord ou dès le désistement de l'une des parties.

Article 5 – Tarification et modalités de facturation

La présente convention constitue un engagement de la collectivité à accepter l'ensemble des conditions financières définies par le Conseil d'Administration du CIG pour l'adhésion aux missions de médiation préalable obligatoire et de médiation à l'initiative du juge ou des parties.

La réalisation d'une mission de médiation fait l'objet d'une participation de la collectivité ou de l'établissement public à hauteur d'un montant forfaitaire de 375 euros par litige donné avec un agent. Ce montant inclut l'ensemble des frais liés au processus de médiation, à savoir l'instruction du dossier, l'étude et l'analyse de la demande et l'organisation, le cas échéant, d'un premier rendez-vous de médiation en présence des parties, ensemble ou séparément.

S'ajoute, le cas échéant, une somme forfaitaire de 85 euros par réunion de médiation supplémentaire ayant lieu, le cas échéant, avec l'une, l'autre ou les deux parties, en présence du médiateur.

A l'issue de chaque médiation, le CIG émettra un titre de recettes dont la collectivité devra se libérer dans les 30 jours suivant sa date d'émission.

Chapitre 2 : Dispositions spécifiques à la médiation préalable obligatoire

Article 6 – Domaine d'application

Conformément au décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 précité, sont précédés, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, d'une médiation préalable obligatoire les litiges relatifs aux décisions suivantes :

- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L.712-1 du code général de la fonction publique ;
- Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 15,17,18 et 35-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé non rémunéré susmentionné ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L.131-8 et L.131-10 du code général de la fonction publique ;
- Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985.

Dès lors que la collectivité a adhéré à la présente convention, la MPO constitue pour les parties un préalable obligatoire au recours contentieux.

Le CIG informe le tribunal administratif concerné de la signature de la présente convention.

Lorsque le tribunal administratif est saisi dans le délai du recours contentieux d'une requête qui n'a pas été précédée d'une MPO, son président ou le magistrat qu'il délègue rejette cette requête par ordonnance et transmet le dossier au médiateur compétent.

Article 7 – Conditions d'exercice de la MPO

La saisine du médiateur doit s'effectuer dans un délai de recours contentieux de 2 mois prévu à l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Elle comprend une lettre de saisine de l'intéressé et, lorsque la décision contestée est explicite, une copie de cette décision ou, lorsqu'elle est implicite, une copie de la demande et de l'accusé de réception ayant fait naître cette décision.

Elle est adressée par écrit (courrier ou courriel) par l'agent concerné à l'attention du médiateur :

- à son adresse courrier :

Accusé de réception en préfecture 094-219400785-20251224-25-11-13-DE Date de télétransmission : 24/12/2025 Date de réception préfecture : 24/12/2025

« *Recours à la médiation préalable obligatoire auprès du CIG Petite Couronne*
1 rue Lucienne Gérain 93698 Pantin Cedex »

- ou courriel individualisé : mediateur@cig929394.fr

Il appartient à la collectivité ou à l'établissement public employeur d'informer ses agents de cette obligation et de leur indiquer les coordonnées du médiateur compétent.

La notification des décisions administratives relevant du domaine d'application fixé à l'article 6 susvisé ou l'accusé de réception prévu à l'article L.112-3 du code des relations entre le public et l'administration comporte, en conséquence, expressément dans l'indication des délais et voies de recours la mention du caractère obligatoire de la médiation, les coordonnées du médiateur et le délai de saisine.

A défaut, le délai de recours contentieux ne court pas à l'encontre de la décision litigieuse.

La saisine du médiateur interrompt le délai de recours contentieux et suspend les délais de prescription, qui recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur déclarent, de façon non équivoque et par tout moyen permettant d'en attester la connaissance par l'ensemble des parties, que la médiation est terminée.

Chapitre 3 : Dispositions spécifiques à la médiation à l'initiative du juge administratif ou des parties

Article 8 – Domaine d'application

Sont concernés l'ensemble des litiges relatifs au statut de la fonction publique territoriale s'agissant des fonctionnaires territoriaux et agents contractuels de droit public, à l'exclusion des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de tout autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions.

Article 9 – Conditions d'exercice de la médiation

A- Dispositions spécifiques à la médiation à l'initiative du juge :

Le tribunal administratif peut proposer aux deux parties, lorsqu'il est saisi d'une requête au contentieux, la mise en œuvre d'une médiation en application de l'article L. 213-7 du CJA, s'il estime que celle-ci pourrait leur être profitable en vue de la résolution du litige.

L'entrée en médiation demeure optionnelle pour les parties, leur refus du processus de médiation comme leur renoncement en cours de médiation étant discrétionnaire et sans incidence sur l'examen du litige par la juridiction.

En cas d'accord des deux parties, le juge peut ordonner une médiation et désigner à cette fin le CIG en qualité de médiateur. L'ordonnance de désignation du tribunal mentionne l'accord des parties et, le cas échéant, la durée de la mission de médiation. En aucun cas, la médiation ne dessaisit le juge, qui peut prendre à tout moment les mesures d'instruction qui lui paraissent nécessaires.

Le médiateur tient le juge informé des difficultés qu'il rencontre dans l'accomplissement de sa mission. Le juge peut mettre fin au processus de médiation à tout moment, soit à la demande d'une des parties ou du médiateur, soit d'office, si le bon déroulement de la médiation lui apparaît compromis.

Le médiateur informe le juge de ce que les parties sont ou non parvenues à un accord.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-13-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

B- Dispositions spécifiques à la médiation à l'initiative des parties :

Les parties en conflit peuvent, en dehors de toute procédure juridictionnelle, s'entendre pour organiser une mission de médiation, en application de l'article L. 213-5 du CJA.

Toute sollicitation quant à la mise en œuvre d'une mission de médiation à l'initiative des parties dans le cadre de la présente convention doit faire l'objet d'une saisine du médiateur du CIG formalisée par écrit de la part de la collectivité ou l'établissement public adhérent à la présente convention.

Une convention d'entrée en médiation, dûment datée et signée par le représentant habilité de la collectivité et l'agent concerné, est établie pour chaque affaire.

Il appartient à la collectivité de recueillir préalablement à la demande de médiation adressée au CIG l'accord explicite écrit de l'agent considéré à engager le processus.

Les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions suspendues à compter de la matérialisation de l'accord de l'ensemble des parties sur l'organisation d'une telle mission ou, à défaut d'écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation.

La saisine du médiateur du CIG est adressée par écrit (courrier) à l'adresse suivante sous pli confidentiel :

- à l'adresse suivante :

« *CIG Petite Couronne – Mission de Médiation à l'initiative des parties – 1 rue Lucienne Gérain 93698 Pantin cedex* »

- ou courriel individualisé : « *mediateur@cig929394.fr* ».

Tout document utile à la bonne compréhension ou justification de la demande de médiation peut être communiqué.

Le médiateur du CIG accuse réception de la demande de médiation et notifie à la collectivité la suite donnée dans un délai maximum de 30 jours. Il doit faire part de son accord exprès quant à la mise en œuvre d'une médiation.

Il se réserve notamment le droit de refuser toute sollicitation qui ne serait pas compatible avec les moyens dont il dispose, au vu du nombre des demandes traitées, ou qui contreviendrait à la charte de déontologie des médiateurs des centres de gestion ou mettrait en cause les instances dont le CIG est en charge ou contreviendrait aux obligations qui incombent à celui-ci en tant qu'administration publique.

Chapitre 4 – Dispositions finales

Article 10 – Durée de la convention

La présente convention-cadre s'appliquera aux décisions entrant dans son champs d'application intervenues à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date de sa signature par les deux parties et se poursuivra jusqu'au 31 décembre de l'année suivante. Sauf résiliation intervenant dans les conditions prévues ci-après, elle sera renouvelée tacitement pour chacune des trois années civiles qui suivront.

Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties au 31 décembre de chaque échéance annuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous condition d'un préavis de trois mois.

Accusé de réception en préfecture 094-219400785-20251224-25-11-13-DE Date de télétransmission : 24/12/2025 Date de réception préfecture : 24/12/2025

Article 11 – Modification

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Article 12 – Règlement des litiges nés de la convention

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement.

A défaut, le Tribunal administratif de MONTREUIL est compétent.

Fait à Pantin, le

Cachet et signature du représentant
de la collectivité ou de l'établissement

Le Président du CIG



Ville de Villeneuve-Saint-Georges

CONVENTION DE COORDINATION DU DISPOSITIF D'ACCUEIL DES COLLÉGIENS EXCLUS TEMPORAIREMENT

Entre :

La ville de Villeneuve-Saint-Georges, sise 2 place Pierre Semard, 94190 Villeneuve-Saint-Georges

Représentée par Mme Kristell NIASME, Maire

Et

La Ligue de l'Enseignement du Val-de-Marne, ci-après dénommée LDE 94, sise Espace Condorcet 88 rue Marcel Bourdarias, CS 70013 94146 ALFORTVILLE Cedex,

Représentée par son Président, Monsieur Alain CORDESSE

ORGANISER UNE REPONSE CONCERTEE ET COORDONNEE

Inscrit dans le cadre du volet éducatif du Contrat de Ville de Villeneuve-Saint-Georges, le projet du dispositif d'accueil est le fruit de nombreuses rencontres entre les principaux des trois collèges, la ville et les partenaires de Villeneuve-Saint-Georges intéressés par le projet.

La **Direction des services départementaux de l'éducation nationale** et les trois principaux des collèges sont convaincus que ce dispositif est de nature à constituer une réponse éducative pertinente au service des élèves et des familles.

Le Conseil départemental s'implique dans ce dispositif partenarial avec pour objectif d'éviter la rupture scolaire qui résulte généralement du cumul de plusieurs facteurs. L'initiative permettra d'impliquer les familles, d'identifier les ruptures vécues par certains jeunes pour leur faire bénéficier d'actions spécifiques prenant en compte les différents aspects de leur vie et de leur environnement. Le dispositif vise à les aider à renouer notamment avec l'estime de soi, prérequis à tout apprentissage.

La **Ville de Villeneuve-Saint-Georges** porte et organise la mise en place du dispositif d'accueil, affirmant ainsi sa volonté de contribuer à la réussite des jeunes, de prévenir l'échec scolaire, l'absentéisme et la déscolarisation.

Dans ce domaine la Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne a acquis une expérience et travaille depuis de nombreuses années avec les acteurs académiques et les chefs d'établissement dans plusieurs villes du département. Elle anime de nombreuses activités para et extra scolaires et coordonne actuellement cinq ateliers relais, deux ateliers d'accueil des élèves exclus temporairement et un atelier de pluri exclus définitifs dans le département.

A cet effet, la Ville de Villeneuve-Saint-Georges sollicite le concours de la Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne, pour l'animation, le suivi et l'évaluation du dispositif d'accueil,



Ville de Villeneuve-Saint-Georges

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention de partenariat a défini les objectifs, le mode d'organisation et les moyens pour la mise en place du dispositif.

La présente convention entre la ville de Villeneuve-Saint-Georges, maitre d'ouvrage et la Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne, maitre d'œuvre a pour but de définir les conditions générales et particulières pour la mise en œuvre du dispositif d'accueil.

ARTICLE 2 : LE PUBLIC

Les élèves accueillis dans le dispositif ont fait l'objet d'une mesure disciplinaire par l'établissement et ont accepté par contrat signé par eux et leurs parents la prise en charge sur le dispositif. Le dispositif accueillera des élèves de la sixième à la troisième et sur des périodes variables allant d'une journée à trois jours.

ARTICLE 3 : DUREE DE FONCTIONNEMENT et EFFECTIF

2 temps différents sont programmés sur le dispositif.

- Quatre (4) sessions d'une durée de 2,5 jours avec un accueil maximum de 4 jeunes
- Quatre (4) sessions d'une durée d'une journée par session avec un accueil maximum de 4 jeunes.

Les jeunes seront accueillis, en journée continue, du 9h à 16h dans les locaux du Programme de Réussite Educative.

Une attention particulière sera portée sur la composition du groupe en fonction de leur niveau scolaire afin que le programme, tout en étant le plus personnalisé, s'adapte tout autant aux élèves de classe de 6^{ème} à la 3^{ème}.

ARTICLE 4 : PROJET PEDAGOGIQUE

Le projet éducatif et pédagogique se centrera en priorité sur trois domaines :

- ***L'apprentissage de la citoyenneté*** qui sera centré autour de l'analyse des faits qui ont justifié l'exclusion afin d'aider le jeune à prendre conscience de son acte. A cette occasion, un travail de sensibilisation sera proposé sur les questions relatives au respect de soi et des autres, l'égalité hommes - femmes, le décodage de l'information... le rapport aux institutions, aux droits et devoirs ainsi qu'à la pertinence de construire son parcours de vie. Le projet sera enrichi de partenaires associatifs de la commune et de
- ***Les activités culturelles et sportives*** qui sont des vecteurs de la réussite éducative
- ***La continuité des apprentissages scolaires*** : Un intervenant du PRE veillera à ce que la continuité pédagogique soit assurée en se mettant en lien avec le collège et en accompagnant l'élève dans son travail scolaire



ARTICLE 5 : OBJECTIFS ET ATTENDUS DU DISPOSITIF D'ACCUEIL

L'enjeu est de rendre effective la valeur éducative de la sanction, d'y associer les parents, d'assurer une continuité éducative et pédagogique et de favoriser le parcours de réussite éducative de chaque jeune.

Les objectifs généraux sont :

- Proposer aux jeunes qui font l'objet de mesures d'exclusion temporaire un espace d'accueil, de réflexion et remobilisation.
- Prévenir les exclusions définitives
- Accompagner les familles dans le lien avec le collège et dans le suivi de l'enfant
- ;

Les objectifs opérationnels du projet sont :

- Faire comprendre aux jeunes les raisons de leur exclusion : reconnaissance de l'acte et acceptation de la mesure disciplinaire
- Les aider à (re)trouver le statut d'élève et à comprendre les exigences du collège
- Accompagner le retour de ces jeunes vers une scolarité apaisée en lien avec les établissements
- Proposer un espace de médiation et de suivi au sein des établissements (pour le suivi et la remobilisation scolaire)
- Maintenir la dynamique scolaire et assurer la continuité des apprentissages

ARTICLE 6 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Le (la) principal(e) du collège informe le jeune et la famille de la possibilité d'une mesure alternative visant à participer au dispositif d'accueil ;

L'entrée du jeune dans le dispositif est soumise à l'accord de la famille et contractualisée avec l'établissement scolaire.

Au terme de cette procédure, le principal de l'établissement scolaire adressera au référent la liste des jeunes qui intégreront le dispositif. Il sera joint à cette liste la « fiche navette » qui porte à la connaissance du référent les informations suivantes :

- L'identité du jeune et les coordonnées de la famille (représentants légaux)
 - La durée de l'exclusion temporaire
 - Le motif de l'exclusion temporaire
 - Des informations sur les Absences / retards de l'élève en cours
 - Des informations éventuelles sur le jeune
- Le Référent médiation scolaire se rendra disponible pour :
- Rencontrer l'équipe éducative, autant que possible, afin d'échanger sur la situation de l'élève.
 - Rencontrer le jeune et la famille.

Une grande attention sera portée sur la manière de réduire le délai entre la décision de l'exclusion temporaire de l'établissement et l'entrée effective de l'élève dans le dispositif. Pour autant, afin de disposer du temps nécessaire, préparatoire à chaque session, la ville devra être informée de la liste des jeunes et des familles au moins 5 jours avant le démarrage de la session.



Ville de Villeneuve-Saint-Georges

L'organisation du retour dans l'établissement se fera le lendemain matin de la fin de la mesure par le CPE, le professeur principal ou la direction, en lien avec le référent du dispositif ou en appui sur le bilan individualisé de l'élève.

- Si un arbitrage est nécessaire dans la sélection des élèves accueillis, il sera réalisé avec l'aide du chef d'établissement support de la structure.
- La prise en charge d'un élève repose sur l'adhésion des parents au dispositif, un contrat sera signé avec les représentants légaux avant l'entrée dans le dispositif. L'élève signera un contrat le jour de l'accueil dans la structure.
- Un bilan est réalisé avec la famille au terme de l'accueil dans le dispositif.

Horaires – Repas

- L'emploi du temps hebdomadaire, distribué aux élèves lors de l'accueil, consiste en une prise en charge effective du groupe
- Du mardi au jeudi de 9h00 à 16h00, sauf le mercredi, fin de l'accueil à 12h00 pour les sessions de 3 jours
- Le mardi ou le jeudi de 9h00 à 16h00 pour les sessions d'une journée
- Les repas seront pris en charge par la Ville et auront lieu dans le réfectoire de l'école maternelle Paul Vaillant Couturier, Parc de Beauregard 94190 Villeneuve-Saint-Georges. Les collégiens seront accompagnés et encadrés par l'intervenant de Ligue de L'Enseignement sur les trajets et durant toute la durée du repas et auront une mission de responsabilisation sur ce temps pour aider les animateurs à la gestion du temps de repas des enfants de l'école.

ARTICLE 7 : CALENDRIER PREVISIONNEL DES SESSIONS

En 2026 les sessions se dérouleront comme suit :

- ♦ Quatre (4) sessions de **trois jours** en 2026 : 10 au 12 février ; du 7 au 9 avril, du 10 au 13 mai et du 2 au 4 juin.

Les sessions d'**une journée** se dérouleront :

- ♦ Quatre (4) sessions de 1 journées : les 13 et 27 janvier, 12 et 24 mars

ARTICLE 8 : CONTENU DES SESSIONS TYPES

Le contenu des deux programmes d'accueil sont joints en annexe de la convention. Ils constituent une référence et ne peuvent être modifiables sans en informer préalablement la référente de la ville de Villeneuve-Saint-Georges, garant du bon fonctionnement du dispositif.

ARTICLE 9 : MISSION DE L'ANIMATEUR

La Ligue de l'Enseignement du Val-de-Marne assure l'animation et le bon fonctionnement du dispositif et met à disposition un salarié à temps partiel. Celui-ci s'assure de l'interface entre les chefs d'établissements et les différents partenaires. Il informe en amont et en aval la référente de la ville de Villeneuve-Saint-Georges sur les conditions de réalisation.

Dans le cadre de cette mission, le salarié de la Ligue de l'Enseignement :

- Assure une liaison rapprochée avec le chef d'établissement et/ou son représentant, avant, pendant et après la session, condition indispensable pour faciliter le bon retour des jeunes dans leur collège et suivre leur évolution.
- Est garant du bon déroulement de la journée : il planifie et organise les séquences éducatives.



Ville de Villeneuve-Saint-Georges

- Anime certains temps de vis-à-vis pédagogique et participe aux autres temps animés par les partenaires.
- Fera un retour systématique au coordonnateur de la commune sur les jeunes.

ARTICLE 10 : LOCAUX

La ville de Villeneuve-Saint-Georges s'engage à faciliter l'intervention de la Ligue de l'Enseignement du Val-de-Marne en lui réservant des locaux appropriés et en mettant à disposition le matériel nécessaire au bon fonctionnement du dispositif.

ARTICLE 11 : INSTANCE PARTENARIALE

La LDE 94 rendra compte de son action dans le cadre d'une instance partenariale, émanation du Comité de Pilotage du PRE en lien avec le CLSPD, associera l'ensemble des partenaires qui concourent à la réussite du projet.

ARTICLE 12 : PARTICIPATION FINANCIERE

Conformément à la convention cadre du dispositif d'accueil, la ville versera à la LDE 94, la somme de **17 390 €**, correspondant à la rémunération du coordonnateur et des charges afférentes à la mission répartis comme suit :

- Un coût d'ingénierie du projet correspondant à la création d'outils nécessaires au fonctionnement du projet.
- Un coût lié aux périodes de fonctionnement du dispositif correspondant à la présence du coordinateur et au temps de préparation de la session.
- Un coût lié à la période en amont et en aval de la session en liaison avec les collègues, les partenaires associatifs et les familles.
- Un coût lié aux charges afférentes à la mission correspondant aux frais de communication et de déplacements.
- Un cout lié à la rémunération d'interventions d'associations affiliées à la LDE 94.

Dans le contexte actuel, et après trois ans sans augmentation, la ligue de l'enseignement se voit contrainte d'augmenter légèrement la tarification en 2026.

La LDE 94 fera parvenir à la ville deux fois dans l'année une facture et un bordereau de « service fait » établi par le service financier de la ville. :

- Mars 2026 : **5 800 €**
- Juillet 2026 : **11 590 €**

La ville se libérera de la somme due à échéance de trente jours à dater de la réception du bilan par la commune.

ARTICLE 13 : EVALUATION

La LDE 94 est chargée de la réalisation d'un bilan du dispositif d'accueil qui est présenté à l'instance partenariale de suivi.

Plusieurs indicateurs seront retenus en référence aux objectifs énoncés à l'article 4 et aux résultats attendus formulés ci-dessous :

La prise de conscience pour le jeune du respect des règles et d'un comportement adapté, mesuré par :



Ville de Villeneuve-Saint-Georges

- L'assiduité pendant les accueils : nombre de retards, nombre d'absences, participation active/implication pendant les ateliers
- L'absence ou la baisse de sanctions disciplinaires d'exclusion pour les jeunes ayant déjà participé au dispositif ;
- La qualité et le taux de participation des parents : nombre d'échanges téléphoniques, de rencontres, en vue d'une amélioration de la communication entre la famille, l'élève et le personnel éducatif
- La baisse de la réitération pour les jeunes ayant déjà participé au dispositif ;
- L'implication des parents et leur capacité à trouver de nouvelles ressources pour mieux assurer leur rôle éducatif.

La mesure des effets et des résultats du dispositif pour les jeunes et les familles, mais aussi dans sa contribution à la bonne ambiance scolaire dans l'établissement :

- Taux de suivi de parcours, après la sortie du dispositif (PRE, PPRE, CLAS...)
- Prise de conscience de l'élève et changement de comportement au retour au collège
- Taux de participation des parents

La formulation définitive des indicateurs sera proposée par l'opérateur et débattu au sein de l'instance de suivi.

A cet effet, un rapport, sera établi au plus tard le 8 juillet 2026. Des points réguliers seront faits avec la responsable du service Politique et Réussite Educatives. Chaque partenaire s'engage à faciliter l'accès aux données et à les transmettre à la LDE 94, pour la réalisation du bilan / évaluation.

Le rapport est adressé à M. le Maire de Villeneuve-Saint-Georges et transmis à la responsable du service Politique et Réussite Educatives. Après la présentation du rapport en séance, convoquée à cet effet, les partenaires décident de la suite à donner au dispositif.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

La LDE 94 s'engage à la plus stricte confidentialité sur les informations et les données qu'elle recueillera ou qui lui seront transmises. Elle respectera la charte du partage de l'information et du secret partagé.

ARTICLE 15 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de six mois avec les partenaires désignés ci-dessus à compter du 24 janvier 2026 et jusqu'au 10 juillet 2026.

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le.....2026

Le Président
Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne

Madame Le Maire

Patrick ADVEDISSIAN

Kristell NIASME

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-14-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025



Ville de Villeneuve-Saint-Georges



Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20251224-25-11-14-DE
Date de télétransmission : 24/12/2025
Date de réception préfecture : 24/12/2025

Dispositif d'accueil d'exclus temporaires
Villeneuve Saint Georges

HORAIRES	<u>PLANNING ACCUEIL D'UNE JOURNEE</u>
9H / 9h45	Accueil présentation du cadre et des objectifs <i><u>Retour sur la faute commise</u></i>
9h45/10h30	Atelier citoyen (I) Sensibilisation Aux violences banalisées
10H30 / 11H30	Atelier citoyen (II) Education aux médias, (Fake news, réseaux sociaux...)
11h30/12h30	Remédiation Scolaire
12H30/ 13H30	Repas
13H30 / 14H30	Atelier citoyen (III) <i>Victime, coupable ?</i> <i>Théâtre forum</i>
14h30 / 15h30	Atelier citoyen (IV) Vivre ensemble, Laïcité
15H30 / 16H	Bilan de la journée <i>Objectifs de retour</i>

ACCUEIL SUR TROIS JOURS

HORAIRES	LUNDI	MERCREDI	JEUDI
9H00 10H30	Accueil Présentation du cadre et des objectifs Retour sur la faute commise	Atelier citoyen (III) Association « justice et ville » « Questions de justice Remédiation Scolaire	Atelier citoyen (IV) Vivre ensemble, Laïcité
10H00 11H30	Atelier citoyen (I) Sensibilisation Aux violences banalisées		Association « Pluriel 94 » - Présentation - Atelier débat
11H30 12H30	Remédiation Scolaire		Remédiation Scolaire
12H30 13H30	Repas		Repas
13H30 16H00	Atelier citoyen (II) Sensibilisation sur les discriminations, relations filles/garçons		Atelier citoyen (VI) Education aux médias, (Fake news, réseaux sociaux...)
	Atelier citoyen (III) <i>Victime, coupable ?</i> <i>Théâtre forum</i>		Remédiation Scolaire
	Bilan journée		Bilan de la semaine Objectifs pour le retour au collège